



RENFORCER LA STABILITÉ

EN LUTTANT CONTRE LES
RISQUES DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET DE LA FRAGILITÉ
DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD



adelphi

Ce rapport a été financé par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères et le Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.



Ministry of Foreign Affairs



Federal Foreign Office

Publié par :

adelphi research gemeinnützige GmbH
Alt-Moabit 91
10559 Berlin, Allemagne
Tél : + 49 30 89 000 68-0
Fax : + 49 30 89 000 68-10
office@adelphi.de
www.adelphi.de



Auteurs principaux :

Janani Vivekananda, Dr Martin Wall, Dr Florence Sylvestre, Chitra Nagarajan

Avec la contribution de :

Oli Brown

Contact :

Janani Vivekananda
vivekananda@adelphi.de
+49 (30) 89 000 68 - 598

Crédits photos :

Arno Trümper/adelphi,
Alexander Carius/adelphi (p. 39, 49, 75).

Mise en page :

Anita Nemes (BEE Environmental Communication)

Print:

DBM Druckhaus Berlin-Mitte GmbH,
Wilhelm-Kabus-Straße 21-35, 10829 Berlin



Climate neutral
Print product
ClimatePartner.com/53160-1904-1006



Date de publication : 15 mai 2019

Clause de non-responsabilité : L'analyse, les résultats et les recommandations fournis dans ce rapport ne représentent que l'opinion de leurs auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs de la position des organisations listées ci-dessus. Les textes rédigés dans cette publication sont mis à disposition par adelphi suivant la licence Creative Commons Attribution-NoDerivatives 4.0 International. Pour pouvoir reproduire et partager le matériel sous licence, veuillez mentionner adelphi de la façon suivante : "© adelphi, CC-BY ND 4.0". Les photos et les illustrations ne sont pas couvertes par cette licence. En cas de doute, veuillez contacter adelphi avant toute réutilisation du matériel.

RENFORCER LA STABILITÉ

EN LUTTANT CONTRE LES RISQUES
DU CHANGEMENT CLIMATIQUE
ET DE LA FRAGILITÉ DANS
LA RÉGION DU LAC TCHAD

AU SUJET DES AUTEURS

Janani Vivekananda est conseillère principale chez adelphi. Elle a dirigé ce projet d'évaluation des risques. Travaillant depuis plus de 14 ans sur le changement climatique et la consolidation de la paix, elle a conçu et dirigé des projets de recherche sur le terrain relatifs à différents pays. Les thèmes abordés étaient la résilience au niveau communautaire, le changement climatique et les conflits, reliés aux processus politiques. Elle a été l'une des auteures principales du rapport phare "A New Climate for Peace", qui étudie les conséquences du changement climatique sur les États fragiles. Avant de rejoindre adelphi, elle était à la tête du département Environnement, Changement climatique et Sécurité à International Alert.

Le **Dr Martin Wall** est boursier Marie Skłodowska-Curie et CAROLINE. Il est basé à l'Université de Cork et à adelphi, Berlin. Spécialisé dans les domaines du climat et de la sécurité, son travail se concentre sur les réponses apportées par les États face au changement climatique, leur manière de s'y adapter, et sur les conflits liés aux ressources et les crises humanitaires.

Chitra Nagarajan est analyste de conflit principale à Borno, Nigeria. Elle a dirigé et coordonné toutes les recherches sur le terrain nécessaires à l'analyse du conflit pour cette évaluation et rédigé une analyse approfondie du conflit synthétisée dans le présent rapport. Depuis plus de 15 ans, elle conduit des recherches et des programmes liés à la politique et à la sensibilisation, entre autres au Nigeria, en Guinée, au Liberia et au Sierra Leone. Elle a travaillé auparavant pour le Nigerian Stability and Reconciliation Programme, Gender Action for Peace and Security et International Alert.

Le **Dr Florence Sylvestre** est directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et directrice adjointe du Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement (CEREGE) à Aix-en-Provence en France. Paléoclimatologue, elle étudie les climats tropicaux antérieurs en s'appuyant sur les relevés sédimentaires extraits de diatomées et d'algues microscopiques des milieux lacustres. Dans le cadre de ses recherches, elle prête son savoir et son soutien à la formulation de politiques de développement, en particulier dans les pays du Sud. En reconnaissance de son travail, elle a été promue *Chevalier de l'ordre national du mérite* en 2015.

Oli Brown est chercheur associé à la Chatham House. Il travaille sur les problèmes de l'environnement, de la sécurité et du développement depuis 17 ans en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Entre 2014 et 2018, il a coordonné des travaux pour les Nations Unies sur l'environnement, traitant des causes et des conséquences environnementales des catastrophes et des conflits.

Remerciements:

Nous tenons à remercier les personnes que nous avons interviewées ainsi que les spécialistes de la région du lac Tchad pour le temps qu'ils nous ont accordé et le partage de leur expérience, ainsi que les organisations et toutes celles et ceux qui ont soutenu notre recherche sur le terrain et la validation de notre étude : Assana Kassir et Mamtsai Yagai (Cameroun), Remadji Hoinathy et Moustapha Adoum Seitchi (Tchad), Harouna Ibrahim et Boukar Ary Ousmane (Niger), Timothy Ali Yohanna et Jibrin Ibrahim (Nigeria).

Nous exprimons également notre reconnaissance à Binh Pham Duc qui s'est chargé de l'analyse approfondie des données climatiques par satellite pour ce rapport, à Adrien Detges pour le regroupement et l'analyse des données de l'infographie et des cartes illustrant nos résultats, à Stella Schaller pour la gestion de la réalisation visuelle de l'étude, à Adrian Foong et à Katarina Schulz pour leur soutien à la recherche, ainsi qu'à Benjamin Pohl et à Lukas Rüttinger pour leur contribution conceptuelle et leur révision. Enfin, nous remercions tout spécialement Susanne Wolfmaier pour son incomparable et précieux travail de coordination qui a permis la réalisation de ce rapport.

SOMMAIRE

	Encadrés, schémas et tableaux	9
RÉSUMÉ		10
	Résultats essentiels	11
	Conclusion	18
I		
INTRODUCTION		21
	1.1 Objectifs et approche	22
	1.2 En quoi ce rapport est-il unique ?	24
	1.3 Méthodologie	25
	1.4 Structure du rapport	26
	1.5 L'état de la crise	26
	1.6 Les causes profondes du conflit dans la région du lac Tchad	31
	1.7 Le contexte climatique et hydrologique	40
II		
PRIS AU PIÈGE : LES RISQUES À DOUBLE VISAGE DE L'INSECURITÉ ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE		49
	Risque 1 : Les dynamiques du climat et du conflit qui déstabilisent les modes de vie	52
	Risque 2 : Les conflits liés aux ressources naturelles	61
	Risque 3 : Le recrutement et le maintien des recrues dans les groupes d'opposition armés	66
	Risque 4 : Des réactions militaires autoritaires	69
	Perspectives d'avenir	71
III		
BRISER LE PIÈGE DU CONFLIT : POINTS ET PRINCIPES POUR AGIR		75
	"Comment", plutôt que combien	76
	Premières mesures pour favoriser la résilience et le rétablissement de la région du lac Tchad	78
	1. Renforcer la cohésion sociale	79
	2. Encourager des moyens de subsistance résilients	82
	3. Élargir l'offre et l'accès aux services	87
	4. Lutter contre les inégalités sexospécifiques et les violations des droits humains	89
	5. S'adapter au changement climatique et mieux gérer les ressources naturelles	90
	6. Utiliser les technologies de l'information et de la communication	92
	7. Améliorer les informations climatiques et hydrologiques	94
	8. Investir dans le développement institutionnel et la gouvernance	95
	9. Réviser et adapter les tactiques mises en œuvre pour lutter contre les groupes d'opposition armés	97
	10. Assurer une croissance économique et un développement à l'épreuve du climat	99

IV		
RÉPONSES AUX CRISES COMPLEXES TENANT COMPTE DES RISQUES		101
4.1 L'objectif : un lac Tchad résilient		102
4.2 Passer de stratégies de résilience à des réalités résilientes		103
4.3 Principes pour un engagement efficace		108
ANNEXES		110
Annexe 1 Réponses en cours		110
Annexe 2 Méthodologie		111

ENCADRÉS, SCHÉMAS ET TABLEAUX

ENCADRÉS

- Encadré 1** Définition de la résilience
- Encadré 2** Personnes nécessitant l'aide humanitaire
- Encadré 3** Niveaux de développement dans les pays de la région du lac Tchad
- Encadré 4** La Grande Muraille verte
- Encadré 5** Armes légères et conventionnelles
- Encadré 6** Un lac qui ne se rétrécit pas, mais qui subit des fluctuations
- Encadré 7** Politique d'utilisation des terres
- Encadré 8** Cohésion sociale, résilience et jeunesse
- Encadré 9** Meilleures pratiques : approches agricoles alternatives intelligentes sur le plan climatique
- Encadré 10** Étude de cas sur les codes pastoraux : plaine d'inondation du Logone, Cameroun
- Encadré 11** La Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience

SCHÉMAS

- Schéma 1** Zone étudiée : le bassin du lac Tchad
- Schéma 2** Du conflit à la paix
- Schéma 3** Les causes profondes du conflit
- Schéma 4** Le lac Tchad est un réseau hydrogéologique multicouches complexe
- Schéma 5** Fluctuation des niveaux d'eau du lac Tchad
- Schéma 6** Étendue des eaux de surface du lac Tchad
- Schéma 7** Réserve d'eau totale du lac Tchad
- Schéma 8** Piège constitué par le climat et le conflit au lac Tchad
- Schéma 9** PDI et réfugiés dans la région du lac Tchad
- Schéma 10** Restrictions sur les déplacements et le commerce transfrontaliers
- Schéma 11** Espaces multifonctionnels au lac Tchad
- Schéma 12** Premières mesures à mettre en œuvre pour lutter contre les risques liés au climat et à la fragilité au lac Tchad
- Schéma 13** Un engagement qui tient compte du climat : du redressement au développement durable

TABLEAUX

- Tableau 1** Réponses en cours
- Tableau 2** Ventilation par région/sexes des personnes interrogées, Nigeria
- Tableau 3** Ventilation par région/sexes des personnes interrogées, Niger
- Tableau 4** Ventilation par région/sexes des personnes interrogées, Tchad
- Tableau 5** Ventilation par région/sexes des personnes interrogées, Cameroun

RÉSUMÉ

La population du lac Tchad est prise au piège dans un conflit. Un conflit violent entre les forces de sécurité et les groupes d'opposition armés, une gouvernance faible, une corruption endémique, une très mauvaise gestion environnementale et la misère ont réduit la vie des populations locales à néant. Environ 2,5 millions de personnes ont fui leur foyer, laissant de vastes régions dans l'insécurité et des dizaines de millions de personnes sans accès aux services essentiels. Actuellement, on estime que 10,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire : 5 millions se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire grave. Le changement climatique accentue ces difficultés.

Cette crise n'est pas un simple dommage collatéral dû aux rudes conditions qui règnent au Sahel. En réalité, seul lac d'eau douce au milieu du Sahara aride, le lac Tchad est un miracle écologique. Depuis des millénaires, il est une source de vie, de résilience, et même de prospérité pour la région qui l'entoure. Mais depuis 2009, les régions du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun qui bordent le lac Tchad et où vivent plus de 17,4 millions de personnes, ont été entraînées dans de multiples crises enchevêtrées. Pour pouvoir briser le piège du conflit, il est nécessaire d'avoir une compréhension nuancée de l'interaction entre le changement climatique et l'insécurité dans ce contexte particulier. Par son analyse associant le changement climatique aux risques sécuritaires, la présente évaluation utilise une approche basée sur les faits observés, afin de comprendre les différentes dimensions reliées des risques, ce qui permettra de concevoir des réponses adaptées.

Ce rapport est le premier de ce type sur la région du lac Tchad. Il fait figure de pionnier parmi les évaluations de risques réalisées jusqu'à présent sur la fragilité climatique. Il est le résultat de deux années de recherche intensive dans les quatre pays. Cette évaluation s'appuie sur les données hydrologiques du bassin du lac Tchad recueillies sur une longue durée, comprenant des mesures au sol et une toute nouvelle analyse de 20 ans d'observations par satellite. Elle repose également sur plus de 200 entretiens menés avec des membres de communautés, certains d'entre eux autrefois ou actuellement membres de groupes d'opposition armés, des experts et des responsables gouvernementaux, ainsi que sur l'examen approfondi de documents sur le lac Tchad. Son objectif est de présenter une appréciation des risques entraînés par le conflit et le climat dans la région du lac Tchad à la fois pondérée et basée sur des faits observés, qui identifie les risques essentiels et propose des solutions pratiques.



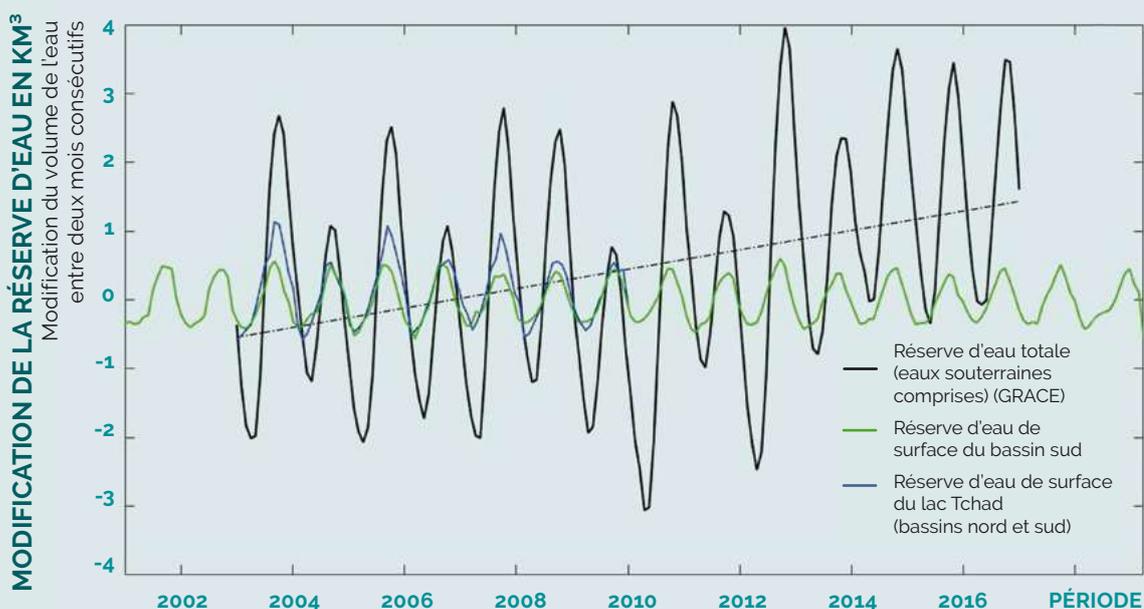
Un lac "miracle" : Le lac Tchad est un lac d'eau douce au cœur du Sahara aride. Ses riches ressources ont longtemps servi de moyens de subsistance aux populations. Mais le conflit prolongé et la survenue des difficultés liées au changement climatique ont plongé la région dans de multiples crises superposées.

RÉSULTATS ESSENTIELS

Bien que le lac se soit considérablement contracté en raison de la sécheresse dans les années 1970 et 1980, nos recherches révèlent qu'il ne rétrécit pas actuellement. Mais cela ne signifie pas que le lac n'est pas touché par le changement climatique. Au contraire, celui-ci a de profonds effets néfastes sur le conflit, ce qui aggrave les dynamiques existantes et crée de nouveaux risques. Mais le présumé rétrécissement du lac n'est pas le problème. De fortes précipitations et la variabilité des températures déstabilisent la vie et les moyens de subsistance de la population. Les températures dans la région augmentent une fois et demie plus rapidement que la moyenne mondiale. Les projections climatiques prévoient des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes et imprévisibles. Dans le cas du lac Tchad, cela se traduit surtout par la modification de la taille du bassin nord du lac et par la variabilité croissante du moment et du volume des précipitations. L'incertitude qui en résulte signifie que ceux qui dépendent du lac ne savent plus ni que planter ni quand, et quand passer d'un moyen de subsistance à l'autre.

Les communautés de cette région sont donc à la merci des conséquences du changement climatique et du conflit en cours, prises en tenaille par des forces qui créent une boucle de rétroaction. Des années de conflit, de misère et de violations constantes des droits humains commises par les gouvernements et les groupes d'opposition armés ont brisé les liens sociaux entre les familles, les générations, les groupes ethniques, et entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, affaiblissant la capacité des populations à faire face et à s'adapter aux conséquences climatiques. En même temps, le changement climatique aggrave les conditions politiques et économiques qui ont, en premier lieu, fait émerger la violence, et érode les efforts pour briser le piège du conflit.

RÉSERVE D'EAU TOTALE DU LAC TCHAD



Source:
Florence Sylvestre,
Binh Pham Duc
(IRD-CEREGE)
© adelphi

Le dernier accès de violence dans la région s'est produit au nord-est du Nigeria en 2009, avec la montée de l'insurrection actuelle qui s'est ensuite étendue aux pays voisins, Cameroun, Tchad et Niger. Mais les causes profondes de la violence remontent à plus longtemps. Elles sont dans les crises économiques à répétition, les réformes conflictuelles et la gouvernance faible dans la région, associées à l'inégalité croissante, au désarroi et à la corruption de l'élite au pouvoir. Ces problèmes ont posé les bases de l'intensification du fondamentalisme religieux et de la montée des groupes d'opposition armés.

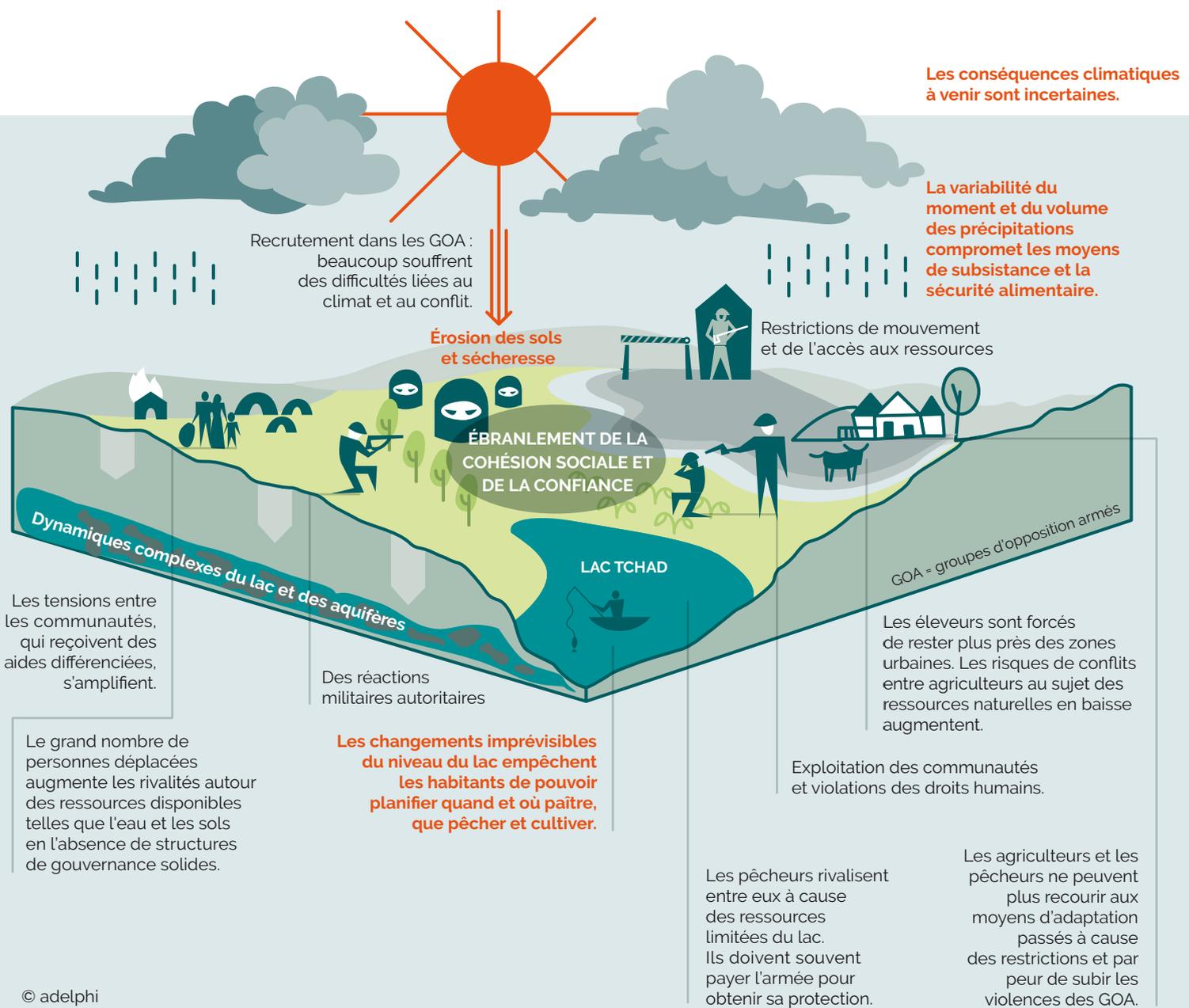
Les rudes sécheresses des années 1970 et 1980 ont également joué un rôle important. Ces sécheresses ont entraîné le rétrécissement du lac, d'une taille culminante de 25 000 km² dans les années 1960, alors sixième plus grande étendue d'eau douce au monde et carrefour commercial prospère pour tout le Sahel, à tout juste 2 000 km² dans les années 1990. En provoquant le déplacement des communautés et en ébranlant la légitimité de l'État, les sécheresses ont entraîné une série d'événements dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui. Son rétrécissement a effectivement concouru à la crise actuelle, mais le lac a retrouvé depuis une étendue de 14 000 km². Sa taille s'est révélée relativement stable ces deux dernières décennies. Sa réserve d'eau totale a en fait augmenté, si l'on tient compte des eaux souterraines et des eaux de surface, ce qui infirme les propos dominants faisant état d'un lac en déclin.

Cette révélation est cruciale pour les gouvernements voisins et la communauté internationale et peut les guider dans leur résolution de la crise du lac Tchad. Le fait de soutenir la population du bassin n'est pas forcément lié au sauvetage du lac Tchad par rapport à sa dessiccation. Partir de ce principe risquerait d'augmenter et de répandre la vulnérabilité régionale, car cela pourrait continuer d'affaiblir les moyens de subsistance

qui dépendent de la variabilité du lac, tout en impliquant des coûts d'opportunité importants en détournant les investissements dont bénéficieraient des activités plus importantes. Au contraire, le financement ainsi que le soutien technique et celui à la gouvernance doivent remédier aux risques et aux problèmes corrélés du climat et de la fragilité tels qu'ils sont vécus par les communautés aux abords du lac, comme précisé ci-dessous.

PIÈGE CONSTITUÉ PAR LE CLIMAT ET LE CONFLIT AU LAC TCHAD

TANDIS QUE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE CONTRIBUE AUX FACTEURS DU CONFLIT, LE CONFLIT AFFAIBLIT LES CAPACITÉS D'ADAPTATION DES POPULATIONS



QUATRE RISQUES

La situation varie beaucoup d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays mêmes, mais dans l'ensemble, la région est confrontée à quatre risques liés au climat et au conflit.

- 1** Le premier risque est celui de la dynamique d'un conflit permanent qui ébranle la capacité des personnes à faire face aux effets d'un climat de plus en plus variable. La capacité d'adaptation des communautés est en train d'être fragilisée par les déplacements à grande échelle et les restrictions de mouvement de personnes à cause du conflit et une cohésion sociale amoindrie après des années de violence.
- 2** Le deuxième risque est lié à la rivalité croissante vis-à-vis des ressources naturelles. Le grand nombre de personnes déplacées associé à l'accès limité aux ressources et à la disponibilité et à la qualité réduite des terres ont abouti à une rivalité en matière de ressources naturelles à certains endroits. Tous les défis liés au climat et au conflit ont déstabilisé la gouvernance et les mesures de restitution passées qui, soit n'existent plus maintenant, soit sont trop faibles pour apaiser les conflits.
- 3** Le troisième risque est le défi permanent que représente le recrutement des groupes d'opposition armés. Il a pour toile de fond des inégalités sociales et économiques flagrantes, la perception d'un manque de légitimité de l'État, des modes de subsistance de plus en plus vulnérables, et l'appât d'avantages financiers offerts aux recrues potentielles. Le changement climatique aggrave ce risque, car il déstabilise d'avantage les économies et les modes de subsistance déjà fragilisés.
- 4** Enfin, le quatrième risque est celui constitué par les lourdes réponses militaires à la violence, qui peuvent déstabiliser la résilience des communautés et leur capacité à s'adapter au changement climatique. Les mesures militaires prises par les gouvernements de la région pour réagir à la crise ne se sont pas attaquées à ses causes profondes. En réalité, elles ont parfois eu un effet contraire, compromettant les modes de subsistance et la capacité d'adaptation au changement climatique par des restrictions générales d'accès à certaines zones, et érodant le contrat social par des violations des droits de l'homme et une impunité perçue par la population.

Pour résumer, les dynamiques du changement climatique et de l'insécurité interagissent et constituent un cercle vicieux dans lequel les effets du changement climatique entretiennent des contraintes et tensions supplémentaires, tandis que les conflits ébranlent la capacité des communautés à faire face et à s'adapter. De ce fait, une conclusion centrale de cette étude est que **pour que la région se libère du piège du conflit, nous devons remédier aux conséquences du changement climatique et intégrer ce travail dans les efforts de paix.**

Pour planifier la stabilisation, la réconciliation et le développement durable dans la région, il faut tenir compte des causes profondes de la crise et des facteurs qui y contribuent. Il s'agit de l'inégalité croissante, de la marginalisation, d'une gouvernance faible, de l'exclusion sociale, des normes sexospécifiques dominantes et des inégalités qui en découlent, des changements démographiques et des violations des droits humains. Le changement climatique est également un facteur important. Comme il aggrave les vulnérabilités existantes, pour venir à bout de celles-ci et pour soutenir la paix, il faut tenir compte du changement climatique.

PREMIÈRES MESURES

Les problèmes de sécurité, de développement et de climat auxquels la région du lac Tchad est confrontée sont complexes et titanesques. Mais on peut faire beaucoup de choses pour y remédier. Cette étude propose 10 interventions positives qui pourraient et devraient être réalisées maintenant :

- 1 Construire la cohésion sociale dans et entre les communautés.** Pour y parvenir, on peut établir des mécanismes garantissant l'accès à la justice et le dialogue entre personnes abritées dans des camps et populations locales, entre anciens combattants et autres communautés, ainsi qu'entre générations. Sécuriser le droit foncier contribuerait directement à la réconciliation et à une meilleure cohésion sociale.
- 2 Encourager les moyens de subsistance résilients qui dépassent la simple offre d'emplois.** Le soutien des moyens de subsistance doit être intégral et prendre en compte toutes les couches de la société afin de restaurer la cohésion sociale et la gouvernance locale.
- 3 Élargir l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'énergie.** C'est essentiel non seulement pour aider les communautés à renforcer leur résilience aux crises, mais aussi pour reconstruire les relations brisées entre l'État et les citoyens.
- 4 Venir à bout des inégalités sexospécifiques et des violations des droits humains.** Les inégalités sexospécifiques et les violations de droits humains représentent des défis essentiels dans la région. Par exemple, faciliter l'accès à la propriété et à d'autres moyens de productions, en particulier pour les femmes à qui l'accès à la propriété foncière est difficile, devrait être un facteur important au développement et à l'effort de paix.
- 5 Aider les communautés à s'adapter au changement climatique et améliorer la gestion des ressources naturelles.** Les risques croissants du changement climatique peuvent pérenniser les cycles de violence et ruiner tout espoir de stabilité. Toutes les initiatives prises dans le but de s'adapter au changement climatique, d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et de mieux gérer les ressources naturelles, soutiennent l'effort de paix.

DIX PREMIÈRES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES RISQUES LIÉS AU CLIMAT ET À LA FRAGILITÉ AU LAC TCHAD

INTERVENTIONS POSITIVES QUI POURRAIENT ET DEVRAIENT ÊTRE ENTREPRISES MAINTENANT

- 1 CONSTRUIRE LA COHÉSION SOCIALE**

Il faut pour cela établir une relation de confiance et d'échanges entre les individus, les groupes et les communautés. Cela signifie aussi d'établir un contrat social entre l'État et la population locale.
- 2 ENCOURAGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS**

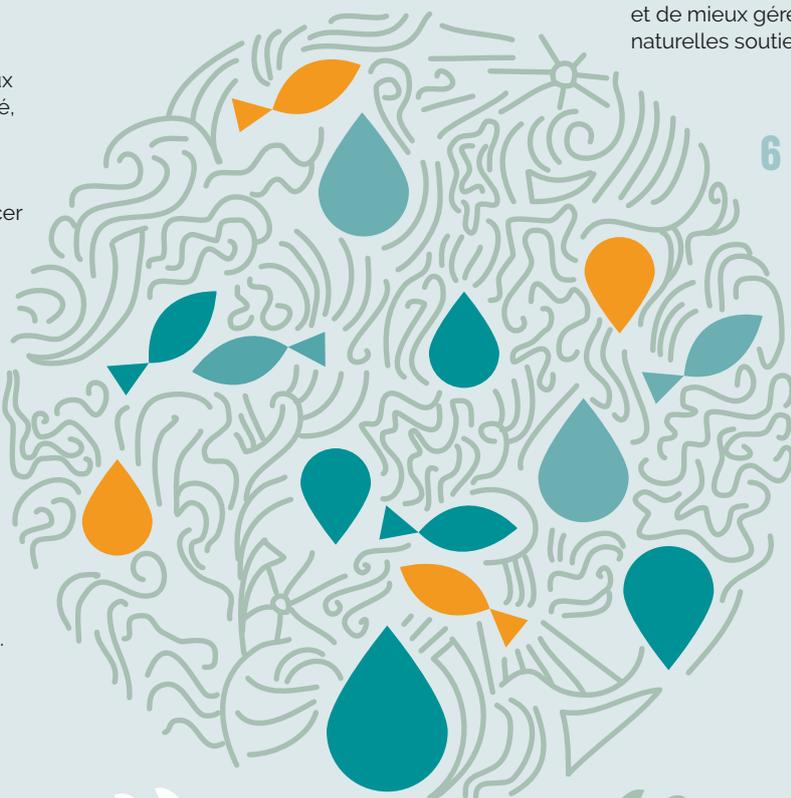
Il faut des programmes pour encourager et ouvrir l'accès à de nouvelles opportunités économiques. Dans les régions où la violence perdure, il faut lutter simultanément contre les problèmes liés au conflit et au climat.
- 3 ÉLARGIR L'OFFRE ET L'ACCÈS AUX SERVICES**

L'accès aux services sociaux comme l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'énergie est essentiel, non seulement pour soutenir les communautés à renforcer leur résilience aux crises, mais aussi pour souder la fracture des relations entre l'État et les citoyens.
- 4 COMBATTRE LES INÉGALITÉS SEXOSPÉCIFIQUES ET LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS**
- 5 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GÉRER LES RESSOURCES**

Même au cœur d'un conflit, toutes les initiatives prises dans le but de s'adapter au changement climatique, d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et de mieux gérer les ressources naturelles soutiennent l'effort de paix.
- 6 UTILISER LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**
- 7 DISPOSER DE MEILLEURES INFORMATIONS CLIMATIQUES ET HYDROLOGIQUES**
- 8 INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET LA GOUVERNANCE**
- 9 ADAPTER LES TACTIQUES UTILISÉES POUR COMBATTRE LES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS**

Le besoin d'éradiquer la terreur dans l'intérêt des communautés doit être compatible avec les objectifs de modes de vie durables et de légitimité de l'État.
- 10 ASSURER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET UN DÉVELOPPEMENT À L'ÉPREUVE DU CLIMAT**

La croissance à venir dans la région du lac Tchad dépend d'une croissance et d'un développement à l'épreuve du climat. Deux domaines en particulier peuvent être explorés. D'abord, une étude de marché qui tient compte des problèmes du climat et de la fragilité permettrait d'examiner les moyens de résoudre le chômage. Ensuite, il faut privilégier la planification et le financement des besoins en infrastructures à long terme de la région.



- 6 Améliorer les technologies de l'information et de la communication dans la région.** Les technologies de l'information et de la communication (TIC) fournissant aux agriculteurs, aux éleveurs et aux pêcheurs des données sur les marchés et les prix auraient un rôle préventif. Mieux préparés aux chocs climatiques, ils profiteraient d'une autonomie économique et d'une meilleure orientation pour leur choix d'avenir.
- 7 Fournir de meilleures informations climatiques et hydrologiques.** Si de meilleures informations sont pertinentes pour les responsables politiques, elles sont aussi un important moteur de résilience pour les membres de la communauté, surtout pour ceux dont les moyens de subsistance dépendent du climat.
- 8 Investir dans le développement institutionnel et la gouvernance.** Les institutions locales de la région doivent être soutenues pour renforcer leurs politiques, leurs capacités de réglementation et de contrôle afin de lutter contre la corruption, pour fournir des services sociaux de qualité et investir dans le développement de la gouvernance au niveau local.
- 9 Réviser les tactiques utilisées pour combattre les groupes d'opposition armés et les adapter.** Si les gouvernements de la région doivent mettre un terme à l'instabilité dans l'intérêt des communautés, les moyens d'y parvenir doivent être compatibles avec l'objectif de renforcement des moyens de subsistance durables et de meilleures relations intercommunautaires dans la région, ainsi qu'avec la légitimité de l'État qui grandira en permettant ces objectifs.
- 10 Soutenir le développement et une croissance économique à l'épreuve du climat.** Le développement à venir dans la région du lac Tchad dépend des mesures prises pour rendre la croissance économique plus résiliente au changement climatique. Pour y parvenir, les besoins à long terme en infrastructure doivent devenir une priorité d'investissement et il faut relancer les marchés traditionnels régionaux, dont ceux au-delà des frontières internationales. Une étude de marché qui tient compte des problèmes du climat et de la fragilité examinerait non seulement les possibilités de résoudre le chômage, mais s'intéresserait aussi aux aspects graves liés à l'environnement et au climat qui entretiennent le chômage.

CONCLUSION

Au lac Tchad, un effort global sur de nombreux fronts est nécessaire afin d'arrêter la spirale négative et de mettre la région sur une voie plus positive. Une fois en bonne voie, le lac Tchad pourrait devenir un atout majeur pour la paix et la sécurité dans la région. Les approches conventionnelles pour stabiliser des contextes précaires ont des limites lorsqu'il s'agit de régler un conflit lié aux ressources naturelles, si elles ne tiennent pas compte du changement climatique. De ce fait, une conclusion centrale de cette étude est que, dans le cadre des efforts de stabilisation et de réconciliation, les conséquences du changement climatique doivent être prises en compte en même temps que les dynamiques de conflit pour que la région puisse se délivrer avec succès du piège du conflit.

Enfin, la région du lac Tchad symbolise la nécessité globale d'adopter une approche centrée sur la résilience dans les régions touchées par des problèmes climatiques et sécuritaires corrélés. Accablant la vie des habitants du lac et ses environs, les conséquences de ce conflit complexe ont des répercussions plus vastes.

Cependant, le lac Tchad ne devrait pas devenir synonyme de catastrophe à venir. Si la paix est établie et que le lac est géré soigneusement par les quatre pays qui se le partagent, il pourra redevenir le moteur de moyens de subsistance et de stabilité durables dans la région, renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté.

Même si cette étude se concentre sur le bassin du lac Tchad, elle devrait avoir un écho au-delà de la région. Les difficultés de la région et les premières mesures à prendre sont spécifiques au contexte, mais ce que le rapport montre est de portée mondiale : les interventions à l'épreuve du climat et sensibles aux conflits sont un bon investissement et offrent de meilleures chances pour parvenir à une paix durable.

PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR UN ENGAGEMENT EFFICACE

- 1 Garantir une participation efficace de la société civile**, en particulier de l'ensemble des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés, dans la planification et la mise en œuvre des réponses.
- 2 Résoudre les problèmes de gouvernance en tenant compte du conflit.** Ce n'est pas simplement une crise humanitaire ; c'est aussi une crise de gouvernance. Éviter la duplication de nouvelles structures mais s'assurer que, lorsque les structures existantes perpétuent les inégalités et les risques de conflit, celles-ci ne soient pas renforcées.
- 3 Veiller à ce que le financement soit plus prévisible, souple, adaptable et préparé à l'échec.** Et plus important encore, ne pas uniquement se concentrer sur les zones les plus stables. Il est vrai que l'accès peut être un défi dans les zones de conflit actif, mais l'accumulation de financements pour les zones stables exacerbe davantage l'inégalité des ressources, l'aide étant une source de conflit majeure. Ceci exige aussi un changement de l'état d'esprit des donateurs pour passer de programmes prudents à la prévention et la gestion des risques dans des contextes difficiles et une volonté d'investir dans des régions instables où le risque d'échec est élevé.



La coopération avec les leaders communautaires, les gouvernements locaux et d'autres acteurs est essentielle afin de lutter contre les inégalités sexospécifiques et les violations des droits humains.

- 4 S'assurer que les programmes et stratégies tiennent tous compte des risques climatiques et sécuritaires d'une manière adaptée au contexte.** La compréhension des du climat et des sociétés doit être à la base de tout effort pour gérer les risques liés à la sécurité et au climat. Des évaluations nationales verticales ne fonctionneront pas. Les dynamiques au niveau local doivent être étudiées en même temps pour comprendre comment les changements dans un endroit pourraient affecter d'autres lieux. Une utilisation plus généralisée des évaluations du climat et de la fragilité pour guider les stratégies et les programmes dans les contextes fragiles touchés par le changement climatique est une première étape. Une seconde étape est d'assurer le suivi et l'actualisation des évaluations pour refléter la nature dynamique des risques impliqués.

- 5 Surveiller et évaluer toutes les interventions pour détecter les impacts prévus et imprévus sur les risques sécuritaires** et être prêt à ajuster la mise en œuvre pour faire face aux conditions changeantes sur le terrain.

- 6 Partager les idées et les leçons apprises dans les différents secteurs et pays** au sein de la région, faciliter la coopération sud-sud pertinente depuis l'extérieur de la région pour identifier les expériences pilotes, les nouvelles approches ou les approches testées à développer.





INTRODUCTION

1.1 OBJECTIFS ET APPROCHE

La violence et l'instabilité qui se manifestent dans la région du lac Tchad sont lourdes de conséquences. Au bout de près de dix années de conflit, on estime à 10,7 millions le nombre de personnes qui ont besoin d'assistance humanitaire. Parmi elles, 2,5 millions de personnes ont été forcées au déplacement dû au conflit, 5 millions de personnes sont en insécurité alimentaire grave, et 490 000 enfants souffrent de malnutrition grave.¹ La violence et les multiples déplacements forcés ont anéanti la capacité des personnes à se prendre en charge et ont sapé leur moyens de faire face aux risques à venir.

Ruinant la vie des habitants du lac et de ses environs, les conséquences de ce conflit complexe se sont étendues davantage. La région fait partie d'un arc d'instabilité qui comprend le Sahel, la Corne de l'Afrique et le bassin du lac Tchad.² La violence dans un pays s'étend au-delà des frontières, entraîne une plus vaste instabilité dans la région et au-delà par le transfert d'armes, le fusionnement de groupes d'opposition armés et des déplacements de grande ampleur. La stabilité dans le bassin du lac Tchad est une condition préalable à l'instauration de la stabilité dans cette zone plus vaste.

Si l'on ne parvient pas à venir à bout du conflit, le besoin en aide humanitaire ne cessera de croître et les perspectives de développement ne s'amélioreront pas.

Mais le conflit n'est pas le seul problème que subit la région. Avant le conflit, la population était déjà confrontée à des problèmes liés au changement climatique. Désormais, il est clair que le changement climatique aggrave les défis humanitaires causés par les conflits et la violence et affaiblit la capacité d'adaptation de la population. De nombreux facteurs du conflit sont intensifiés par le changement climatique, et nous pensons que le changement climatique crée en réalité de nouveaux facteurs de conflit. La voie vers la paix pourrait s'avérer impossible si on ne considère pas ensemble les effets du changement climatique et ceux du conflit.

La réaction nationale et internationale dans les quatre pays touchés par le conflit et situés à la bordure du lac (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria) est axée principalement sur une campagne militaire visant à démanteler et à neutraliser les groupes d'opposition armés, accompagnée d'efforts humanitaires subvenant aux besoins immédiats de la population locale et d'initiatives de développement et de réconciliation visant un rétablissement à long terme.

- 1 Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) 2019 : Lake Chad Basin Crisis Overview. Consulté le 5 avril 2019 sur <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lake%20Chad%20Snapshot.pdf>.
- 2 Conseil de Sécurité des Nations Unies (CS) 2013 : Déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2013/5). Consulté le 7 avril 2019 sur <https://undocs.org/S/PRST/2013/5>.





La recherche réalisée pour cette étude repose sur des entretiens menés avec plus de 200 personnes dans quatre pays, sur une durée de deux ans.

Cependant, comme les études effectuées dans le cadre de cette évaluation l'ont conclu, ces efforts sont principalement sectoriels. Cette évaluation expose les liens complexes et spécifiques entre les risques auxquels la population est confrontée. Mais la plupart des initiatives nationales et internationales entreprises pour ramener la paix et la sécurité dans la région du lac Tchad sont incapables de faire face à la nature multidimensionnelle de ces risques. D'ailleurs, très peu d'acteurs jusqu'à présent ont tenu compte des répercussions passées, actuelles ou à venir du changement climatique qui constituent et aggravent ces risques.

Comme le changement climatique aggrave les risques conflictuels existants, les moyens à déployer pour lutter contre eux et pour soutenir la paix doivent tenir compte du changement climatique même. Au stade actuel, les connaissances sur le lien entre les risques communs posés par le changement climatique et la fragilité, ainsi que sur la façon de prévenir ou de gérer ces risques, sont insuffisantes. Les études effectuées visaient surtout à confirmer (ou réfuter) les liens de cause à effet entre changement climatique et conflit violent, et n'ont pas su proposer des solutions adaptées pour agir.³ Cette évaluation représente une contribution unique dans ce domaine en apportant des connaissances concrètes sur l'interaction entre le changement climatique et l'évolution de la paix et de la sécurité dans la région.

Il est clair que toutes les mesures prises pour répondre à la situation actuelle dans la région du lac Tchad devront davantage tenir compte des causes profondes de la crise et des facteurs qui y contribuent, à savoir les inégalités croissantes, la marginalisation, la gouvernance faible, l'exclusion sociale, les normes sexospécifiques dominantes et les inégalités qui en découlent, les changements démographiques, les violations des droits humains et les effets du changement climatique.

3 Voir par exemple le débat entre Jan Selby et al. sur le rôle du changement climatique dans la guerre civile en Syrie dans *Political Geography*, Vol. 60, Septembre 2017.



1.2 EN QUOI CE RAPPORT EST-IL UNIQUE ?

Ce rapport dévoile les problèmes graves touchant la société et le développement dans la région du lac Tchad et leur interaction complexe avec les effets du changement climatique. Contrairement à d'autres évaluations de risques, il est basé sur des informations climatiques et hydrologiques de haute qualité concernant le lac et sa région, ainsi que sur l'analyse locale et approfondie du conflit.

Il dépasse les évaluations de risques traditionnelles, car il associe des données qualitatives et quantitatives permettant d'identifier des risques multiples et surtout d'examiner comment ils interagissent et génèrent de nouveaux problèmes encore plus graves.

Identifiant les risques corrélés du climat et de la fragilité ainsi que les dimensions de la résilience, ce rapport fournit aux responsables politiques, aux gouvernements donateurs et aux organismes de mise en oeuvre des recommandations concrètes et adaptables concernant les premières mesures à suivre pour se délivrer du piège du conflit et du climat dans la région du lac Tchad. Il analyse une vaste gamme de politiques et de processus actuels de stabilisation, de développement et d'aide humanitaire dans la région, et se concentre sur l'identification de lacunes, de problèmes et de mesures pragmatiques pour développer des réponses intégrées dépassant les limites sectorielles, afin de lutter contre les risques corrélés. Ce rapport se base sur le rapport commandé par le G7, *A New Climate For Peace*.

En outre, il s'accompagne d'un site — <https://shoring-up-stability.org/> — qui offre de plus amples informations et ressources sur cette étude. On y trouve les principaux résultats de ce rapport, des infographies, des vidéos et des reportages photos, ainsi que d'autres ressources sur les risques liés au climat et à la fragilité dans la région.

ENCADRÉ 1 DÉFINITION DE LA RÉSILIENCE

La résilience d'un État ou d'une société est caractérisée par leur capacité à affronter des situations de plus en plus complexes, incertaines et " à gérer et à s'adapter à des besoins et des attentes sociales changeantes ", ainsi que les difficultés variées issues de l'interaction du changement climatique avec d'autres contraintes. La résilience comprend également " la capacité à absorber et à se remettre des chocs, tout en s'adaptant de manière positive et en transformant les structures et les moyens de subsistance face aux changements à long terme et à l'imprévisibilité ".⁴

⁴ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) 2011 : *What does "resilience" mean for donors?* Paris : OCDE



1.3 MÉTHODOLOGIE

Les données de cette évaluation ont été recueillies pendant 24 mois par le biais d'une approche unique, en associant une analyse participative locale du conflit dans les quatre pays de la région à des données climatiques obtenues par satellite. L'analyse du conflit est basée sur plus de 200 entretiens ciblés, menés par une équipe de recherche locale, avec les communautés concernées autour du lac Tchad. Les méthodes de l'étude étaient intersectorielles et intégraient la dimension du conflit. Les personnes interviewées représentaient la diversité religieuse, professionnelle et ethno-linguistique présente dans les populations vivant autour du lac Tchad. En outre, des conversations ont été tenues avec de nombreux acteurs de tous les niveaux du gouvernement ainsi qu'avec des leaders traditionnels (pour de plus amples détails, voir annexe 2). Les informations sur les conséquences climatiques subies par le cycle hydrologique du lac Tchad proviennent des premières études observationnelles pérennes obtenues par satellite concernant l'hydrologie et la variabilité climatique du lac, évaluées par quatre types de satellites de télédétection. Ces modèles définis par satellite ont pu être validés sur le terrain grâce aux diverses observations et données réunies à partir des stations météorologiques situées autour du lac.⁵

Cette étude a été menée et développée par adelphi en coopération avec des partenaires locaux dans la région du lac Tchad. L'expertise climatique et hydrologique ainsi que l'analyse des données satellitaires ont été fournies par le *Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des Géosciences de l'Environnement (CEREGE)*. L'analyse du conflit a été dirigée par des chercheurs locaux basés dans la région du lac Tchad.

Vous trouverez de plus amples informations sur la méthodologie utilisée, des détails sur les questions de la recherche, les personnes interrogées et l'hydrologie du lac en annexe 2.

⁵ Pour de plus amples détails sur la méthodologie de cette évaluation, en Annexe 2 : Méthodologie.

1.4 STRUCTURE DU RAPPORT

Ce rapport contient trois chapitres principaux. Le deuxième chapitre expose les quatre risques composites identifiés par notre évaluation et présente les tendances et les trajectoires futures. Les risques englobent à la fois ceux que le changement climatique représente pour le conflit existant et ceux que le conflit présente pour la capacité de la population à faire face aux chocs climatiques. Ces deux groupes de risques sont des obstacles majeurs à la paix. Le troisième chapitre propose dix premières mesures à mettre en œuvre pour lutter contre ces risques, fondées sur les possibilités de programmation existantes et les priorités stratégiques actuelles. Il suggère également des principes directeurs soutenant cet engagement et expose des exemples d'activités et d'approches permettant de forger une résilience face à ces risques composites. Selon nous, ces résultats permettront d'alimenter une approche fondée sur la résilience qui contribuera à l'effort de paix au lac Tchad et pourra répondre aux besoins de résilience à court et à moyen terme ainsi qu'au rétablissement, tout en appuyant des transformations à long terme et le développement durable dans la région. En conclusion, le quatrième chapitre revient sur le contexte global et souligne le besoin universel de recourir, face à des crises complexes, à des réponses qui tiennent compte des risques, si l'on veut réaliser les objectifs de développements visés.

1.5 L'ÉTAT DE LA CRISE

Pendant des siècles, le bassin du lac Tchad fut un carrefour commercial prospère pour tout le Sahel. Miracle écologique, ce lac d'eau douce est situé au milieu du Sahara. Il était source de nourriture et d'eau pour plus de 20 millions de personnes, capables d'adapter leurs stratégies de subsistance aux différentes circonstances, plus ou moins difficiles à gérer, dans les quatre pays du bassin.⁶ Mais en 2009, la dynamique conflictuelle préexistante au Nigeria a connu un regain de violence entre les forces de sécurité et les groupes d'opposition armés, les civils pris sous le feu croisé. La dégradation des conditions de sécurité a entraîné des dangers et des restrictions militaires pour les fermiers, les éleveurs et les pêcheurs. Les marchands se sont retrouvés avec moins de produits, et de plus en plus de marchés ont été fermés par les gouvernements. Depuis 2009, la violence se répand sur les pays bordant le lac Tchad. Nombreux sont ceux qui ont dû fuir leur foyer, laissant derrière eux des produits, des outils, des équipements, épuisant leurs économies pour atteindre un lieu sûr et y vivre en paix. Ayant peu d'alternatives ou aucune, certains se sont tournés vers des stratégies négatives pour se nourrir telles que la prostitution ou la criminalité. Au nord-est du Nigeria seulement, le conflit a coûté la vie à 35 000 personnes et provoqué le déplacement d'1,7 millions de personnes.⁷

6 Magrin, Géraud ; Jacques Lemoalle et Roland Pourtier (eds.) 2015 : Atlas du lac Tchad. Paris : IRD Éditions/Passages.

7 Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) 2019 : Nigeria. (www.internaldisplacement.org/countries/nigeria). Les chiffres sont vraisemblablement plus élevés à cause des difficultés de prélèvement et d'enregistrement des données dans la région.)

En même temps, le changement climatique a aggravé les tensions auxquelles la population est confrontée. On évalue à près de 80 pour cent la dégradation⁸ des terres cultivables au Sahel.⁹ Les températures au Sahel augmentent 1,5 fois plus rapidement que la moyenne mondiale¹⁰. Cette tendance devrait se poursuivre en vue d'une augmentation plus rapide des températures en Afrique par rapport à la moyenne globale au cours du 21^{ème} siècle.¹¹ Cette évolution devrait avoir un impact important et complexe sur le rythme des précipitations dans la région. Des études suggèrent une augmentation du nombre de jours de précipitations diluviennes sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel en mai et en juillet. Ainsi, les sécheresses et les inondations deviennent plus longues et plus fréquentes, ce qui déstabilise la production alimentaire.¹² Selon la FAO, les conséquences du changement climatique, parallèlement au conflit, aux migrations internes et à une pression plus forte sur les ressources naturelles au Sahel ont contribué à une chute de 60 pour cent de la production piscicole, à la dégradation des pâturages, à une réduction du bétail et à une biodiversité menacée.¹³

ENCADRÉ 2 PERSONNES NÉCESSITANT L'AIDE HUMANITAIRE

NIGERIA : 7,1 millions de personnes (2,3 M de filles ; 1,9 M de garçons ; 1,6 M de femmes et 1,3 M d'hommes) dépendent de l'aide humanitaire au nord-est du Nigeria.¹⁴

NIGER : 104 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, 26 000 rapatriés et 119 000 réfugiés du Nigeria et de la région de Diffa.¹⁵

TCHAD : 486 000 personnes dépendent de l'aide humanitaire dans la région du lac.¹⁶

CAMEROUN : 833 000 personnes dépendent de l'aide humanitaire à l'extrême nord du pays.¹⁷

8 Si les données à échelle réduite sur les conséquences du changement climatique pour la région du lac Tchad sont plus sporadiques, les données concernant le Sahel sont généralement plus complètes et servent à illustrer l'étendue des problèmes liés au climat qui touchent la zone sahélienne plus vaste, comprenant la région du lac Tchad.

9 Nana-Sinkam, Samuel C. 1995 : The magnitude of the problem. Dans : Nana-Sinkam, Samuel C. (ed.) Land and environmental degradation and desertification in Africa: Issues and options for sustainable economic development with transformation.

10 Climate Centre 2018: UN: Sahel region one of the most vulnerable to climate change. <https://www.climatecentre.org/news/1066/un-sahel-region-one-of-the-most-vulnerable-to-climate-change>

11 IPCC 2018, Special Report: Global Warming of 1.5 °C, Chap 3.

12 <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212094713000066>

13 Lake Chad, a system under threat, FAO, disponible à l'adresse <http://www.fao.org/land-water/news/news-details/fr/c/267309/>

14 UNOCHA 2019 : Nigeria : 2019-2021 Humanitarian Response Strategy (Janvier 2019 - Décembre 2021). Consulté le 7 avril 2019 sur <https://reliefweb.int/report/nigeria/nigeria-2019-2021-humanitarian-response-strategy-january-2019-december-2021>.

15 UNOCHA 2019 : Niger : Plan de réponse humanitaire 2019. Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-plan-de-r%C3%A9ponse-humanitaire-2019>.

16 UNOCHA 2019 : Tchad - Aperçu des besoins humanitaires 2019. Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad/document/tchad-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-2019-hno-2019-21-dec-2018>.

17 UNOCHA 2018b : Cameroun : Plan de réponse humanitaire 2018 (Summary). Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon/document/cameroon-humanitarian-response-plan%C2%A02018%C2%A0summary>.

SCHÉMA 2 DU CONFLIT À LA PAIX

HISTOIRE CONCISE DU CONFLIT DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD ET VOIES À SUIVRE POUR UN AVENIR DE PAIX

Années 1950-1960

PROSPÉRITÉ AUTOUR DU LAC TCHAD

La population du lac Tchad est longtemps restée dans une situation marginale au niveau politique ; plusieurs générations n'ont connu que peu ou pas de services de base, tels que la santé ou l'éducation. Mais le lac leur a permis de mener une vie prospère, grâce à la pêche, à l'eau et aux moyens de subsistance disponibles.



Années 1970-1980

GRAVES SÉCHERESSES



Toute la région du lac Tchad (Niger, Cameroun, Tchad et Nigeria) souffre de sécheresses intenses qui ont entraîné des événements dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui.

Années 1970-1980

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE



La sécheresse, qui touche les régions centrales, provoque la migration des populations vers le lac Tchad. La densité démographique croissante accentue la pression sur la disponibilité des ressources naturelles et sur la gouvernance.

À partir de 1980

BOULEVERSEMENTS ÉCONOMIQUES



Le Nigeria est confronté au ralentissement économique alimenté par le choc pétrolier. Les emplois et les perspectives économiques sont menacés par des programmes d'ajustement structurel, les problèmes budgétaires de l'État, la croissance démographique et l'urbanisation. La criminalité, le vol et le banditisme rural s'intensifient.

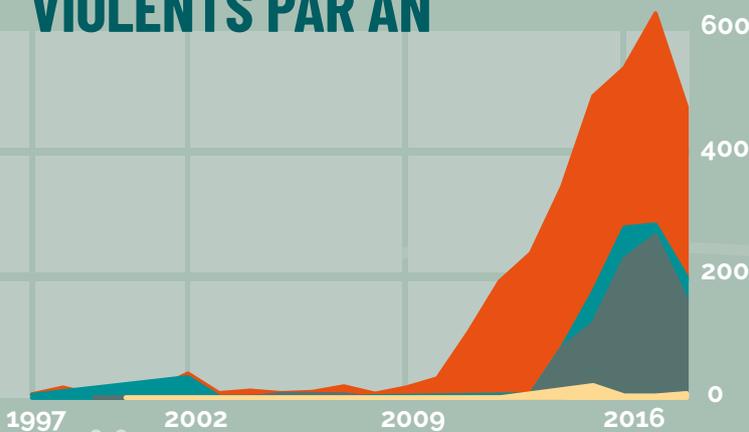
2002

APPARITION DE BOKO HARAM



Protestant contre la dépravation et l'inégalité dans un contexte d'ajustement structurel et de transition démocratique marqué par la corruption, un groupe connu sous le nom de Boko Haram promet une vie meilleure à tous. Le recrutement dans les groupes d'opposition armés et l'extrémisme religieux prennent de l'ampleur.

NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VIOLENTS PAR AN



- RÉGION**
- Borno (Nigeria)
 - Diffa (Niger)
 - Extrême - Nord (Cameroun)
 - Lac (Tchad)



MONTÉE DE BOKO HARAM



2009

Les forces de sécurité tuent le fondateur du groupe et 800 partisans. D'abord mouvement salafiste, le groupe devient un groupe d'opposition armé djihadiste. Ses méthodes deviennent encore plus violentes.

LE PIÈGE DU CLIMAT ET DU CONFLIT

Le conflit affaiblit la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique, étant donné les restrictions de mouvement imposées, l'accès limité aux ressources naturelles et les déplacements de personnes. En même temps, le changement climatique et une météorologie imprévisible renforcent les causes profondes qui ont conduit au conflit.

À partir de 2009

2009

ESCALADE DU CONFLIT



Les attaques terroristes s'aggravent et l'insurrection s'étend du Nigeria au Cameroun, au Tchad et au Niger. Des bombes explosent, des hommes et des garçons sont exécutés, kidnappés ou recrutés. Beaucoup fuient leur foyer et la violence contre les femmes et les filles s'accroît. Les propriétés et les récoltes sont pillées et incendiées.

AIDE HUMANITAIRE



2016

Maintenant, l'aide humanitaire s'intensifie. La forte insécurité, les restrictions militaires et le changement climatique compliquent la transition vers des moyens de subsistance durables et la programmation du développement.

SITUATION ACTUELLE



2019

Les lourdes réactions militaires mises en œuvre contre les groupes d'opposition armés et accompagnées de règlements excessivement stricts et de restrictions (accès aux marchés) représentent un risque pour la sécurité de la population locale.

UN AVENIR EN PAIX

Pour assurer une paix vraiment durable, les réponses à la crise doivent remédier aux risques et aux problèmes corrélés du climat et de la fragilité tels qu'ils sont vécus par les communautés autour du lac.



cohésion sociale

bonne gouvernance



moyens de subsistance résilients

information climatique et planification



gestion des ressources

services sociaux



accès à l'information



Les recherches effectuées pour cette étude indiquent que des phénomènes climatiques de plus en plus variables sont apparus dans la région du lac Tchad au cours de la dernière décennie. L'arrivée, la durée et l'intensité des précipitations et de la sécheresse sont de moins en moins prévisibles, de même que les températures plus élevées et la vitesse du vent. Les personnes interviewées dans la région ont fait part de leur inquiétude au sujet de l'augmentation des insectes qui ravagent les cultures et des maladies qui touchent les oiseaux et le bétail, ainsi que de la plus grande variabilité du lac et des étendues d'eau associées. Ensemble, ces modifications compliquent de plus en plus la planification des moyens de subsistance et la reconnaissance de territoires adaptés à l'agriculture, à l'élevage ou à la pêche.

ENCADRÉ 3 NIVEAUX DE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS DE LA RÉGION DU LAC TCHAD

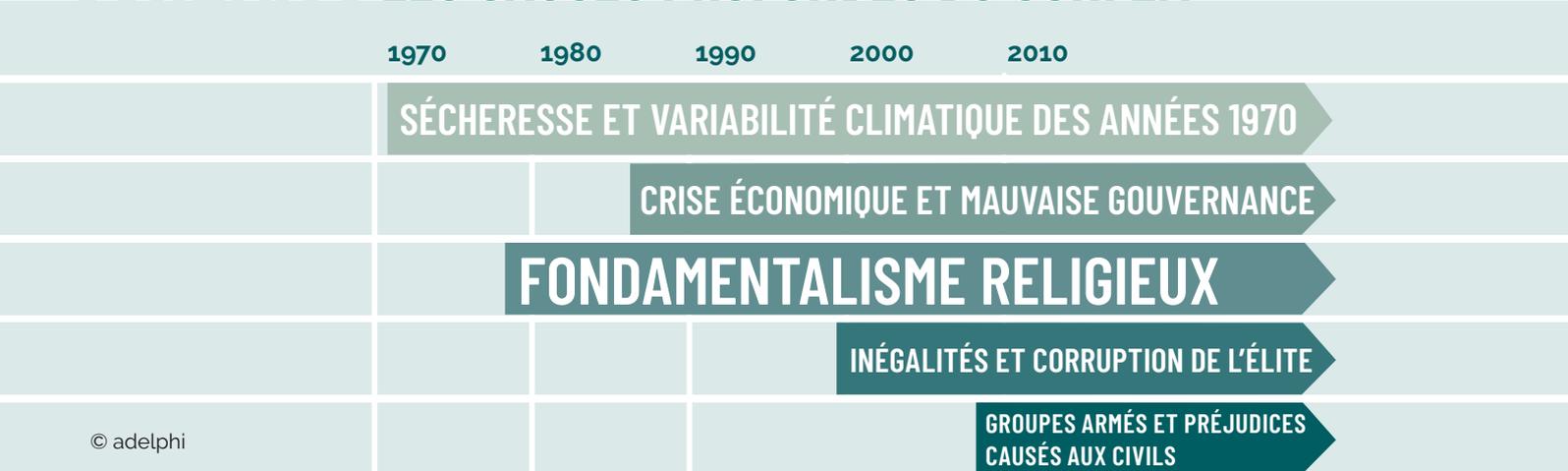
Ces chiffres donnent une idée du développement humain dans les quatre pays de la région du lac Tchad en 2016. Tout en étant au niveau national, ces valeurs sont parmi les plus faibles au monde, les chiffres sont même plus bas dans les provinces de chaque pays bordant le lac.

Indicateurs	Pays			
	Cameroun	Tchad	Niger	Nigeria
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	56.6	75	49.9	66.6
Espérance de vie à la naissance (années)	58.07	52.90	60.06	53.43
Chômage (% de la population active totale)	4.26	5.78	0.35	7.06

Source : Banque mondiale. Les chiffres du taux de chômage sont basés sur les estimations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Malgré les efforts des gouvernements de la région pour trouver une solution militaire face à l'opposition armée auxquels ils sont confrontés, le conflit n'est pas terminé. La pauvreté, l'instabilité, les inégalités et la gouvernance faible, amplifiées par le conflit et le changement climatique, privent les populations locales, et en particulier les jeunes gens, de la possibilité de vivre un avenir décent. Ce sont quelques-uns des facteurs clés qui forcent les personnes à recourir à des stratégies négatives comme la prostitution, la migration, la criminalité et le ralliement à des groupes d'opposition armés ou à des milices communautaires. Malgré tout, la population survit dans des conditions extrêmement difficiles, la plupart du temps sans aide suffisante. Ce chapitre expose le contexte actuel et les dynamiques du conflit, et montre comment le changement climatique touche la région.

SCHÉMA 3 LES CAUSES PROFONDES DU CONFLIT



© adelphi

1.6 LES CAUSES PROFONDES DU CONFLIT DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

Dans la région du lac Tchad, les causes profondes du conflit sont nombreuses. On peut citer entre autres :

- 1 Les conséquences des sécheresses des années 1970 et la variabilité climatique permanente
- 2 Des crises économiques récurrentes, des réformes controversées et une gouvernance faible
- 3 Un fondamentalisme religieux qui s'intensifie
- 4 Une aggravation des inégalités et la perception d'une élite corrompue
- 5 La montée des groupes d'opposition armés
- 6 De plus en plus de préjudices et d'abus subis par la population civile

Ce rapport se concentre particulièrement sur le Nigeria, foyer de la violence, avant que celle-ci ne s'étende aux pays voisins.

1 LES SÉCHERESSES DES ANNÉES 1970 ET 1980

Dans les années 1970, le Sahel a connu de graves sécheresses qui ont mis les modes de subsistance des agriculteurs et des éleveurs à rude épreuve. Elles ont entraîné une diminution drastique des niveaux d'eau et divisé le lac Tchad en deux étendues d'eau distinctes, le bassin nord et le bassin sud. Jusqu'aux années 1980, l'étendue d'eau était passée à 2 000 km² (elle représentait 25 000 km² dans les années 1960). Ces sécheresses ont entraîné une série d'événements dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui.

Les sécheresses ont poussé la population de la région à migrer vers le lac. Avant le conflit, dans les parties nord du lac, beaucoup de personnes ont quitté leur village à cause du changement climatique. Certaines se sont installées sur les rives, mais la plupart ont décidé de s'installer sur les nombreuses îles à l'intérieur du lac, pour en utiliser les terres fertiles, les



Dans le passé, la croissance démographique, les sécheresses et la fluctuation des rives du lac Tchad ont rendu les communautés flexibles et mobiles. Malheureusement, le conflit a perturbé ces méthodes de subsistance traditionnelles, et le changement climatique rend l'avenir incertain.

pâturages et les possibilités de pêche. Comme la réduction de la taille du lac au cours de la sécheresse a augmenté la superficie de terres fertiles, ce déplacement a été bénéfique pour ceux qui étaient à la recherche d'eau, de pâturages et de terres, en particulier au Niger et au Tchad.

Des personnes ont suivi le lac au fur et à mesure que ses rives s'éloignaient de leur village, rejoignant de nouvelles implantations pour cultiver, pêcher et faire paître leurs troupeaux, tout en envoyant de la nourriture aux membres de la famille restés sur place. D'autres habitants ont quitté d'autres régions des pays du lac Tchad pour rejoindre le lac, notamment du Nigeria, du Cameroun et du Tchad, sur les rives du bassin sud, qui offraient des moyens de subsistance plus fiables. La population locale autour du lac a augmenté rapidement dû à cette migration et au faible taux de mortalité infantile,¹⁸ mais la population s'est concentrée sur les zones plus fertiles. De 1976 à aujourd'hui, le nombre de personnes vivant autour du lac est passé de 700 000 à environ 2,2 millions. Ces chiffres devraient atteindre les 3 millions en 2025, et il est vraisemblable que 49 millions de personnes dépendront des ressources du lac.¹⁹ Dans les quatre pays, le déplacement reste la meilleure méthode d'adaptation au changement climatique pour les populations.

¹⁸ Voir par exemple le Niger Data Portal : <http://niger.opendataforafrica.org/apps/atlas/Diffa?lang=fr>.

¹⁹ International Crisis Group 2017: Fighting Boko Haram in Chad: Beyond Military Measures. Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures> ; et Magrin, Géraud ; Jacques Lemoalle et Roland Pourtier (eds.) 2015 : Atlas du lac Tchad. Paris : IRD Éditions/Passages.

ENCADRÉ 4 LA GRANDE MURAILLE VERTE

Lancée en 2007 par l'Union africaine, l'initiative Grande Muraille verte a pour objectif de restaurer les paysages dégradés de l'Afrique et d'empêcher la désertification dans tout le Sahel. Pour y parvenir, le projet consiste à planter des arbres sur une longueur de 8 000 km dans le Sahel, du Sénégal à l'ouest jusqu'à Djibouti à l'est. L'idée est de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, de capturer 250 millions de tonnes de carbone et de créer 350 000 emplois dans des zones rurales d'ici 2030. L'initiative, mise en œuvre actuellement dans plus de 20 pays et comptant plus de 8 millions de dollars mobilisés ou promis, a été acclamée comme une panacée pour de nombreux problèmes dans la région, du changement climatique et de la désertification à la famine, aux conflits et à la migration. La Grande Muraille verte pourrait améliorer la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique tout en créant des emplois pour ceux qui vivent le long de sa voie, en particulier pour les femmes et les jeunes. Mais le succès du projet dépend en grande partie de sa capacité, pas simplement à planter des arbres mais, au travers de cette mesure, à s'attaquer aux problèmes de gouvernance et de société qui sont à la base d'un grand nombre de risques auxquels la région est confrontée. À cause de l'instabilité qui règne dans la région du lac Tchad, sa mise en œuvre est actuellement limitée dans les zones touchées par le conflit. Mais contourner les zones fragiles au profit de zones plus stables pourrait, par inadvertance, entraîner l'apparition de nouvelles asymétries en restaurant des terres dégradées pour les uns, mais pas pour les autres. Étant donné le potentiel réel de combattre certaines des causes profondes de l'insurrection et de renforcer la cohésion sociale et le contrat social, étendre les zones concernées par cette mesure aux zones fragiles pourrait alimenter l'effort de paix, dans la mesure où cette mise en œuvre prend entièrement en compte les dynamiques du conflit de la région.

2 BOULEVERSEMENT ÉCONOMIQUE

Tandis que la sécheresse frappait durement le pays au milieu des années 1980, le Nigeria était en même temps confronté à un ralentissement économique, entraîné principalement par la crise pétrolière mondiale qui a frappé rudement l'économie nigériane, dépendante du pétrole. Au cœur d'une corruption grandissante, la population a vu l'assombrissement des perspectives économiques et le déclin des moyens de subsistance depuis les années 1980, dus au programme d'ajustement structurel prescrit par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, les problèmes budgétaires de l'État, la croissance démographique, l'urbanisation et les changements politiques.²⁰ Depuis 2014, le Tchad est également confronté à une crise socioéconomique liée à la chute des prix du pétrole et à de lourdes mesures d'austérité.

²⁰ International Crisis Group 2017: "Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram." Consulté le 7 Avril 2019 sur <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/244-watchmen-lake-chad-vigilante-groups-fighting-boko-haram>.

3 REVIREMENTS RELIGIEUX ET FONDAMENTALISME

Cette époque a également été marquée par une augmentation du fondamentalisme religieux au Nigeria.²¹ Depuis le 11^{ème} siècle, la norme consistait en une pluralité de pratiques islamiques et une fusion avec les religions indigènes. Mais cette situation a commencé à changer dans les années 1970 lorsque de nombreux musulmans ont de plus en plus associé l'État à un modèle occidental importé, en situation de faillite.²² Les étudiants, en particulier, se sont inspirés de la révolution iranienne, tandis que l'influence et le soutien financier de groupes d'Arabie Saoudite, de Lybie, du Soudan et de l'Iran ont modifié le discours religieux. L'affiliation religieuse s'est diversifiée et scindée,²³ le sectarisme s'est développé, et plusieurs incidents liés à la violence sectaire se sont produits.²⁴ L'intolérance et le fondamentalisme religieux se sont amplifiés, les différentes interprétations religieuses considérées comme incorrectes et les actes et croyances jugés comme autorisés, restreints, tandis que les actes de violence subversive ou les atteintes à la vie privée justifiées au nom de Dieu se sont multipliés.²⁵ La concurrence religieuse liée à la politique électorale nigérienne s'est intensifiée, renforçant encore les tendances fondamentalistes au sein de la chrétienté et de l'islam dans le pays.

4 TRANSITION DÉMOCRATIQUE

La perception des inégalités et le soutien de l'islam fondamentaliste se sont aggravés avec la transition démocratique de 1999, qui est survenue après des décennies de régime militaire et de régime civil intermittent. Exploitée par des leaders corrompus, la démocratie n'a pas pu contenir la déception et le rejet de la population concernant la gouvernance démocratique. Les hommes politiques ont recouru à l'élaboration et à l'application de codes de la sharia pour mobiliser l'électorat et gagner des voix, présentant la "sharia" comme solution à la corruption, à l'injustice, à la pauvreté, au chômage et aux inégalités. En outre, ils ont profité des craintes liées à un déplacement de l'autorité en faveur d'un président chrétien du sud, Goodluck Jonathan (en fonction de mai 2010 à mai 2015)

- 21 Le terme "fondamentalisme religieux" se distingue ici du conservatisme religieux pour signifier que le projet dans lequel ceux qui s'y engagent "construisent la tradition" d'une manière très sélective, insistant également sur le fait que leur reconstruction des textes est "sacrée" et ne peut donc être remise en question : Stephen Cowden et Gita Sahgal, 2017 : *Why fundamentalism?* Dans *Feminist Dissent* 2, p. 7–38. Ils nient "la possibilité d'interprétation et de réinterprétation, même si ses partisans soutiennent les deux, et soulignent l'importance du contrôle du corps féminin et de la sexualité et prônent des normes sexospécifiques rigides" : Karima Bennoune, 2013 : *Votre Fatwa ne s'applique pas ici* : *Histoires inédites de la lutte contre le fondamentalisme musulman*. New York : Norton Books, p. 16.
- 22 Mustapha, A.R., 2015 : Introduction: Interpreting Islam: Sufis, Salafists, Shi'ites and Islamists in Northern Nigeria. Dans Mustapha, A.R. (ed.): *Sects and Social Disorder: Muslim Identities and Conflict in Northern Nigeria*. Woodbridge: James Currey, p. 10–11.
- 23 Mustapha, A.R. 2015 : Understandingo Boko Haram. Dans Mustapha, A.R. (ed.): *Sects and Social Disorder: Muslim Identities and Conflict in Northern Nigeria*. Woodbridge: James Currey.
- 24 Ostien, P., 2018 : The Muslim Majority in Northern Nigeria: Sects and Trends. Dans Mustapha, A.R. et D. Ehrhardt. (eds.): *Creed and Grievance: Muslim-Christian Relations and Conflict Resolution in Northern Nigeria*. Woodbridge: James Currey.
- 25 Chitra Nagarajan, 2018 : Culture/ Religion/ Tradition vs Modern/ Secular/ Foreign: Implications of Binary Framings for Women's Rights in Nigeria. Dans : *Feminist Dissent* 3, et Mustapha, A.R., 2015 : Introduction: Interpreting Islam: Sufis, Salafists, Shi'ites and Islamists in Northern Nigeria. Dans : Mustapha, A.R. (ed.) *Sects and Social Disorder: Muslim Identities and Conflict in Northern Nigeria*. Woodbridge: James Currey, p. 9.



et des frustrations lié à la perception d'une marginalisation des régions situées au nord, pour consolider leur pouvoir.²⁶ Cependant, l'instauration des codes de la *sharia* n'a pu satisfaire aux attentes, car ils n'ont pas réussi à apporter des changements profonds pour réduire la pauvreté, les inégalités, la corruption et l'injustice.²⁷ Les inégalités, à la fois verticales (entre individus) et horizontales (entre groupes et régions) ont continué d'augmenter, et la corruption a persévéré au cours des 20 années de régime démocratique. Alors que la croissance de l'économie nigériane a été multipliée par 15 entre 1999 et 2010, le chômage a augmenté de 6 à 12 pour cent entre 1987 et 2008²⁸ et continue sa progression jusqu'à ce jour : le taux de chômage, qui tournait autour de 12 pour cent entre 2006 et 2018, vient d'atteindre le taux record de 23 pour cent au troisième trimestre de 2018.²⁹

Ces revirements économiques et sociaux ont également eu des répercussions sur la perception de la sécurité. Dans un contexte

26 Hoffmann, L., 2014 : Who Speaks for the North? Politics and Influence in Northern Nigeria, Research Paper, Chatham House. Consulté le 7 Avril 2019 sur <https://www.chathamhouse.org/publication/who-speaks-north-politics-and-influence-northern-nigeria>.

27 Mustapha, A.R., D. Ehrhardt et R. Diprose, 2018 : Historical Contexts of Muslim-Christian Encounters in Northern Nigeria. Dans : Mustapha, A.R. et D. Ehrhardt. (eds.) Creed and Grievance: Muslim-Christian Relations and Conflict Resolution in Northern Nigeria. Woodbridge: James Currey ; Kendhammer, B., 2016 : Muslims Talking Politics: Framing Islam, Democracy and Law in Northern Nigeria. University of Chicago Press.; Nagarajan, Chitra 2018 : Culture/ Religion/ Tradition vs Modern/ Secular/ Foreign : Implications of Binary Framings for Women's Rights in Nigeria. Dans : *Feminist Dissent* 3.

28 British Council 2012 : Gender in Nigeria: Improving the Lives of Girls and Women in Nigeria. 2nd edition, p. 9-10.

29 Trading Economics 2019 : Nigeria Unemployment Rate. Consulté le 2 février 2019 sur link : <https://tradingeconomics.com/nigeria/unemployment-rate>.

d'inégalités de pauvreté croissantes et de difficulté d'accès aux moyens de subsistance, la criminalité, le vol et le banditisme rural se sont intensifiés depuis le milieu des années 1980. Dans le nord du Nigeria, de nombreuses communautés ont décidé de former des groupes d'autodéfense.

5 ÉVOLUTION VIOLENTE DU CONFLIT : LA MONTÉE DES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS

Dans ce contexte, Mohammed Yusuf, un érudit et enseignant islamique charismatique, a commencé à réunir de nombreux adeptes à Maiduguri, capitale de l'État de Borno au nord-est du Nigeria. M. Yusuf prêchait contre la corruption et les inégalités soutenues par l'État, proclamait un retour à un mode de vie plus "pur", plus islamique, et rejetait la culture, les institutions et l'éducation influencées par l'Occident, ainsi que la gouvernance laïque et la démocratie. Ses partisans ont fini par s'appeler Jama'atu Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad (JAS³⁰), qui peut se traduire par Groupe pour la propagation des enseignements du prophète et du djihad. Ce groupe a été (faussement) nommé "Boko Haram" par les médias, en référence à l'un des slogans que ses adeptes récitent lors des rassemblements.³¹

La confrontation entre ce groupe et les forces de sécurité s'est traduite par l'attaque de ses membres et l'exécution sommaire de Yusuf par la police en 2009. Ces événements ont marqué un tournant décisif. Sous l'adjoint de Yusuf, Abubakar Shekau, le groupe JAS est retourné à Maiduguri après s'être rassemblé et armé. Progressivement, ils ont eu de plus en plus recours à l'exclusion et à la violence, organisant des meurtres ciblés. Les civils se sont retrouvés pris entre le JAS et les forces de sécurité qui, incapables de distinguer les membres du JAS, se mirent à agresser et maltraiter la population civile. La Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF), une milice d'autodéfense qui est apparue dans la ville à cette époque, a été en grande partie responsable de l'expulsion du JAS de Maiduguri.³²

Le JAS s'est emparé d'une grande partie du territoire de l'État de Borno, a occupé une partie du territoire des États voisins, et s'est étendu progressivement au-delà des frontières au Cameroun, au Tchad et au Niger. Au Tchad, les activités du JAS ont commencé en 2015. Même si la violence est surtout concentrée au Nigeria, les enlèvements, les meurtres et les recrutements surviennent dans les quatre pays. La gouvernance faible, la distance (réelle et perçue) entre la population et le centre, ainsi

30 Étant donné le nombre de groupes Jama'atu Ahl al Sunna, l'acronyme JASDJ est également parfois utilisé pour nommer le groupe.

31 À l'origine, Boko signifiait fraude, imposture, fausseté et mystification, et a fini par être associé au peuple et aux élites occidentalisés, ainsi qu'à l'éducation, aux institutions et à la culture occidentales : Thurston, Alexander, 2017 : Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement, Princeton: Princeton University Press ; et Mustapha, A.R. 2015: Understanding Boko Haram. Dans Mustapha, A.R. (ed.) Sects and Social Disorder: Muslim Identities and Conflict in Northern Nigeria. Woodbridge : James Currey.

32 Nagarajan, Chitra 2018 : Civilian Perceptions of the Yan Gora (CJTF) in Borno State, Nigeria. Center for Civilians in Conflict. Consulté le 7 Avril 2019 sur https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2018/06/2018.06.CJTF-Report.Africa-Program.Web_.pdf



quel les incitations financières, ont amplifié la force de recrutement du JAS, notamment sur les îles du lac Tchad où les habitants ignorent souvent à quel pays leur île appartient.

En retour, de nombreuses communautés ont formé des milices. Ce qui avait été une guerre contre l'État est devenue de plus en plus une guerre civile, la présence des milices communautaires devenant une des raisons contribuant à l'attaque de communautés.³³ L'enlèvement d'un groupe de jeunes filles de l'École secondaire de Chibok en avril 2014 a attiré l'attention internationale et a été l'un des facteurs à l'origine de l'internationalisation de la réponse militaire. La Force multinationale mixte (FMM), issue du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria, a été créée en 2014 et, en collaboration avec des milices communautaires, a repris d'importants territoires au JAS en 2014 et 2015.

En août 2016, le JAS s'est scindé en deux groupes distincts. Des désaccords sur la question de savoir qui était une cible légitime de la violence, un mécontentement dans les rangs face aux violences à l'encontre de musulmans non liés au groupe, et l'annonce par l'État islamique qu'Abu Musab al Barnawi deviendrait le leader de leur province ouest-africaine (ISWAP) sont à l'origine de cette scission. Désormais, il existe deux groupes : le JAS, où Shekau reste leader, et l'ISWAP.

33 Nagarajan, Chitra 2018: Conflict Analysis of Northeast Focal States: Biu, Bursari, Gombi, Hawul, Hong, Jakusko, Jere and Kaga Local Government Areas. Catholic Relief Services; Chukwuma, O.A. 2017 : Nigeria : Volunteer Vigilantism and Counter-Insurgency in the North-East. Dans : Conflict Studies Quarterly 20: 34-55; International Crisis Group, The Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram. Africa Report No. 244, 23.

Depuis l'été 2018, l'ISWAP a mené plusieurs attaques sur des bases militaires. Depuis la fin décembre, Borno au Nigeria, Diffa au Niger et l'extrême nord du Cameroun ont subi plusieurs attaques, preuve de la force grandissante du groupe. Les attaques de l'ISWAP semblent causer moins de victimes civiles ; on pense que le groupe essaie de minimiser les préjudices causés aux civils. Les attaques du JAS sont plus aveugles. Maintenant plus que jamais, la résolution de ce conflit semble dépendre non pas d'une victoire militaire sur le champ de bataille, mais de la persuasion des cœurs et des esprits des populations locales.

ENCADRÉ 5 ARMES LÉGÈRES ET CONVENTIONNELLES

Une des caractéristiques du conflit qui l'a rapidement rendu violent a été l'afflux d'armes dans la région. Le "printemps arabe", la chute de la Lybie, les conflits au Tchad et au Mali, ainsi que maintenant dans la région du lac Tchad, ont amplifié la disponibilité d'armes de tout type.³⁴ Les zones frontalières poreuses de la région jouent un rôle important dans l'accélération de la prolifération d'armes. Les pays de la région sont devenus à la fois source, lieu de transit et destination pour les armes légères et conventionnelles.³⁵ Si le nombre exact d'armes légères et conventionnelles dans la région du lac Tchad est impossible à déterminer, il est certain qu'elles ont de graves répercussions sur la paix et la vie quotidienne.

6 AUGMENTATION DES ABUS SUBIS PAR LA POPULATION CIVILE

Toutes les parties du conflit ont causé des préjudices aux civils. Les groupes d'opposition armés ont fait exploser des bombes, par le biais d'attentats suicides, ont recouru aux recrutements forcés et aux enlèvements, entre autres d'enfants, et commis des actes violents contre des femmes et des filles (violences sexuelles, mariages forcés).³⁶ Les forces de sécurité nigérianes ont commis des violations des droits humains, ont causé des préjudices indirects au cours des opérations et n'ont pas réussi à protéger les civils.³⁷ Si les civils attribuent le retour d'un peu de stabilité et de sécurité à la Force d'intervention civile conjointe, et s'ils se sentent protégés par elle, ils soulignent également les attaques et les assassinats de ceux soupçonnés d'être liés aux groupes d'opposition armés, les restrictions de mouvement, les violences contre les femmes, les actes d'intimidation et le détournement de l'aide humanitaire.³⁸

34 de Tessières, Savannah 2017: Measuring illicit arms flows Niger. Consulté le 25 mars 2019 sur <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/T-Briefing-Papers/SAS-BP1-Niger.pdf>; et International Crisis Group 2017: Fighting Boko Haram in Chad: Beyond military measures. Consulté le 25 mars 2019 sur www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/246-fighting-boko-haram-chad-beyond-military-measures.

35 Moses, J.M. et J.L. Ngomba 2017: Small arms and light weapons proliferation in the early 21st century: The Nigerian case. Dans: *International Journal of Development and Sustainability* 6: 11, p.1642.

36 Amnesty International 2015 : Our job is to shoot, slaughter and kill: Boko Haram's reign of terror in North-East Nigeria. Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4413602015ENGLISH.PDF>

37 Dietrich, Kyle 2015: When You Can't See the Enemy: Civilians Become the Enemy: Living Through Nigeria's Six Year Insurgency. Center for Civilians in Conflict.

38 Nagarajan, Chitra 2018: Civilian Perceptions of the Yan Gora (CJTF) in Borno State, Nigeria. Center for Civilians in Conflict.



D'un point de vue historique, le lac Tchad a varié en taille, mais ses fluctuations ont également été perçues à l'échelle saisonnière, interannuelle et décennale. L'impact essentiel du changement climatique sur le lac Tchad n'a pas été le rétrécissement du lac lui-même, mais sa variabilité et l'incertitude entourant le niveau de ses eaux, qui bouleversent la vie et la résilience des communautés alentours.

Si les déplacements et les besoins humanitaires existaient déjà des années auparavant, la réponse humanitaire a augmenté en 2016. Tandis que la crise humanitaire se poursuit, les discussions de ces derniers mois étaient centrées sur le renforcement d'une résilience communautaire et du développement à long terme. Cependant, on ne connaît ni la quantité ni la durée de l'aide fournie. Les enjeux sont de taille. Par exemple, dans la ville au nord-est du Nigeria, à Ngala, près de la frontière camerounaise, l'assistance alimentaire destinée à la communauté d'accueil a été réduite de 53 000 à 38 000 personnes de septembre à octobre 2018, et il est même prévu de la réduire à 14 000 personnes en janvier 2019 afin de passer les fonds libérés à la programmation des moyens de subsistance, avant même que la programmation du développement ait pu assurer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

L'insécurité et les restrictions militaires dans le contexte d'instabilité accrue résultant du changement climatique rend cette transition vers une programmation des moyens de subsistance et du développement particulièrement difficile. Au Niger par exemple, les militaires nigériens ont déclaré la zone autour du lac Tchad interdite aux civils, bien qu'il s'agisse de la seule zone à pouvoir leur offrir des moyens de subsistance. Cette mesure a forcé les civils à retourner dans des zones improductives depuis déjà des années, un bon nombre d'entre eux étant désormais décidés à revenir dans la zone du lac Tchad quels que soient les risques.

1.7 LE CONTEXTE CLIMATIQUE ET HYDROLOGIQUE

L'eau du lac Tchad provient à 90 pour cent du fleuve Chari (qui part de la République Centrafricaine et traverse le Tchad) et du fleuve Logone (qui surgit au Cameroun et rejoint le Chari vers N'Djamena avant de rejoindre le lac Tchad). Ce système fluvial découle de plus de 610 000 km² d'un immense bassin versant situé dans les régions soudanaises. Le niveau du lac est fortement lié aux variations de ruissellement des cours d'eau, qui dépendent eux des précipitations.

Le lac Tchad représente un symbole fort des effets du changement climatique qui se produit dans la région. Après avoir été le sixième plus vaste plan d'eau intérieur au monde avec une zone d'eau libre de 25 000 km² dans les années 1960, il s'est rétréci dramatiquement au début des années 70 pour atteindre moins de 2 000 km² dans les années 1980, diminuant de plus de 90 pour cent en surface. Les sécheresses des années 1970 et 1980 ont divisé le lac en deux bassins, au nord et au sud, et l'assèchement récurrent du bassin nord du lac a alerté la communauté internationale face à la possible disparition du lac.³⁹ Depuis les années 1990, les populations observent l'augmentation des eaux de surface grâce aux précipitations plus propices au Sahel occidental.⁴⁰ Cependant, la sécheresse récurrente du bassin nord et la propagation de la couverture végétale qui en résulte a entretenu la perception d'un lac qui se rétrécit, perception qui reste ancrée et est souvent répétée par les responsables politiques.

La topographie unique du lac joue ici un rôle. Il est très peu profond, sa profondeur moyenne n'étant que de trois à quatre mètres, la variabilité intra-annuelle moyenne d'un mètre se traduit par de très fortes variations en surface entre les mois d'été et d'hiver. Ce phénomène explique pourquoi la perception que le lac se rétrécit reste ancrée.

Mais notre évaluation fondée sur des données récentes remet en cause cette opinion. Des observations satellites trop peu documentées ont été utilisées pour illustrer la supposée disparition du lac Tchad et ont en partie perduré à cause d'un manque d'observations précises et répétées au sol. Les nouvelles recherches effectuées pour cette évaluation, basée sur des observations continues par satellite au cours des 20 dernières années, ont permis de revenir sur ces lacunes et montrent au contraire que dans l'ensemble, **il n'y a pas de rétrécissement du lac**. Dans le

39 L'article suivant a contribué à l'idée répandue que le lac Tchad se rétrécit : Chandler, Lynn 2001: Africa's Lake Chad shrinks by 20 times due to irrigation demands, climate change. Note 01-17. Goddard Space Flight Center. Greenbelt, MD: NASA. Consulté le 4 avril 2019 sur link: http://geoalliance.asu.edu/sites/default/files/LessonFiles/Martin/Chad/GSFC_Press_Release_01_17.pdf.

40 Nicholson, Sharon E. 2001: Climatic and environmental change in Africa during the last two centuries. Dans : Climate Research 17, p. 123-144, et Lebel, Thierry et Abdou Ali 2009: Recent trends in the Central and Western Sahel rainfall regime (1990-2007). Dans : Journal of Hydrology 375, p. 52-64.

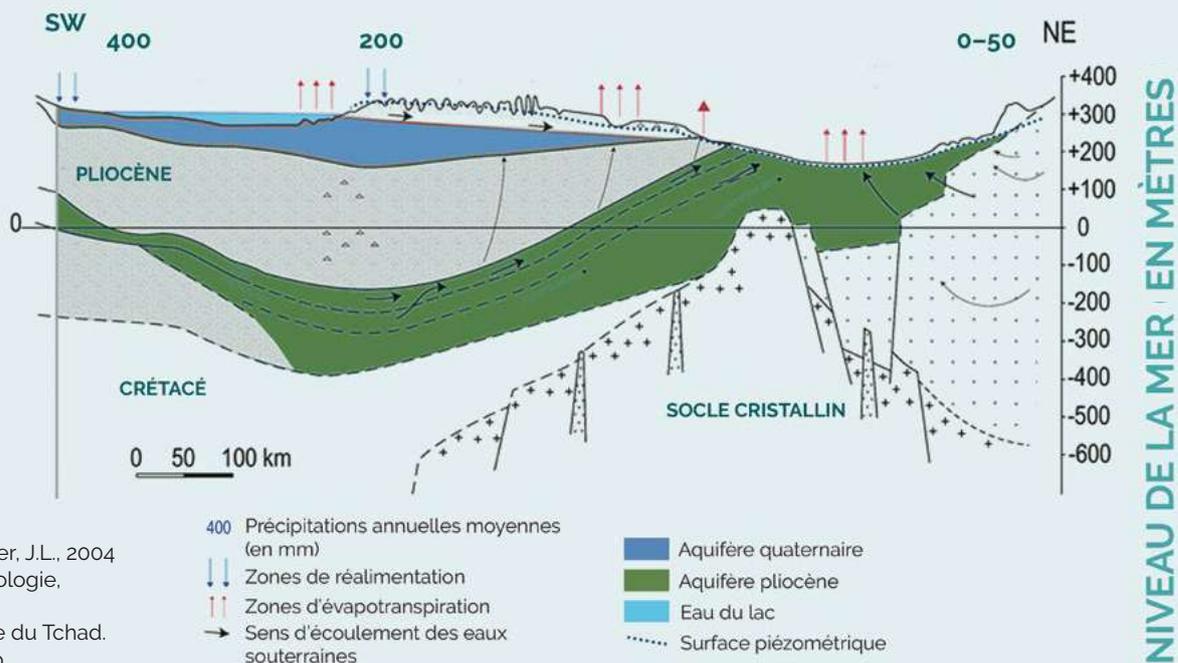
bassin sud, les eaux de surface s'étendent et restent stables au niveau saisonnier. En fait, la taille réelle du bassin sud n'a pas changé ces 20 dernières années. Dans le bassin nord, l'étendue des eaux de surface diminue légèrement, il y a des assèchements récurrents ponctués par des phases de redressement. Il est important de noter que le bassin nord se remplit à nouveau d'eau à chaque saison des pluies. Comparé à la période de sécheresse des années 1970 et 1980, où le bassin nord n'était pas même ravivé par la saison des pluies, aujourd'hui, même si certaines parties du bassin nord se tarissent à la saison sèche, elles se remplissent à nouveau à la saison des pluies.

Cependant, en tenant compte de la réserve d'eau totale, qui comprend les eaux de surface du lac, l'humidité des sols et les eaux souterraines, ce qui est une mesure plus complète que juste l'eau de surface pour les habitants des alentours du lac, étant donnée l'importance de l'humidité des sols et des eaux souterraines pour l'agriculture, nous notons que **la réserve d'eau totale augmente**. 80 pour cent de la réserve d'eau totale reposent sur l'augmentation de la quantité des eaux souterraines, et 20 pour cent reposent sur les eaux de surface.

En somme, le lac ne disparaît pas, et sa taille ne diminue pas. Cette dernière varie beaucoup au fil des saisons, des années et des décennies. Depuis le début des années 2000, sa surface d'eau libre est en fait plutôt stable, et si l'on inclut les eaux recouvertes de végétation (où l'eau n'est pas visible par satellite), elle a en réalité considérablement augmenté et dépasse même les 13 000 km².

En outre, un rétrécissement du lac ne signifie pas forcément la perte de moyens de subsistance. Les habitants des environs du lac ont traditionnellement adapté leurs moyens de subsistance à son rythme. Ainsi, le rétrécissement intermédiaire a souvent été bénéfique, car il permettait à la population de recourir à l'agriculture de décrue et de planter différentes cultures. C'est la variabilité croissante de la taille du lac et de la fréquence d'événements climatiques extrêmes et plus intenses ces dernières années, dus au changement climatique, qui aggravent l'insécurité des moyens de subsistance et les conflits autour des ressources naturelles, de même qu'elles déstabilisent la capacité de la population à faire face aux chocs.

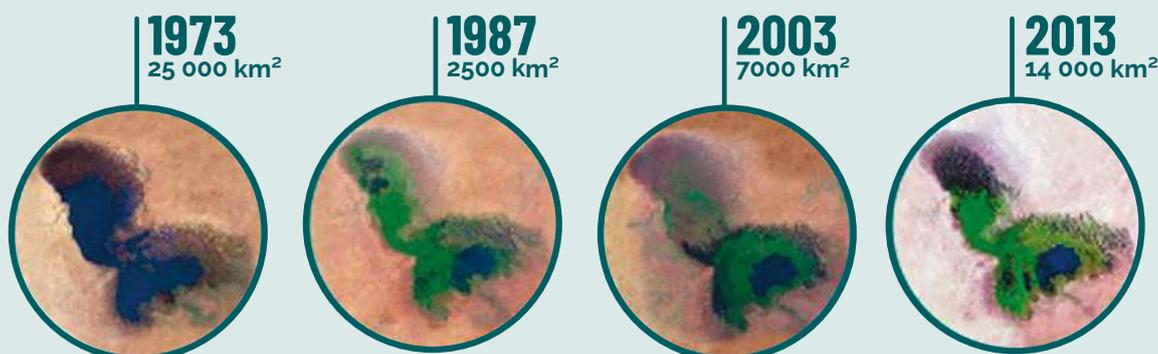
SCHÉMA 4 LE LAC TCHAD EST UN RÉSEAU HYDROGÉOLOGIQUE MULTICOUCHES COMPLEXE



Source: Schneider, J.L., 2004
Géologie, Archéologie,
Hydrogéologie
de la République du Tchad.
2 volumes, 693 p.
© adelphi

Le lac Tchad se trouve au-dessus de deux grands aquifères. L'aquifère quaternaire supérieur, moins profond, est alimenté par les eaux de ruissellement et les eaux de pluie. La population locale y accède grâce aux puits creusés à la main et aux forages et s'en sert pour son usage domestique, pour faire pousser des légumes et donner à boire au bétail. Dans certaines régions, la surexploitation de l'eau de l'aquifère quaternaire provoque une détérioration de sa qualité, notamment due à une salinisation accrue. L'aquifère pliocène, plus profond, est un ancien aquifère fossile et une plus vaste et plus pure source d'eau douce. Moins documenté, très peu d'informations sont disponibles à son sujet. Cette étude recommande des recherches plus poussées sur la possibilité d'une gestion de l'extraction d'eau de l'aquifère pliocène.

SCHÉMA 5 FLUCTUATION DES NIVEAUX D'EAU DU LAC TCHAD



Source:
NASA Goddard
Space Flight
© adelphi



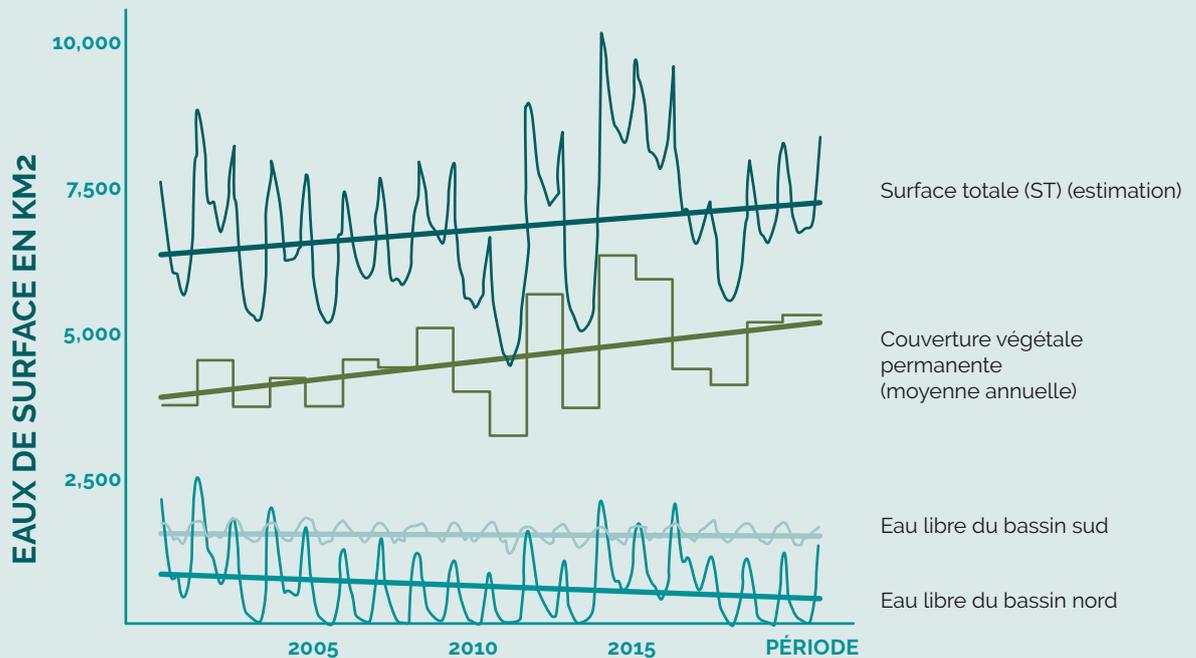
La faible profondeur du lac Tchad et les températures ambiantes élevées ont entraîné une augmentation de la végétation du lac, surtout dans les zones peu profondes. De là est issue la croyance erronée que certaines parties du lac ont disparu ou se sont transformées en marais.

Même si la réserve d'eau totale augmente, le lac Tchad reste touché par le changement climatique. Les résultats obtenus par l'évaluation soulignent la forte variabilité climatique qui touche tout le centre du Sahel. Dans le cas du lac Tchad, cela se traduit surtout par la fluctuation de la taille du bassin nord du lac et par l'imprévisibilité croissante du moment et du volume des précipitations. De plus, à cause de la faible profondeur du lac et des températures ambiantes plus élevées, la couverture végétale augmente, surtout dans les zones peu profondes. Cela, à son tour, ralentit le mouvement des eaux du lac et entrave la pêche et le transport par bateau. Ces modifications entretiennent l'impression trompeuse que de grandes parties du lac ont disparu ou se transforment en vastes marais.

“ Le temps change. Parfois il fait du vent, parfois il fait soleil. Et pas seulement ça, pendant la saison des pluies, quelquefois il y a tant d'eau qu'elle en vient à détruire nos terres, nos maisons, et autres.”

- Jeune agriculteur à Monguno, Nigeria

SCHÉMA 6 ÉTENDUE DES EAUX DE SURFACE DU LAC TCHAD



Source: Florence Sylvestre,
Binh Pham Duc (IRD-
CEREGE)
© adelphi

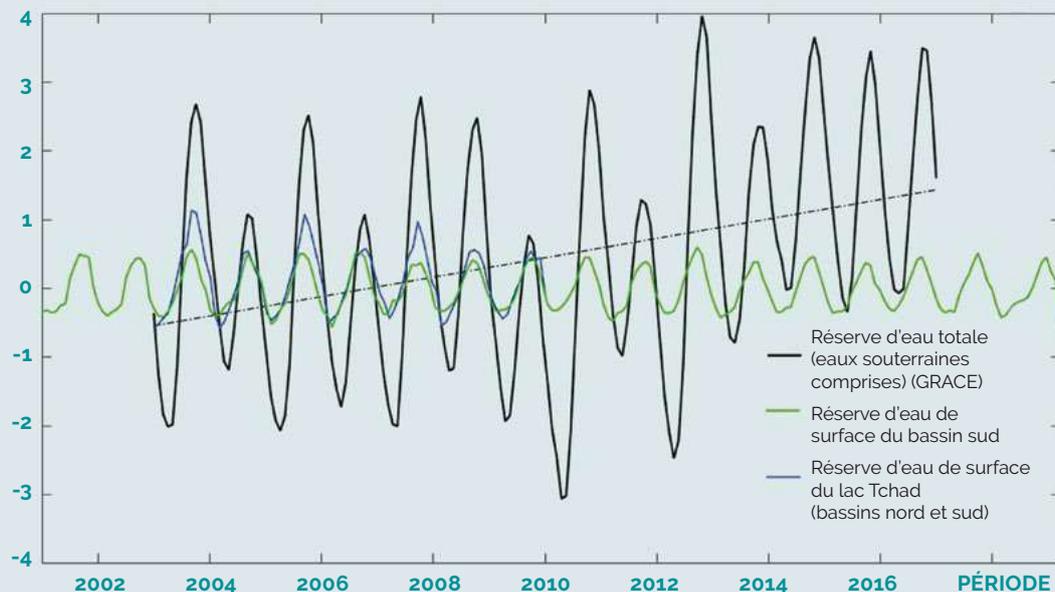
La deuxième ligne au bas du graphique montre que l'eau du bassin sud est stable. Une augmentation importante de la végétation (représentée par la ligne verte) pourrait en partie compenser la diminution d'eau dans le bassin nord. À partir des observations satellite, la végétation qui obscurcit la surface de l'eau donne l'impression fautive que le bassin nord est plus petit qu'il ne l'est en réalité. En même temps, la végétation accrue pourrait empêcher l'eau du bassin sud de rejoindre le bassin nord. Comme la végétation augmente l'évapotranspiration, on observe une diminution de l'eau dans le bassin nord. Mais si on tient compte de la couverture végétale et de l'ensemble des deux bassins, la surface totale de l'eau du lac augmente (ligne supérieure).



SCHÉMA 7 RÉSERVE D'EAU TOTALE DU LAC TCHAD

MODIFICATION DE LA RÉSERVE D'EAU EN KM³

Modification du volume de l'eau entre deux mois consécutifs



Source: Florence Sylvestre, Binh Pham Duc (IRD-CEREGE)
© adelphi

Ce graphique montre que la réserve d'eau de surface est stable. La taille du lac, mesuré d'après sa réserve d'eau totale (ligne noire), en tenant compte de toute l'eau du lac, eaux de surface et eaux souterraines comprises qui représentent 80 pour cent des eaux du lac, augmente clairement. Cela montre que les eaux souterraines du lac augmentent. La réserve des eaux de surface ne représente que 20 pour cent des eaux du lac. Même si ces eaux de surface sont ce qui est visible et important pour les moyens de subsistance comme la pêche, les eaux souterraines sont extraites grâce aux forages pour l'agriculture, l'élevage et l'usage domestique et d'une grande importance pour les communautés vivant autour du lac.

ENCADRÉ 6 UN LAC QUI NE SE RÉTRÉCIT PAS, MAIS QUI SUBIT DES FLUCTUATIONS

Même si le lac Tchad s'est rétréci dramatiquement dans les années 1970 et 1980, **il ne rétrécit pas actuellement**. Dans l'ensemble, si on tient compte de l'étendue des eaux de surface des bassins nord et sud, plus de la réserve d'eau totale, des eaux souterraines et de l'humidité des sols, on remarque que le lac est actuellement en phase d'expansion depuis ces deux dernières décennies. Mais il est particulièrement touché par une variabilité saisonnière et interannuelle à cause d'une variabilité climatique plus forte. Cette irrégularité et cette imprévisibilité bouleversent la vie et la résilience des populations qui dépendent du lac.

Les données réunies pour cette évaluation montrent que cette volatilité nuit à la résilience des personnes et augmente la fragilité dans la région du lac Tchad. D'après les personnes interrogées dans le cadre de notre étude, les répercussions du changement climatique nuisent à la vie quotidienne de trois façons :

- 1** Augmentation de l'insécurité des moyens de subsistance et de l'insécurité alimentaire. Par exemple, les changements de température et de fréquence des averses augmentent les risques de maladies touchant les récoltes et le bétail.
- 2** L'augmentation de l'insécurité des moyens de subsistance et la diminution de la capacité à affronter les chocs ainsi que l'augmentation des conflits relatifs aux ressources naturelles à cause de l'imprévisibilité du niveau du lac, empêchent les habitants de planifier quand et où paître, pêcher et cultiver.
- 3** De nouveaux conflits relatifs à la disponibilité de terres fertiles surgissent lorsque les variations des précipitations modifient la fertilité des terres.

CONSÉQUENCES CLIMATIQUES À VENIR

Depuis le début des années 1990, les stations météorologiques enregistrent une augmentation de la pluviométrie annuelle moyenne dans la région. Il semble que le Sahel central soit devenu progressivement plus humide, mais la continuité de cette tendance est très incertaine. En apparence positive, elle constitue malgré tout une grave menace pour la sécurité des moyens de subsistance, car la variabilité du volume des pluies et leur venue restent imprévisibles.

La plupart des modèles climatiques prédisent une augmentation des précipitations associée à une plus grande variabilité interannuelle et à des événements extrêmes plus fréquents. Cependant, des mécanismes compensateurs, tels que le refroidissement de l'Atlantique, issu de la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, pourraient aussi entraîner une forte diminution des précipitations au Sahel.⁴¹ Les effets nets restent flous pour l'instant, mais la tendance vers une imprévisibilité croissante semble se confirmer. Depuis 1990, les épisodes de précipitations extrêmes, plus intenses et plus fréquents, augmentent les risques d'inondations et entravent la maîtrise et l'utilisation de l'eau⁴².

Les connaissances sur l'ampleur des variations pluvieuses au cours de plusieurs décennies sont limitées. La période humide actuelle est caractérisée par des pluies moins abondantes que celles de la dernière période humide d'il y a un demi-siècle. Aussi, faut-il se demander si la prochaine période de sécheresse sera plus sèche que la dernière. En même temps, on ne peut prédire quand celle-ci commencera.

Des modèles globaux prédisent un réchauffement plus fort et plus rapide au Sahel, dépassant les moyennes globales prévues. Même si les projections climatiques des modèles globaux restent incertaines, la majorité d'entre elles (environ 75 pour cent) prédisent une augmentation des précipitations dans la quasi-totalité du Sahel, y compris dans les régions autour du lac Tchad.⁴³ Ces prévisions correspondent aux données antérieures, où les périodes chaudes sont associées à un lac plus grand. Toutefois, des recherches plus poussées sont nécessaires pour comprendre la variabilité du lac Tchad et l'interaction entre les différents mécanismes de forçage.

41 Defrance, Dimitri, Gilles Ramstein, Sylvie Charbit, Mathieu Vrac, Adjoua Moïse Famien, Benjamin Sultan, Didier Swingedouw, Christophe Dumas, François Gemenne, Jorge Alvarez-Solas et Jean-Paul Vanderlinden 2017 : Consequences of rapid ice sheet melting on the Sahelian population vulnerability. Dans : *Proceedings of the National Academy of Sciences* 114: 25, p. 6533–38.

42 Taylor, C.M., D. Belušić, F. Guichard, D.J. Parker, T. Vischel, O. Bock, P.P. Harris, S. Janicot, C. Klein et G. Panthou 2017 : Frequency of extreme Sahelian s tripled since 1982 in satellite observations. Dans : *Nature* 544, p. 475–478.

43 Roehrig, Romain, Dominique Bouniol et 2013 : The present and future of the West African monsoon: A process-oriented assessment of CMIP simulations along the AMMA transect. Dans : *Journal of Climate* 26, 17, p. 6471–6505.

Pour résumer, les vulnérabilités climatiques essentielles ne résultent pas du rétrécissement du lac, mais de la variabilité et donc de la disponibilité de l'eau à l'échelle saisonnière, interannuelle et pluri-décennale, qui sont imprévisibles.

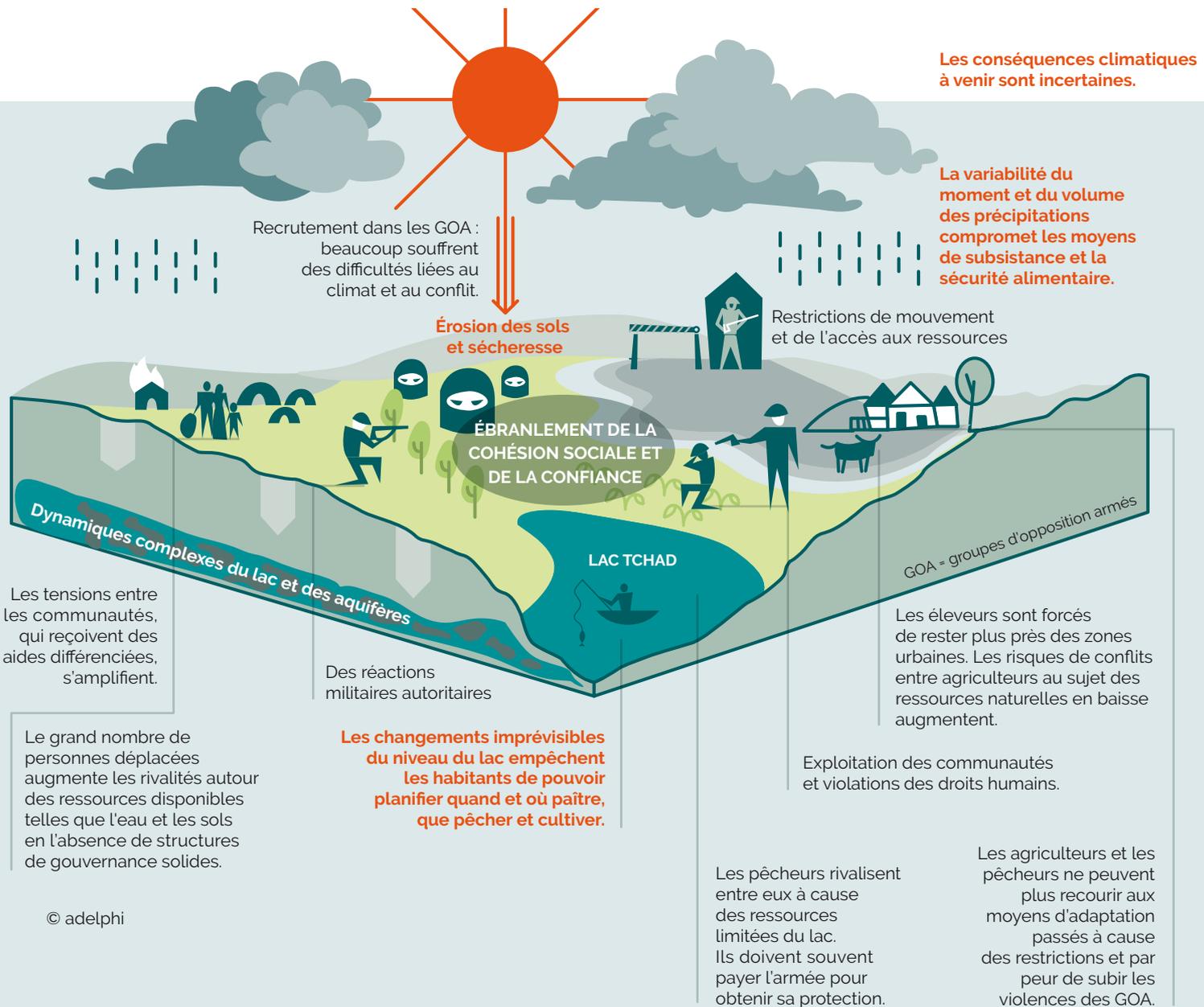




PRIS AU PIÈGE : LES RISQUES À DOUBLE VISAGE DE L'INSÉCURITÉ ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

SCHÉMA 8 PIÈGE CONSTITUÉ PAR LE CLIMAT ET LE CONFLIT AU LAC TCHAD

TANDIS QUE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE CONTRIBUE AUX FACTEURS DU CONFLIT, LE CONFLIT AFFAIBLIT LES CAPACITÉS D'ADAPTATION DES POPULATIONS



© adelphi

Les effets du changement climatique provoqué par l'homme étaient déjà visibles dans la région du lac Tchad avant la survenue de la violence actuelle. La multiplication des événements extrêmes, en particulier les fortes précipitations, les sécheresses prolongées et la modification du rythme des averses ont mis de plus en plus sous pression les moyens de subsistance, surtout dans les zones rurales. Depuis 2009, la violence aggrave ces difficultés, ce qui se traduit par le déplacement d'un grand nombre de personnes à l'intérieur des pays et au-delà des frontières, une mobilité restreinte et une cohésion sociale fragilisée. Les communautés de cette région sont donc à la merci des conséquences du changement climatique et du conflit en cours, prises en tenaille par des forces qui maintiennent la région dans le piège du conflit.

Cela crée une boucle de rétroaction : la violence affaiblit la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique, et le changement climatique entrave les efforts entrepris pour se libérer du piège du conflit. Cela se manifeste de manière très complexe. Le changement climatique peut aggraver les facteurs du conflit, intensifier la fragilité et permet difficilement d'envisager la paix. Au lac Tchad, il peut contribuer à une fréquence accrue de conflits liés aux ressources naturelles et au recrutement dans l'opposition armée. À l'opposé, les répercussions du conflit sur les moyens de subsistance et les mesures draconiennes prises par les militaires montrent comment le conflit aggrave la vulnérabilité des populations, ôte leurs stratégies d'adaptation existantes et réduit leurs possibilités d'affronter les aléas du changement climatique. Chaque facteur est une entrave à la paix et à la résilience.

Le chapitre suivant expose quatre risques essentiels qui ressortent de cette évaluation et maintiennent les populations du lac Tchad prises au piège :

- 1 Les dynamiques du climat et du conflit déstabilisent les modes de vie :** La capacité d'adaptation des communautés est affaiblie à la fois par le changement climatique et par les conflits. Le déplacement des populations, la restriction de leur mobilité et une cohésion sociale affaiblie minent leur capacité d'adaptation.
- 2 Les rivalités croissantes vis-à-vis des ressources naturelles :** Le grand nombre de personnes déplacées et l'accès limité aux ressources ainsi que la disponibilité et à la qualité réduite des terres entraînent à certains endroits des tensions par rapport aux ressources naturelles. La combinaison des difficultés liées au climat et au conflit a déstabilisé la gouvernance et les mesures de restitution préalablement en place qui, soit n'existent plus maintenant, soit sont trop faibles pour apaiser les conflits.
- 3 Le recrutement dans les groupes d'opposition armés :** Il se déroule dans un contexte d'inégalités sociales et économiques flagrantes, de modes de vie de plus en plus vulnérables, et de l'appât d'avantages financiers présentés aux recrues potentielles. Le changement climatique aggrave ce risque, car il déstabilise d'avantage les économies et les modes de vie déjà fragilisés.
- 4 Les réactions militaires autoritaires :** Si les gouvernements de la région ont fait appel à des mesures militaires pour répondre à la crise, leurs efforts ne se sont pas attaqués à ses causes profondes. En réalité, c'est le contraire qui s'est produit, la réponse militaire ayant entraîné la restriction des moyens de subsistance et des violations des droits humains. Cette accumulation de vulnérabilités a entraîné un conflit violent et affaibli la capacité des individus à s'adapter au changement climatique.

RISQUE

LES DYNAMIQUES DU CLIMAT ET DU CONFLIT QUI DÉSTABILISENT LES MODES DE VIE

Avant la flambée de violence de 2009, le commerce transfrontalier était florissant dans la région du lac Tchad. Formés à partir d'un réseau dense de marchés qui remonte à l'époque du commerce transsaharien, ces échanges informels se sont poursuivis malgré les différentes langues officielles, monnaies, lois et règlements.⁴⁴ Même avec l'augmentation des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, ces systèmes de subsistance ont permis aux populations locales de s'adapter. Les personnes rejoignaient de nouvelles régions (en suivant bien souvent les rives du lac qui se déplaçaient), semaient des cultures différentes, prenaient différents itinéraires de pâturage, et associaient l'agriculture, le pastoralisme et la pêche. Les pêcheurs ont développé de nouvelles techniques de pêche pour s'adapter à l'augmentation de la végétation dans le lac provoquée par le rétrécissement et l'extension du bassin sud du lac Tchad. La résilience des populations entourant le lac Tchad se reflétait dans leur capacité à faire face aux problèmes environnementaux sur plusieurs générations, surtout pendant les sécheresses des années 1970 et 1980, lorsque le lac a atteint son plus bas niveau.⁴⁵

Depuis 2009, la violence a empêché les habitants de nombreuses communautés de poursuivre leurs activités de subsistance passées. Cela les a forcés à recourir à des stratégies ingrates et a fortement perturbé, ou bien souvent bloqué, le flux des échanges régionaux dans les zones frontalières du lac Tchad. La violence et l'interruption des échanges ont concouru à la défaillance de la sécurité alimentaire. Par exemple, entre 2007 et 2017 dans l'État de Borno, le nombre de personnes souffrant de manque de nourriture est passé de 18 à 50 pour cent.⁴⁶

Le conflit a affaibli les capacités d'adaptation de la population de trois façons :

- par les déplacements de personnes,
- par les restrictions de mouvement réduisant l'accès aux ressources naturelles,
- par la diminution de la cohésion sociale et de la confiance.

44 Abdoul, M. et M. Trémolières 2007 : Micro-regionalism in West Africa. Cross-border co-operation between Niger and Nigeria: The case of the Maradi Micro-region. In *Micro regionalism in West Africa. Evidence from two case studies*, Discussion Paper 34, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, p. 31. Consulté le 21 janvier 2019 sur <http://nai.diva-portal.org/smash/get/diva2:240826/FULLTEXT01.pdf>.

45 Voir par exemple Kolawole, Are 1988 : Cultivation of the floor of Lake Chad: A response to environmental hazard in Eastern Borno, Nigeria. Dans : *The Geographic Journal* 154, 2, p. 243-250.

46 Afrobarometer 2007 et 2018 : Nigeria, Rounds 3,5 and 7. Consulté le 28 janvier 2019 sur <http://www.afrobarometer.org/>.



Le déplacement des personnes, les restrictions de mouvements imposées par l'armée, l'ébranlement de la cohésion sociale et de la confiance ont fragilisé les moyens de subsistance et affaibli la capacité d'adaptation de la population autour du lac Tchad.

LES DÉPLACEMENTS

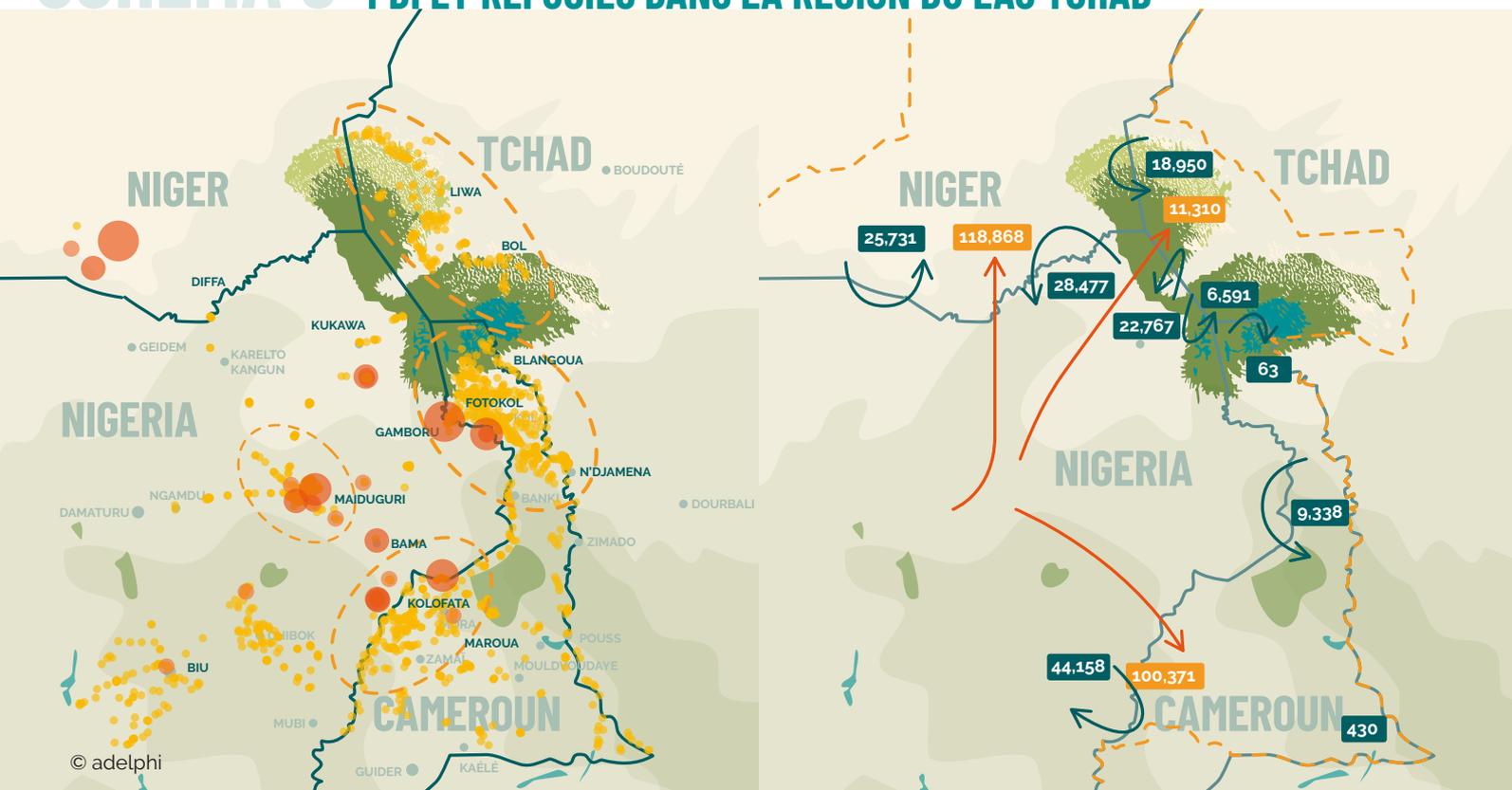
Dans une région qui connaît déjà un des taux de croissance démographique les plus rapides au monde,⁴⁷ la hausse du nombre de déplacés internes (PDI) et de réfugiés a entraîné le mouvement et le regroupement d'un grand nombre de personnes à la recherche de sécurité dans des zones déficientes ou soumises à de vives tensions en termes de ressources. Les chiffres sont frappants. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) a estimé que ces quatre pays accueillent plus de 2,5 millions de déplacés (PDI, réfugiés et rapatriés) en plus d'autres personnes déplacées issues de pays autres que les quatre pays du bassin du lac Tchad, principalement de la République Centrafricaine et du Soudan du Sud. C'est au Nigeria que se situent 81 pour cent d'entre eux.⁴⁸

Beaucoup de ces personnes ont été déplacées à plusieurs reprises et leurs moyens financiers pour répondre et s'adapter aux circonstances diverses ont été entièrement réduits à néant, leurs économies ayant servi parfois plusieurs fois à fuir la violence. Ainsi, la diversification des cultures, un des moyens essentiels qui permettaient à la population de se prémunir contre les aléas climatiques, est devenue beaucoup plus difficile, car les agriculteurs n'ont plus les ressources financières ou les terres pour planter différentes cultures en différents endroits.

47 FNUAP 2017 : Demographic dynamics and the crisis of countries around Lake Chad. Consulté le 28 janvier 2019 sur <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-WCARO-BLT-EN-LAKE%20CHAD-DYNAMICS-WEB.pdf>.

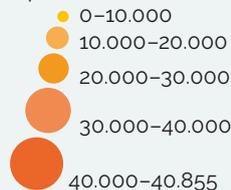
48 BCAH 2019 : Lake Chad Basin Crisis Overview. Consulté le 22 janvier 2019 sur the links: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lake%20Chad%20Snapshot.pdf>, https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/LCBC_Monthly_Dashboard_December_2018_v1.pdf?file=1&type=node&id=4876; et International Organization for Migration 2018 : Regional Displacement Tracking Matrix/Lake Chad Basin Crisis – Monthly Dashboard. [Consulté le 22 janvier 2019].

SCHÉMA 9 PDI ET RÉFUGIÉS DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD



LÉGENDE

Déplacés internes (PDI)



LÉGENDE

— Frontière internationale
 - - - Région touchée par la crise

MOUVEMENTS TRANSFRONTALIERS

→ Rapatriés de l'étranger
 → Réfugiés

La hausse du nombre de déplacés internes (PDI) a entraîné le regroupement d'un grand nombre de personnes à la recherche de sécurité dans des zones déficientes ou soumises à de vives tensions en termes de ressources. Cela provoque des tensions importantes sur les ressources limitées localement et sur les systèmes de gouvernance des ressources existants, et accroît le risque d'escalade du conflit (voir partie 2.2).

Les camps de PDI se concentrent notamment autour de Maiduguri (Nigeria), au sud-est de Maiduguri le long de la frontière entre le Nigeria et le Cameroun, dans la région frontalière entre Gamboru (Nigeria) et N'Djamena (Tchad) et, dans une moindre mesure, au nord-est du lac Tchad, au-delà de la frontière Tchadienne.

Les gens ont dû quitter leur foyer, laissant derrière eux des produits, des outils et des équipements.

Beaucoup d'entre eux ont dû se déplacer à plusieurs reprises, et leurs moyens financiers pour répondre et s'adapter aux circonstances diverses se sont épuisés.

Si la majorité des personnes déplacées ont cherché refuge dans leur propre pays, beaucoup ont aussi fui dans les pays voisins, quittant en particulier le Nigeria pour aller au Niger et au Cameroun, et dans une moindre mesure, au Tchad.

En outre, on estime à 157 000 le nombre de personnes à avoir fait des allers-retours entre les quatre pays, avec la possibilité limitée de refaire leur vie.

Camps de PDI fin 2018 (gauche) et mouvements transfrontaliers de réfugiés début 2019 (droite). Source : OIM 2019 : Displacement Tracking Matrix (DTM). IDP data. Consulté le 5 février 2019 sur <https://displacement.iom.int/>; OIM 2019 : Displacement Tracking Matrix (DTM). Lake Chad Basin Crisis Monthly Dashboard #8. Consulté le 5 mars 2019 sur <https://displacement.iom.int/>.

Les frontières, noms et désignations apparaissant sur ces cartes n'impliquent pas leur approbation officielle de la part d'adelphi ou des parties responsables du financement.

Ce mouvement a entraîné des tensions importantes sur les ressources foncières limitées. À son tour, cela a amplifié le potentiel d'aggravation des conflits relatifs aux ressources naturelles (voir partie 2.2), un plus grand nombre de personnes essayant de survivre sur moins d'espace. Trouver des terres fertiles et sûres (à cause de l'insécurité) s'avère extrêmement difficile, en particulier lorsque les communautés d'accueil revendiquent des droits prioritaires. L'accès aux terres est souvent refusé aux femmes, surtout si leur père ou leur mari ont été tués, sont détenus ou séparés d'elles.

Les éleveurs sont aussi confrontés à de graves difficultés : leurs animaux meurent de faim et de soif par manque d'eau et de pâturages ou sont volés par des bandits ou des groupes d'opposition armés. De plus, comme les autres groupes professionnels, ils sont déplacés par les forces de sécurité gouvernementales ou se déplacent pour échapper aux zones de combats et d'affrontements entre les forces de sécurité et les groupes d'opposition armés. Ainsi, les éleveurs et leurs animaux restent plus près des zones habitées, aggravant les tensions vis-à-vis des terres accessibles et fertiles. Les recherches réalisées pour cette évaluation ont montré que de nombreuses personnes dépendant de la pêche ont été éloignées des étendues d'eau par les forces de sécurité et ne disposent souvent plus de bateaux de pêche, de filets ou d'autres équipements pour reprendre leur activité s'ils le pouvaient.



Avant, nous avions trois alternatives pour nos activités agricoles. La première était durant la saison des pluies. Si la pluie cessait, ça allait, nous pouvions recourir à notre deuxième alternative : l'agriculture irriguée par le ruisseau, qui ne nécessite pas de précipitations. Si le ruisseau était à sec, nous pouvions recourir à la troisième, le lac Tchad, pour planter du riz. Bien sûr, le lac change sans cesse, ce n'est pas une alternative sûre, mais nous n'aurions pas vécu ces trois désastres une même année. Maintenant, nous ne pouvons plus faire ça. À cause de la crise, tous les potentiels économiques sont anéantis et presque toutes les activités économiques se sont effondrées. Si une alternative devient impossible, ce qui peut arriver à cause des pluies, des restrictions sécuritaires et des combattants armés, on n'en a plus d'autres."

- Jeune agriculteur à Monguno, Nigeria.

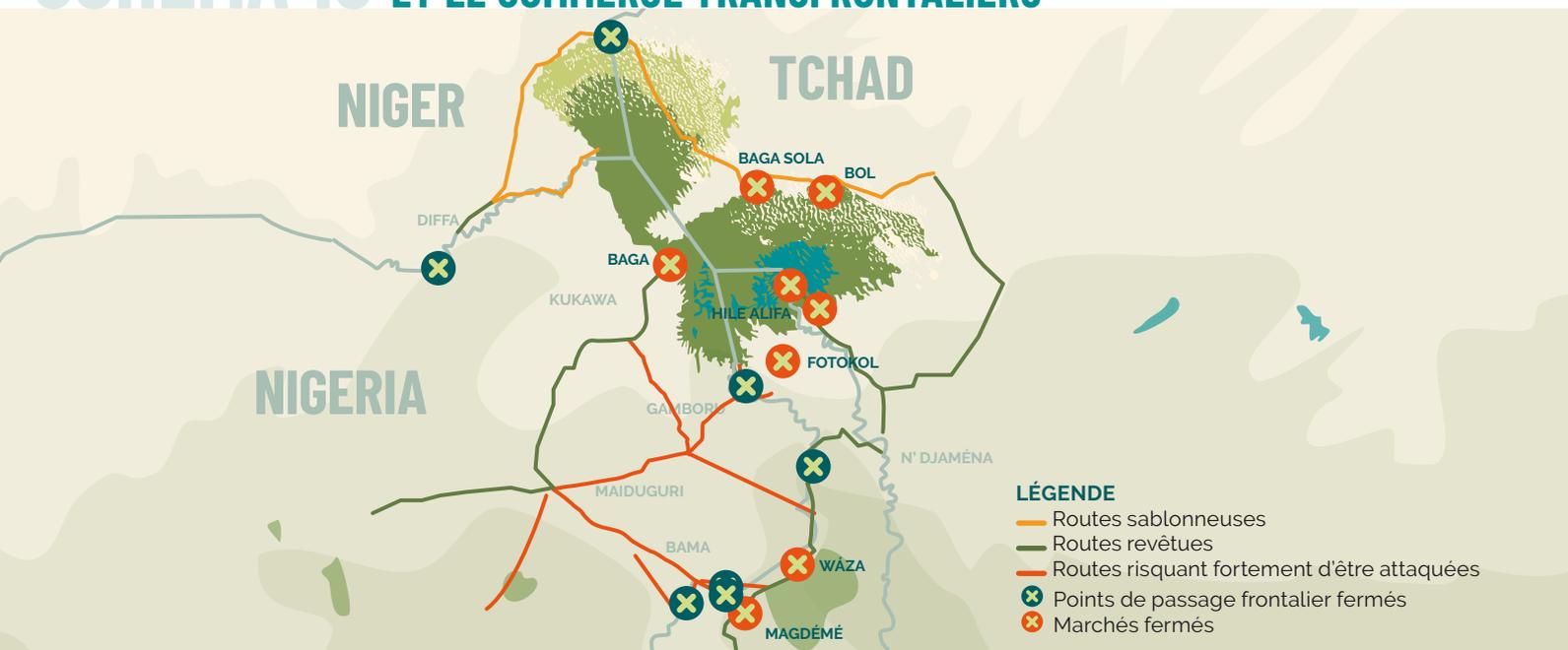
RESTRICTIONS DES MOUVEMENTS ET DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES

“ Les membres de Boko Haram vivent du côté ouest, donc les gens ne peuvent pas y aller pour chercher autre chose, ou ceux qui y travaillaient ne peuvent plus y aller parce que Boko Haram risque de les tuer. On est prêts à recevoir tout type d'aide et de quoi manger.”

– Artisane, Bol, Tchad

Un deuxième facteur de risques - les restrictions imposées sur les endroits où les gens peuvent vivre et se déplacer - aggrave les répercussions des déplacements et de la croissance démographique sur les moyens de subsistance et les ressources naturelles. Si la crainte de la violence a rendu les populations réticentes à l'idée de se déplacer pour le commerce et le travail, les forces de sécurité ont elles fermé des marchés, perturbant les échanges et les mouvements internes et transfrontaliers, ont interdit des moyens de subsistance dans certaines zones, limité le déplacement de produits comme les engrais et la taille de cultures (voir partie 2.4). Ces mesures ont lourdement affecté le mode de vie de nombreuses personnes, là où les populations ne peuvent plus rejoindre de nouvelles zones (fertiles) où cultiver, pratiquer de l'élevage ou pêcher. Ainsi, l'une des stratégies essentielles pour s'adapter au changement climatique leur est refusée. Avec un accès aux ressources limité dans toute la région, la capacité de la population à trouver des moyens de subsistance et à vendre ou à acheter des produits a diminué.

SCHÉMA 10 RESTRICTIONS SUR LES DÉPLACEMENTS ET LE COMMERCE TRANSFRONTALIERS



Cette carte montre un choix de restrictions à titre indicatif et non pour une analyse approfondie. Ce choix est basé sur l'étude effectuée sur le terrain. Les frontières, noms et désignations apparaissant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation officielle de la part d'adelphi ou des parties responsables du financement. © adelphi

Les restrictions de mouvement et de l'accès aux ressources, aux alentours des camps ou des implantations de déplacés internes et de réfugiés, ont abouti à la vaste déforestation de ces zones qui leur fournissaient du bois pour se préparer à manger. La destruction des arbres entourant le camp de réfugiés de Minawawo au Cameroun, abritant près de 60 000 réfugiés nigériens, est l'un de ces nombreux exemples consternants dans la région. Certes, de nombreuses agences humanitaires distribuent de la nourriture, et certaines commencent à distribuer des réchauds, mais peu d'entre elles fournissent le combustible nécessaire à leur fonctionnement.

Cela pose également un problème de sécurité. En particulier au Nigeria, les personnes doivent s'éloigner des zones habitées pour ramasser du bois. Cela entraîne bien sûr une déforestation plus vaste, et les personnes chargées de chercher le bois risquent d'être attaquées, enlevées, violées ou tuées par les combattants des groupes d'opposition armés, ou même suspectées par l'armée de transmettre des informations à ces groupes-mêmes et d'être associés à eux. Ces communautés sont bien conscientes des effets de la déforestation sur la fertilité des sols et l'augmentation de la force des vents, mais ont peu d'autres alternatives pour se préparer à manger. Ainsi, ces conséquences liées à la déforestation affaiblissent encore plus la capacité d'adaptation des communautés.

Les régions qui n'ont pas été touchées par le conflit ont également souffert. Par exemple, au Cameroun, les agriculteurs qui cultivaient traditionnellement des produits à l'exportation pour le marché nigérien doivent maintenant trouver d'autres marchés dans leur propre pays. Notamment, le blocage de l'accès au marché de Baga au Nigeria, centre commercial stratégique pour sa proximité au Niger, au Tchad et au Cameroun, a entraîné une énorme perte pour les marchands, pêcheurs, éleveurs de troupeaux et transporteurs au Niger. Le conflit a également réduit les importations de pièces de bateaux dont ont besoin les pêcheurs dans les pays voisins du Nigeria. Les pays ne peuvent plus se procurer de produits du nord-est du Nigeria ou compter sur les échanges commerciaux traditionnels dans cette région. Les personnes interviewées ont mentionné que les prix avaient brutalement changé de ce fait.

“ Je suis vendeuse de poisson, et mon problème principal, c'est qu'il n'y a plus de marché maintenant. Il n'y a que celui-ci jusqu'à Diffa, ils ont fermé tous les autres. Quand on pêche, on n'a pas la possibilité d'aller à un endroit éloigné comme le Nigeria pour vendre ses produits. C'est le problème principal auquel nous sommes confrontés.”

- Marchande de Bosso, Niger

“ Lorsque les frontières nigérianes sont fermées, l'économie du Niger est bloquée.”

- Femme à Bosso, Niger

Il est important de savoir également que de nombreuses personnes circulent entre les quatre pays sans carte nationale d'identité. Elles ignorent à quel pays elles appartiennent. Au Cameroun par exemple, beaucoup de personnes vivent dans des communautés transfrontalières et n'ont pas de pièce d'identité parce qu'elles n'ont pas été inscrites au registre à leur naissance. Pendant la crise, cela a sérieusement entravé leur liberté de mouvement.

Ces dynamiques touchent tout le monde, quels que soient les moyens de subsistance, mais de façon différente. Ceux qui continuent de pratiquer des échanges transfrontaliers doivent prendre des itinéraires plus longs qui réduisent leurs gains à cause des coûts de transport plus élevés et de l'argent soutiré aux postes de contrôle dans la région. Les femmes sont confrontées à des problèmes particuliers à cause des normes sociales et des rapports de force entre les sexes, mais la nature de ces difficultés peut différer suivant les formes d'oppression et de marginalisation. Les groupes ethno-linguistiques comme les Buduma, les Kanuri et les Peuls ont tendance à être associés aux groupes d'opposition armés dans l'esprit des forces de sécurité et des responsables gouvernementaux. Ainsi, ces peuples sont stigmatisés, confrontés à des restrictions de mouvement et à la méfiance des forces gouvernementales lorsqu'ils se rencontrent dans des zones non contrôlées par celles-ci. Les nombreuses personnes qui se retrouvent handicapées suite aux événements violents survenus sont confrontées à des difficultés particulières pour subvenir à leurs besoins, étant donné que leur capacité à reprendre leurs activités est amoindrie par leur handicap, en l'absence d'un filet de sécurité social et du fait de leur stigmatisation, de leur marginalisation et de réseaux sociaux affaiblis. De ce fait, les personnes invalides sont encore plus incapables de subvenir à leurs besoins.

ÉROSION DE LA COHÉSION SOCIALE

Le troisième facteur qui a affaibli les capacités d'adaptation a été la répercussion du conflit sur la cohésion sociale. Les données sur le terrain obtenues pour cette évaluation ont clairement montré que les relations et la confiance sont amoindries à différents niveaux, notamment :

- Au niveau individuel
- Au niveau familial
- Au niveau communautaire
- Entre les communautés et le gouvernement



Au niveau individuel, les personnes interviewées ont parlé de leur capacité réduite à faire face aux problèmes. Les traumatismes et la détresse psychologique sont importants. Les personnes interrogées ont parlé de l'augmentation de la consommation de drogues, en particulier du Tramadol, un analgésique opiacé bon marché, pour pallier à la dépression liée à la violence, au chômage et au conflit. Pour les personnes qui souffrent notamment d'un handicap, qui sont stigmatisées, marginalisées et dépendantes d'une aide, car séparées des proches qui s'occupaient d'elles, la violence a été particulièrement dévastatrice.

Au niveau familial, les relations entre les générations sont devenues très tendues, les parents étant dans l'incapacité de s'occuper de leurs enfants, et les générations plus âgées ayant tendance à considérer les jeunes comme problématiques. Quelques jeunes personnes interviewées ont déclaré se sentir abandonnées à cause de la corruption, de la négligence et de l'inaction des générations plus âgées, qu'elles considèrent responsables de la situation actuelle marquée par le conflit et la crise. Beaucoup de jeunes gens ne peuvent pas se marier, car les hommes ne peuvent pas payer la dot et les familles des femmes ne peuvent fournir de cadeaux de mariage. Beaucoup de femmes et de jeunes filles dont les époux ont été tués, sont emprisonnés ou disparus, sont forcées de trouver des solutions de survie pour leurs proches dépendants et elles-mêmes. Même lorsque les maris sont présents, de nombreux mariages sont rompus. De nombreuses allégations de violence contre les femmes ont été signalées, notamment de violence domestique et de prostitution forcée, car celles-ci doivent lutter pour obtenir de la nourriture ou de l'argent. Cela met en lumière les conditions différentes entre hommes et femmes, les hommes ayant plus facilement la possibilité de partir pour rechercher du travail. Les femmes, au contraire, trouvent qu'il est plus difficile pour elle de s'adapter ou de se déplacer à cause des normes sociales qui les retiennent à leur foyer et aux enfants.

“ Parfois, nos maris s'emporent et nous ignorons pourquoi. S'il y a eu une querelle dehors avec un fermier, l'ambiance à la maison est mauvaise, et nous avons même peur de parler. Nous entendons des disputes violentes chez nos voisins, donc nous savons qu'il y a des problèmes dans d'autres foyers.”

- Femme peule à Daram, Cameroun

Au niveau communautaire, les tensions intercommunales se sont aggravées à certains endroits. Dans les zones où se trouvent un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés, les relations sont tendues, car les communautés d'accueil se sentent lésées vis-à-vis des réfugiés qu'elles perçoivent comme bénéficiaires d'une aide humanitaire plus importante.

Enfin, la confiance entre le gouvernement et les communautés locales s'est étiolée en de nombreux endroits dans la région.

Amnesty International a déclaré que les forces de sécurité gouvernementales au nord-est du Nigeria ont traité les populations locales avec méfiance et négligence. Comme indiqué ci-dessous de manière plus détaillée, les femmes surtout souffrent de violence et de violations perpétrées par les forces de sécurité.⁴⁹ Cependant, il est important de comprendre que la relation entre l'État et les communautés locales est complexe et diffère selon les régions et dans les pays mêmes. Par exemple, de nombreux Tchadiens louent l'armée pour la sécurité qu'elle apporte, mais se plaignent qu'elle soutire de l'argent aux postes de contrôle. Aussi, la capacité des forces de sécurité à protéger ou leur tendance à s'attaquer aux civils dépendent beaucoup des compétences ou du comportement de chaque commandant militaire.

Dans toute la région, la différenciation est essentielle, et c'est un des points clés de cette évaluation. Certains groupes ethniques sont visés dans certains pays. Au Tchad par exemple, les forces de sécurité visent les Buduma. Les conséquences d'une décennie de violence sur le tissu social de la région varient d'un endroit à l'autre. Par exemple, le Cameroun vit une meilleure cohésion sociale et une résilience plus élevée par rapport au Nigeria avec un taux élevé de mariages mixtes entre différents groupes ethno-linguistiques et religieux, un engagement dans des activités de subsistance communes et interdépendantes, et une plus grande tolérance religieuse, y compris pour les religions autochtones. Les trois autres pays ne sont pas aussi tolérants. Au Niger, les stratégies communautaires et gouvernementales de gestion des conflits ont tendance à être plus fortes. Au Tchad, les actions de l'armée pour protéger les communautés des attaques étaient perçues comme relativement efficaces.

Au sein d'un même pays, les relations intercommunales diffèrent massivement. La violence a pu autant entraîner le rapprochement de certains groupes que leur fragmentation. Par exemple, au Nigeria, le conflit entre chrétiens et musulmans à Gwoza et à Borno a été intensifié par les actes des groupes d'opposition armés et l'impression chez les chrétiens que leurs voisins musulmans les méprisaient, à cause des prédications du JAS. Les chrétiens pensaient également que les musulmans identifiaient leurs maisons, leurs écoles et leurs entreprises pour servir de cibles aux attaques du JAS. Inversement, à Biu (également situé dans l'État de Borno), la communauté entière s'est regroupée au-delà des différences ethniques et religieuses pour combattre un ennemi commun, perçu comme semant la discorde.⁵⁰

49 Amnesty International 2018 : They took our husbands and forced us to be their girlfriends: Women in North East Nigeria starved and raped by those claiming to rescue them.

50 Nagarajan, Chitra 2017 : Conflict Analysis of Northeast Focal States: Biu, Bursari, Gombi, Hawul, Hong, Jakusko, Jere and Kaga Local Government Areas. Catholic Relief Services.



Ensemble, la variabilité climatique, l'absence d'institutions fortes et les restrictions de mouvement augmentent la probabilité de conflit autour des ressources naturelles comme les zones de pêche.



2 CONFLITS LIÉS AUX RESSOURCES NATURELLES

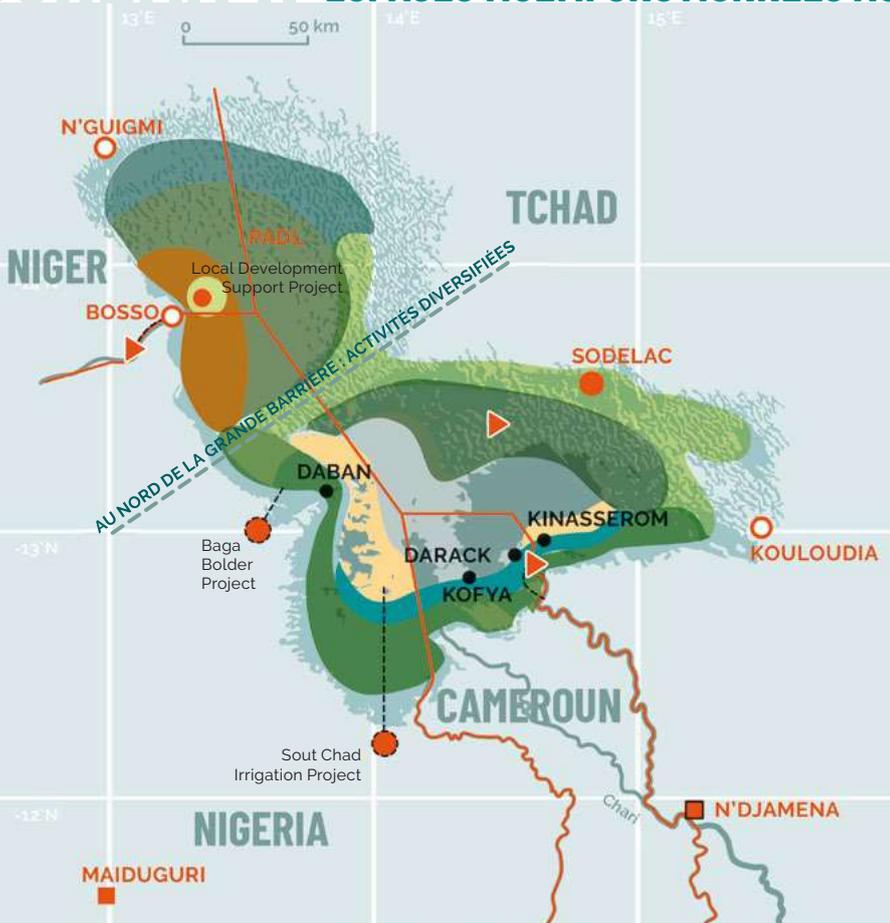
RISQUE

Les conflits liés aux ressources naturelles tels que les terres, l'eau, les forêts ne sont ni spécifique à la région du lac Tchad ni un phénomène nouveau pour cette région. La différence entre aujourd'hui et le passé, c'est la diminution de la capacité à trouver des solutions pacifiques. Les stratégies de gestion des conflits, qui fonctionnaient avant au niveau personnel ou nécessitaient l'implication de leaders communautaires, ne marchent plus maintenant, selon de nombreuses personnes interviewées. L'effondrement des systèmes de gouvernance communautaire a contribué à ce résultat, de nombreux leaders communautaires étant perçus comme politisés, même avant le conflit. De plus, de nombreux leaders ont été tués ou sont partis, ont perdu la confiance de la communauté, ont été suspectés de participer au détournement de l'aide humanitaire ou dépassés par le nombre de personnes vivant sous leur juridiction.

Ces dynamiques ont été aggravées par le conflit violent lié au combat entre les groupes d'opposition armés et les forces de sécurité. Une accumulation de problèmes : les restrictions de mouvements par l'armée, la peur des groupes d'opposition armés et des forces de sécurité, la défaillance des systèmes de résolution au conflit et le changement climatique, ont abouti au fait qu'un plus grand nombre de personnes se sont retrouvées dépendantes de moins de ressources dans des zones densément peuplées. Comme le montre la carte de l'illustration 1, les terres autour du lac Tchad sont utilisées de différentes façons. Cela permet

aux populations de subvenir à leurs besoins en recourant à des méthodes diverses. Mais cela signifie aussi que comme les personnes recourent à un panachage d'activités d'agriculture, d'élevage et de pêche, les tensions ne sont pas toujours liées à différents groupes dépendant d'un moyen de subsistance en concurrence directe pour les terres. Les groupes se disputent l'accès et l'utilisation des terres à différentes époques face au changement des phénomènes climatiques.

SCHÉMA 11 ESPACES MULTIFONCTIONNELS AU LAC TCHAD



PRÉDOMINANCE DE LA PÊCHE

- La pêche est importante de janvier à juin.
- Zone enclavée, rarement visitée
- Postes de pêche temporaires (source de poissons frais) et concentration saisonnière de troupeaux

PRÉDOMINANCE DE L'AGRICULTURE DE DÉCRUE, ÉLEVAGE TRANSHUMANT

- Agriculture dense, pêche secondaire
- Utilisation traditionnelle des terres isolées, forte migration saisonnière

UTILISATION DES TERRES AGRICOLES INTÉGRÉE DANS LES SYSTÈMES MULTI-UTILISATEURS

- Utilisation moderne des terres agricoles
- Fonctionnel
- Non-fonctionnel
- Irrigation à petite échelle

PRÉDOMINANCE DE L'ÉLEVAGE TRANSHUMANT AVEC

- Pêche et agriculture de décrue importantes
- Agriculture pluviale, des oueds et de décrue imprévisible, exploitation forestière
- Agriculture pluviale, exploitation forestière locale

AUTRES SYSTÈMES

- Agriculture ou pêche dépendant des crues, migration temporaire importante, élevage transhumant
- Activités multiples Buduma et élevage transhumant, " exploitation forestière "
- Grand centre de pêche
- ▶ Conflit autour de la ressource

Les frontières, noms et désignations apparaissant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation officielle de la part d'adelphi ou des parties responsables du financement. Raimond, Christine et Charline Rangé 2015 : Les systèmes d'activités des populations riveraines. Dans : Magrin, Géraud ; Jacques Lemoalle et Roland Pourtier (eds.) 2015 : Atlas du lac Tchad. Paris : IRD Éditions/Passages, p.120-123. © adelphi

“ La crise est entre les agriculteurs et les éleveurs parce que lorsqu'un agriculteur finit de cultiver son produit... Les troupeaux arrivent et mangent les cultures, laissant la ferme vide, ce qui provoque une crise entre les agriculteurs et les éleveurs.”
- Femme âgée à Baga, Nigeria

Les personnes interviewées dans les quatre pays ont parlé de conflit entre les agriculteurs et les éleveurs au sujet de l'accès et de l'utilisation des terres, en particulier à cause de l'augmentation de la population due à la croissance naturelle et à l'immigration interne. Ces incidents de conflit violent ne se limitent pas à ceux entre les agriculteurs et les éleveurs. Ces dernières décennies, la violence a aussi éclaté entre personnes n'ayant pas les mêmes moyens de subsistance. La région de Diffa au Niger a vécu plusieurs affrontements violents entre éleveurs de différents groupes ethno-linguistiques aux sources d'eau, dans un contexte où des éleveurs, vivant une désertification croissante, quittent les zones au nord du Niger à la recherche d'eau. Au Tchad, différents sous-groupes d'éleveurs Buduma se sont parfois affrontés au sujet de l'appropriation des îles du lac Tchad.



Avant, il y a des années de cela, il n'y avait pas beaucoup de tensions entre les pêcheurs, mais de nos jours, si on veut attraper du poisson, on peut avoir des ennuis, parce que certains pêcheurs disent que tel ou tel endroit leur appartient... Tu n'as pas le droit de pêcher chez moi, va pêcher chez toi."

- Pêcheur âgé à Zimado, Cameroun

Des pêcheurs au Cameroun ont parlé du conflit issu des projets de barrages et hydrauliques qui ont réduit les stocks de poissons dans certaines rivières alimentant le lac Tchad. Ces moyens de subsistance ont aussi été influencés par la variabilité des précipitations. Lorsque les précipitations sont faibles, les rivières ne contiennent pas autant de poissons que lorsqu'elles sont abondantes. Les pêcheurs doivent maintenant parcourir de plus grandes distances qu'avant pour trouver du poisson et sont confrontés à la résistance de plus de pêcheurs locaux qui menacent les nouveaux arrivants et insistent sur le fait que la zone leur "appartient". Au Tchad, les pêcheurs, en particulier des réfugiés du Nigeria, ont déclaré qu'on leur a demandé de payer des droits plus élevés qu'aux communautés locales pour pouvoir pêcher dans certaines zones. Ces pêcheurs n'ont pas le droit de pêcher près de certaines îles, même s'ils proposent de payer. La tension s'est accrue entre PDI, réfugiés et éleveurs au Niger, car les PDI et les réfugiés coupent de l'herbe pour la vendre aux éleveurs, qui pourraient normalement faire paître leur bétail sans rien payer.

La gravité des conflits liés aux ressources naturelles peut varier d'une tension accrue à l'effondrement des relations communautaires et au conflit violent. Ces conflits peuvent être liés à différents facteurs et devenir le point de basculement qui mène à l'escalade de tensions présentes auparavant. Le changement climatique n'est pas forcément le seul facteur direct à l'origine des tensions liées aux ressources, mais les litiges se placent dans un contexte de facteurs divers qui peuvent être aggravés par le changement climatique.

Notre étude a montré que la fréquence et la gravité des conflits liés aux ressources varient selon les pays et à l'intérieur même des pays en fonction du contexte. Dans certains cas, les conflits violents liés au combat entre les forces de sécurité, les groupes d'opposition armés et les milices communautaires entraînent l'affaiblissement temporaire des conflits liés aux ressources naturelles, tandis que les moyens de subsistance sont essentiellement interrompus, mais ces conflits montrent des signes de reprise dès que la stabilité revient. Cette tendance doit être surveillée de près et soigneusement planifiée pour assurer des stratégies de maintien de la paix une fois la stabilité revenue.

ENCADRÉ 7 POLITIQUE D'UTILISATION DES TERRES

Ces 70 dernières années, l'utilisation des terres entourant le lac Tchad est principalement basée sur des normes coutumières et dépend de différents critères comme la taille du lac, la tendance démographique, des facteurs technologiques et, depuis tout récemment, du changement climatique et du conflit en cours. De nombreux habitants autour du lac gagnaient leur vie en associant leurs activités de pêche à l'agriculture et à l'élevage. Ces combinaisons d'activités variaient en fonction des saisons, de l'année, du lieu d'habitation, des racines géographiques et culturelles, de l'accès aux ressources naturelles (y compris des droits fonciers), et de la disponibilité de capitaux et d'emplois. Un des éléments clés à la base de ce système était la possibilité de migrer, surtout dans le bassin nord où la variabilité des crues est la plus forte.

Ainsi, la réglementation de l'accès aux ressources est une des questions essentielles liée la gestion du territoire. Actuellement, l'accès aux ressources dépend en grande partie des systèmes coutumiers. La fluctuation des rives du lac depuis les années 1960 a entraîné l'ajout de nouveaux règlements régissant la répartition de zones de pêche, de couloirs pour le bétail et de zones inondables. À cela se sont greffées des inégalités croissantes et l'exclusion de certains groupes comme les jeunes, les migrants récents et les éleveurs. Avec l'intensification des effets du changement climatique, il est essentiel que la gestion du territoire et les politiques d'utilisation des terres affrontent à l'avenir ces difficultés multiples. Une des priorités immédiates serait d'établir des règles plus claires et plus légitimes en termes d'accès aux ressources.⁵¹

Pour tirer profit au maximum du lac, l'espace qui l'entoure est utilisé de différentes façons. En fonction du niveau des eaux, le même espace peut être utilisé pour la pêche, l'agriculture et l'élevage. Aux abords du lac, où le risque de crues est le plus élevé, les activités vont de l'agriculture au pastoralisme et à la pêche suivant le niveau du lac. Plus loin du lac, la culture des terres devient moins dominante et le

⁵¹ Lemoalle J. et G. Magrin (eds.) 2014 : *Le développement du Lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*. Marseille : Éditions IRD, Expertise collégiale, édition bilingue français-anglais, p. 154.

pastoralisme augmente à nouveau. Avec la densité démographique croissante, la pression foncière augmente tout comme les tensions entre activités, en particulier lorsque le niveau du lac change plus que les années précédentes.⁵²

L'émergence du conflit a rendu encore plus complexe une situation déjà difficile. Les droits fonciers et les droits d'accès aux ressources sont majoritairement non codifiés, souvent conservés dans la mémoire vivante des leaders communautaires. S'il régnait auparavant des impressions de partialité et de politisation, avec le conflit, un grand nombre de leaders se sont enfuis, ont été tués ou perçus comme détournant l'aide humanitaire, ce qui a ébranlé l'efficacité de ces systèmes et la confiance que la population pouvait avoir en eux. En outre, l'arrivée d'un grand nombre de personnes déplacées et leur installation dans les zones urbaines ou les camps de PDI mettent la capacité des systèmes de gouvernance communautaire à rude épreuve.⁵³



52 Lemoalle J., Magrin G. (eds.), 2014 – *Le développement du Lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*. Marseille, Éditions IRD, Expertise collégiale, édition bilingue français-anglais, p. 153-154.

53 FAO 2017 : Lake Chad Basin Crisis Response Strategy (2017–2019). Consulté le 25 mars 2019 sur <http://www.fao.org/3/a-i7078e.pdf>.

RISQUE

3

LE RECRUTEMENT ET LE MAINTIEN DES RECRUES DANS LES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS

La violence compromet la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique, qui inversement, aggrave les principaux facteurs du conflit et intensifie la crise humanitaire. Ainsi, on ne s'attaque pas aux causes profondes de la violence dans la région du lac Tchad, qui continuent de s'aggraver. Cette boucle de rétroaction joue le jeu des groupes d'opposition armés qui parviennent à recruter, à fidéliser les recrues et même à les faire revenir dans leurs rangs.

Cinq facteurs corrélés sont essentiels pour comprendre la montée des groupes d'opposition armés dans la région : les doctrines religieuses, la pauvreté et l'inégalité, le contexte politique d'élections électorales suite à la transition post-démocratique de 1999, le contexte géographique et international, et l'engagement personnel des participants.⁵⁴ Les motivations varient suivant les pays et les régions. Au Tchad, lorsque des membres de groupes ethniques majoritaires excluaient socialement ceux de groupes ethniques minoritaires, il est vraisemblable qu'ils attisaient l'intérêt de ces minorités à rejoindre des groupes d'opposition armés. Au Niger, les perspectives économiques étaient à l'origine de cette motivation, tandis qu'au Nigeria, des prédications religieuses convaincantes ont joué un rôle plus important.

L'appartenance au JAS ou à l'ISWAP assure aux recrues non seulement un salaire, mais aussi une visée religieuse plus grande, la possibilité de gagner le respect, l'appartenance à une communauté dans des sociétés souvent dominées par des hiérarchies enracinées et basées sur l'appartenance ethnique, le sexe et l'âge.⁵⁵ Comme la violence perdurait, un désir de vengeance envers les violations des droits humains commises par les forces de sécurité nigérianes, réelles ou perçues comme telles, est devenu un des motifs clés du recrutement.⁵⁶ Parmi les combattants observés dans l'une des analyses, 57 pour cent ont mentionné que le désir de vengeance, vis-à-vis de l'armée surtout, les a fortement influencés ou fut leur seule raison pour rejoindre les groupes d'opposition armés.⁵⁷

54 Mustapha, A.R., 2015 : Understanding Boko Haram. Dans Mustapha, A.R. (ed.) *Sects and Social Disorder: Muslim Identities and Conflict in Northern Nigeria*, Woodbridge: James Currey.

55 Chitra Nagarajan, 2018 : *We were changing the world: Radicalisation and empowerment among young people associated with armed opposition groups in Northeast Nigeria*. Equal Access.

56 Comme l'a indiqué le président Buhari dans son discours d'investiture en mai 2015.

57 Botha, Anneli and Mahdi Abdile 2016 : *New evidence: Neighbours not firebrand imams recruit fighters to Boko Haram: summary of study by Finn Church Aid*. Consulté le 2 juin 2019 sur <https://www.kirkonulkomaanapu.fi/en/latest-news/news/new-evidence-friends-not-firebrand-imams-recruit-fighters-to-boko-haram/>.





Les groupes d'opposition armés ont su tirer profit des décennies de négligences et d'absence de services sociaux pour recruter de nouveaux membres.

“

[Les groupes d'opposition armés] s'en prennent à la jeunesse. Lorsqu'ils procèdent à des enlèvements, ils prennent toujours des jeunes, car ils ont une longue vie devant eux, si tu les rejoins, ils te laissent en vie. Si tu ne le fais pas, ils te tuent.”

- Personne interviewée à Monguno, Nigeria

Les normes sexospécifiques peuvent être d'autres facteurs mobilisateurs, qui agissent de façons différentes pour les filles, les femmes, les garçons et les hommes. Les femmes et les filles rejoignent les groupes d'opposition armés pour obtenir une autonomie (relative), un certain statut et un savoir religieux, et pour participer au changement politique et sociétal.⁵⁸ Certaines femmes et filles ont rejoint ces groupes, espérant obtenir l'accès promis à l'éducation ou plus de mobilité sociale. Cependant, certaines femmes ont déclaré avoir été déçue ultérieurement par les règles strictes du groupe qui limitaient leurs rôles et leurs possibilités. Souvent, elles n'étaient pas autorisées à quitter la maison et à rencontrer d'autres personnes. Elles ont été victimes de violences domestiques et d'actes de violence importants. En même temps, les jeunes hommes sont confrontés à la pression sociale : on attend d'eux qu'ils se marient, trouvent un emploi et soient à la tête d'un foyer, tout ce qui confère le respect et un certain statut, et que l'on considère comme des étapes de la vie à passer pour devenir un homme. Mais satisfaire à ces idéaux masculins est devenu difficile, étant donné le nombre limité d'options en matière de moyens de subsistance, l'accès aux moyens de

⁵⁸ Mercy Corps 2016: Motivations and empty promises : Voices of former Boko Haram combatants and Nigerian Youth. Consulté le 7 avril 2019 sur <https://www.mercycorps.org/research/motivations-and-empty-promises-voices-former-boko-haram-combatants-and-nigerian>.

subsistance dépendant souvent de la corruption, du népotisme et des inégalités, ce qui a incité des hommes et des garçons à rejoindre les groupes d'opposition armés.⁵⁹

Depuis des décennies, le bassin du lac Tchad est l'une des régions à avoir été les plus négligées dans les quatre pays en matière de services de santé et d'éducation. Les groupes d'opposition armés ont su tirer profit de cette lacune en fournissant des services que n'offrent pas les gouvernements. Leurs membres apprécient donc l'éducation religieuse, la santé, la nourriture et l'accès à des capitaux que les groupes d'opposition armés fournissent.⁶⁰

La réaction des forces de sécurité, qui entraînait la restriction de moyens de subsistance, est également un des facteurs qui ont poussé certaines personnes vers les groupes d'opposition armés. Au Niger, le gouvernement a déclaré la zone autour du lac Tchad, la plus fertile de la région de Diffa, interdite aux civils. Il a également limité la pêche et la culture du piment rouge. Ces mesures ont notamment poussé les civils à entreprendre des échanges commerciaux avec les groupes d'opposition armés afin de gagner de l'argent, même s'ils n'avaient ni affinité ni liens avec eux ou leurs objectifs.

Rejoindre les groupes d'opposition armés est devenu chose courante, souvent pour profiter de conditions matérielles meilleures comparé au mode de vie mené précédemment et aux perspectives actuelles pour ceux qui vivent dans un camp de PDI sans perspective d'emploi.⁶¹ Malgré les restrictions imposées par les groupes d'opposition armés, les jeunes femmes surtout considèrent que vivre dans la forêt avec le groupe est plus digne que vivre dans un camp, où elles se sentent menacées d'exploitation sexuelle ou de viols et dépendantes des organisations humanitaires pour se nourrir.⁶² Parallèlement, pour les hommes jeunes qui ont goûté au statut, à la puissance et au respect que confèrent le port des armes et l'affrontement de la violence, il est souvent très difficile de revenir à la société traditionnelle et d'accepter d'être un jeune homme comme un autre, sans emploi, à qui on manque parfois consciemment de respect, sans nourriture ni abri, et obligé de faire des tâches viles comme avilissantes pour survivre.

59 Chitra Nagarajan, 2018 : We were changing the world: Radicalisation and empowerment among young people associated with armed opposition groups in Northeast Nigeria. Equal Access.

60 Nagarajan, Chitra 2018: We were changing the world; Mercy Corps 2016: Motivations and empty promises. Voices of former Boko Haram combatants and Nigerian youth.

61 Nagarajan, Chitra 2018: We Were Changing the World.

62 Moaveni, Azadeh 2019: What would make a woman go back to Boko Haram? Despair. In: The Guardian 14.01.2019. Retrieved on 07 April 2019 from <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jan/14/woman-boko-haram-nigeria-militant-group>.

4 RISQUE

DES RÉACTIONS MILITAIRES AUTORITAIRES

Les armées nationales et la Force multinationale mixte (FMM), coopérant avec les milices communautaires, ont su instaurer une paix relative dans la région, mais leurs approches fortement militarisées compromettent souvent directement et indirectement les moyens de subsistance des populations locales et conduisent à des violations des droits humains, à des préjudices directs et indirects et à une protection insuffisante pour les civils. Leurs approches, essentiellement centrées sur la conquête du territoire et l'affrontement avec les combattants des groupes d'opposition armés, manquent souvent de sensibilité vis-à-vis des moyens de subsistance, des stratégies utilisées pour faire face au changement climatique et des autres besoins des populations locales. Un grand nombre de personnes interrogées dans le cadre de nos recherches ont cité le harcèlement de la part des forces de sécurité ainsi que la défiance et la frustration de la communauté face aux mesures sécuritaires comme des raisons incitant à rejoindre les groupes d'opposition armés.

Les sections précédentes ont déjà décrit comment la restriction des mouvements a bloqué les voies commerciales et fermé des marchés. En plus de cela, l'armée a restreint directement les moyens de subsistance. Au Niger, par exemple, l'armée a limité la pêche et la culture du piment rouge dans les zones proches du lac, parce qu'elle supposait que les bénéfices servaient à financer les groupes d'opposition armés. Dans d'autres régions, les cultures hautes ont été détruites et interdites, car les militaires craignaient que les groupes d'opposition armés puissent s'y cacher. Au Nigeria également, des restrictions de pêche dans le lac Tchad sont imposées depuis un certain temps.

“**Vous savez que les militaires nous ont torturés ?... Mais j'ai peur d'en parler à cause... de ce qu'ils font maintenant. Si vous parvenez à attraper du poisson..., vous devez automatiquement donner [aux militaires] 3 000 nairas [devise locale équivalant à 8,35 USD].”**
- *Personne interrogée à Doron Baga, Nigeria*

De même, au Tchad, l'armée a interdit la pêche, l'agriculture et les déplacements dans certaines zones, en particulier dans les îles très fertiles et productives sur le lac. Toute personne qui entre dans ces zones interdites est considérée comme un collaborateur des groupes d'opposition armés. On observe aussi cela dans d'autres pays de la région du lac Tchad lorsque les personnes s'aventurent loin des centres de population à la recherche de bois à brûler. Dans la région, il arrive souvent que les militaires suspectent et arrêtent des personnes appartenant à certains groupes ethniques comme les Buduma et les Kanuri, ou à certains groupes démographiques comme les jeunes hommes. Les civils sont coincés entre la nécessité de

gagner de l'argent, y compris en se livrant à des activités interdites et en vendant des marchandises aux groupes d'opposition armés, et le risque d'être perçus comme des collaborateurs de ces groupes et d'être pris pour cible par les forces de sécurité.

Autrement dit, la sécurité relative mise en œuvre par l'armée n'est pas toujours gérée de façon très efficace. Par exemple, le gouvernement camerounais se montre réticent à fournir des escortes aux acteurs humanitaires qui tentent d'accéder aux personnes vulnérables malgré le besoin impérieux d'assistance.⁶³

Le recours systématique aux solutions militaires a débouché sur des violations des droits humains. Le retour forcé de réfugiés nigériens organisé par l'armée camerounaise a conduit à des violations des droits humains et a compromis la capacité des personnes à se remettre du déplacement.



Personne menant l'entretien : Les soldats paient-ils les femmes pour qu'elles couchent avec eux ou leur promettent-ils de la nourriture en échange de relations sexuelles ?
Personne interrogée : Oui, mais les soldats leur mentent."

- Jeune femme, Monguno, Nigeria

Les femmes et les filles font l'objet de violences et d'abus commis par les militaires. Dans le nord-est du Nigeria, leur position est devenue encore plus vulnérable, car bon nombre de leurs pères, frères, maris et fils ont été arrêtés par l'armée et sont confinés dans des camps avec des personnes à leur charge. Ces femmes luttent souvent pour subvenir aux besoins de leurs familles et sont ainsi exposées à un risque d'exploitation et d'abus sexuels.⁶⁴ Là encore, cela varie dans la région. En 2017, International Crisis Group a constaté que l'armée nigérienne, même si ses soldats avaient commis des abus, s'était mieux comportée que ses homologues au sein de la FMM.⁶⁵ La réponse lourdement militarisée à la crise a eu pour effet combiné de saper la capacité d'adaptation de bien des manières, et d'éroder les relations entre État et citoyens. La confiance entre les pouvoirs publics et les populations autour du lac Tchad doit être rétablie et un contrat social doit être créé pour permettre la résilience et le développement futurs.

⁶³ International Crisis Group (ICG) 2018: Cameroon's Far North: A new chapter in the fight against Boko Haram. Retrieved on 08 April 2019 from <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/263-extreme-nord-du-cameroun-nouveau-chapitre-dans-la-lutte-contre-boko-haram>.

⁶⁴ Amnesty International 2018 : Ils ont pris nos maris et ont fait de nous leurs "compagnes".

⁶⁵ ICG 2017 : Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection. Consulté le 8 avril 2019 sur <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/niger/245-niger-and-boko-haram-beyond-counter-insurgency>



A l'avenir, toute planification relative à la stabilisation, à l'effort de paix et au développement durable dans la région du lac Tchad doit tenir compte du climat et de la fragilité.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Chacun des risques posés par le climat et la fragilité décrits plus haut affecte les autres risques et le contexte déjà fragile, créant un cercle vicieux de vulnérabilité au changement climatique, de conflit et de fragilité. Cet effet de rétroaction menace de pérenniser la crise actuelle et entrave les possibilités de sortir la région de cette situation de conflit et de fragilité.

Toute planification future en faveur de la stabilisation, de la consolidation de la paix et du développement durable dans la région doit tenir compte des interactions possibles entre le changement climatique et les scénarios futurs, comme ceux décrits plus haut, et doit prévoir ses réponses en conséquence. Des évaluations continues des risques posés par le climat et la fragilité seront un aspect important de ce processus.

- Le changement climatique accentue davantage les défis des communautés : alors que l'insécurité alimentaire est un facteur essentiel de la vulnérabilité humaine dans la région, les températures croissantes rendront les cultures de base moins viables et entraîneront une baisse d'efficacité des schémas de cultures actuels. Les sols perdront en fertilité en raison de l'effet conjoint de la dégradation anthropique des terres et de la perte d'humidité des sols et de biomasse due à la chaleur. Tous ces facteurs combinés réduiront les rendements alimentaires tout en

entretenant les conditions qui nourrissent le conflit. Par conséquent, les défis du changement climatique doivent être pris en compte parallèlement au conflit afin de sortir du piège du conflit et de contribuer à la consolidation de la paix dans la région.

- La capacité des groupes d'opposition armés à s'adapter : Les groupes d'opposition armés ont montré qu'ils sont résilients et capables de changer et d'adapter leurs identités, stratégies, tactiques et structures organisationnelles. La capacité de l'ISWAP à limiter les préjudices pour les civils lors de ses opérations et les mesures d'engagement communautaire proactives sont susceptibles de changer la donne. L'orientation future du conflit repose principalement sur la détermination des forces de sécurité à prendre des mesures proactives pour protéger les civils, atténuer les préjudices et nouer le dialogue avec les communautés. La faculté des groupes d'opposition armés à recruter à l'avenir dépendra de la réponse apportée aux facteurs qui facilitent le recrutement. Cela implique de s'attaquer à la fois aux causes de conflit et au changement climatique.
- L'avenir des milices d'autodéfense : un certain nombre de milices d'autodéfense sont apparues en réaction aux groupes d'opposition armés. Le rôle qu'elles joueront dans les dynamiques de conflit et de fragilité futures n'est pas clair, notamment en ce qui concerne leur volonté ou non d'être démobilisées et désarmées une fois que la menace des groupes d'opposition armés sera atténuée.
- Urbanisation croissante et problématiques de réinstallation : Le mouvement des populations s'est fait principalement des zones rurales vers les centres urbains. Les principaux défis consisteront à garantir des moyens de subsistance durables dans les zones urbaines et semi-urbaines ainsi qu'à mettre en œuvre des programmes de retour et de réinstallation.
- Le rôle de l'aide humanitaire et de la coopération au développement : une grande partie de l'assistance apportée à la région prend la forme d'une aide humanitaire. La prévisibilité et la transparence de cette aide seront capitales, tout comme le sera l'instauration de liens plus étroits avec la coopération au développement à long terme pour tenter de résoudre les causes profondes de la crise.
- L'accroissement des migrations internes accentue la pression et la compétition autour des ressources naturelles : un écosystème de plus en plus fragile, un changement climatique qui s'aggrave, une incapacité à retrouver des moyens de subsistance et une baisse des niveaux d'aide humanitaire sont susceptibles de décourager les populations, d'amoindrir leur résilience et d'intensifier le conflit autour des ressources naturelles dans la région du lac Tchad. Les situations de plus en plus désespérées peuvent conduire les populations à adopter des stratégies d'adaptation négatives, comme la prostitution, avec des hausses inévitables

de l'exploitation, des abus sexuels et de la déforestation. Ces dynamiques peuvent aussi accroître la migration hors de la région du lac Tchad, par exemple parmi les éleveurs au sud du Tchad, où les agriculteurs et les éleveurs sont déjà en conflit. Il est également possible que l'impact du changement climatique et la désertification dans d'autres zones du Tchad et du Niger accentuent la migration vers les régions voisines du lac si la situation sécuritaire s'améliore. Cependant, toute migration, si elle ne s'accompagne pas d'une gouvernance inclusive et efficace des ressources naturelles et de systèmes de gestion des conflits, risque d'augmenter la pression et la compétition pour les ressources naturelles et de conduire à des conflits violents.

- Réintégration des anciens combattants dans la société : il s'agit d'une tâche urgente et cruciale qui incombe aux gouvernements de la région. Sans réintégration réussie des anciens membres des groupes d'opposition armés, la cohésion sociale continuera de s'affaiblir, les violences risquent de s'intensifier au niveau des communautés et les dynamiques peuvent conduire à une prolongation du conflit. Une composante clé de la réintégration consiste à prévoir des moyens de subsistance viables pour les anciens combattants. La manière de procurer aux anciens combattants des moyens de subsistance dans un climat changeant est capitale pour la durabilité du programme de réintégration et de réhabilitation, mais elle n'a pas encore été étudiée. Des ressources appropriées doivent être affectées à cet objectif à la fois pour les programmes de réintégration et pour les mesures de justice restaurative et transitionnelle.
- La rivalité vis-à-vis des ressources naturelles : à l'avenir, la rivalité vis-à-vis des ressources naturelles est susceptible de se propager, en l'absence d'efforts concertés sur la gestion des terres et de gouvernance, et du fait des inégalités de répartition notables dans la région. Cette tension autour des ressources naturelles peut très bien prendre de l'ampleur après une fois le conflit avec les groupes d'opposition armés fini, étant donné la façon dont les communautés sont affectées par une résilience réduite, par un accès restreint au capitaux, comme la terre et les finances, et en raison de la fertilité accrue des terres laissées en jachère pendant cette période. Ces conflits sont amenés à s'étendre et à s'intensifier, car les problèmes d'accès à leur base sont peu susceptibles de se résoudre rapidement. Une fois ces récits et ces griefs ancrés, il sera très difficile de les modifier. Dans les autres régions du Nigeria et du Tchad, les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont en progression. À l'avenir, notamment si les populations sont en mesure de retourner sur leurs terres et de retrouver leurs moyens de subsistance, les tensions, les conflits et les violences pourraient s'amplifier à moins que les causes sous-jacentes, dont le changement climatique, ne soient traitées. Le Niger pourrait apporter quelques enseignements au reste de la région. Dans ce pays, les responsables gouvernementaux

semblent adopter une approche plus proactive et impartiale des conflits liés aux ressources naturelles. Par exemple, ils facilitent la détermination des dates auxquelles les agriculteurs doivent récolter les cultures et après lesquelles les éleveurs peuvent mener leurs animaux sur les terres agricoles. Ce processus réunit des représentants des communautés d'agriculteurs et d'éleveurs ainsi que des responsables gouvernementaux. Les responsables gouvernementaux souhaitent aussi construire des points d'eau, comme des puits ou des mares-abreuvoirs, dans le nord afin que les éleveurs n'aient pas besoin de migrer dans le sud vers le lac Tchad pour accéder à l'eau.





BRISER LE PIÈGE DU CONFLIT

POINTS ET PRINCIPES POUR AGIR

“COMMENT”, PLUTÔT QUE COMBIEN

Le deuxième chapitre décrit comment le changement climatique interagit avec les autres éléments de la crise. Ce chapitre propose des méthodes pour aborder ces défis.

Lors de la conférence de septembre 2018 à Berlin, les donateurs internationaux ont annoncé le versement de 2,17 milliards d'USD pour accroître l'aide humanitaire, la prévention des crises, la stabilisation et la coopération au développement dans la région du lac Tchad. Il s'agit bien entendu d'une mesure positive, mais ce rapport souligne l'importance non seulement du volume d'aide qui afflue, mais aussi de la **manière** dont les interventions sont planifiées et mises en œuvre, sans négliger l'importance des informations sur lesquelles s'appuient ces interventions.

Cette évaluation constate que bon nombre des stratégies et programmes, des réponses militaires et des initiatives de stabilisation qui ont été déployés dans la région n'ont pas suffisamment pris en compte les risques climatiques ou sont basés sur des informations hydrologiques inexactes – à savoir la théorie obsolète mais souvent répétée de rétrécissement du lac Tchad.

Certaines des réponses militaires ont même affecté la capacité des populations à faire face aux chocs climatiques. Au Nigeria, on estime que 823 000 personnes se trouvent dans des zones auxquelles les groupes humanitaires n'ont pas accès.⁶⁶ Les projets de conservation et de biodiversité, quant à eux, ont tendance à exclure les facteurs sociaux, comme le conflit.⁶⁷ Une analyse de 15 interventions actuelles à grande échelle dans la région, effectuée pour ce rapport (voir l'Annexe 1), a conclu que la vaste majorité des stratégies et des programmes ne tiennent pas compte des conséquences du changement climatique dans le contexte ou s'appuient sur des informations inexactes ou obsolètes sur le changement climatique à propos de la disparition supposée du lac.

Les données originales et l'analyse compilées pour cette étude (dans le chapitre 1) révèlent un contexte climatique et hydrologique différent et plus nuancé de variabilité et de fluctuations accrues des précipitations, mais n'évoquent pas de rétrécissement du lac. En même temps, les analyses du conflit existantes sont non seulement peu nombreuses mais aussi de qualité variable dans les quatre pays, en particulier sur les dynamiques au niveau des communautés.

Jusqu'à présent, aucune des initiatives et conférences n'a permis de faire sortir la région du lac Tchad hors du piège du conflit. Un effort global qui allie développement, sécurité et durabilité est désormais nécessaire pour mettre la région sur une voie plus positive. Aucune

66 Voir, par exemple, le plan de réponse humanitaire pour le Nigeria 2019-2021.

67 P. ex. l'approche de l'analyse diagnostique transfrontalière/du programme d'action stratégique (ADT/PAS) du FEM pour le lac Tchad ne tient pas compte du contexte de conflit et de gouvernance dans le cadre de son approche diagnostique.

SCHÉMA 12

DIX PREMIÈRES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES RISQUES LIÉS AU CLIMAT ET À LA FRAGILITÉ AU LAC TCHAD

INTERVENTIONS POSITIVES QUI POURRAIENT ET DEVRAIENT ÊTRE ENTREPRISES MAINTENANT

4 COMBATTRE LES INÉGALITÉS SEXOSPÉCIFIQUES ET LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

3 ÉLARGIR L'OFFRE ET L'ACCÈS AUX SERVICES

L'accès aux services sociaux comme l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'énergie est essentiel, non seulement pour soutenir les communautés à renforcer leur résilience aux crises, mais aussi pour souder la fracture des relations entre l'État et les citoyens.

2 ENCOURAGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENS

Il faut des programmes pour encourager et ouvrir l'accès à de nouvelles opportunités économiques. Dans les régions où la violence perdure, il faut lutter simultanément contre les problèmes liés au conflit et au climat.

1 CONSTRUIRE LA COHÉSION SOCIALE

Il faut pour cela établir une relation de confiance et d'échanges entre les individus, les groupes et les communautés. Cela signifie aussi d'établir un contrat social entre l'État et la population locale.

5 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GÉRER LES RESSOURCES

Même au cœur d'un conflit, toutes les initiatives prises dans le but de s'adapter au changement climatique, d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et de mieux gérer les ressources naturelles soutiennent l'effort de paix.

6 UTILISER LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

7 DISPOSER DE MEILLEURES INFORMATIONS CLIMATIQUES ET HYDROLOGIQUES

8 INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET LA GOUVERNANCE

9 ADAPTER LES TACTIQUES UTILISÉES POUR COMBATTRE LES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS

Le besoin d'éradiquer la terreur dans l'intérêt des communautés doit être compatible avec les objectifs de modes de vie durables et de légitimité de l'État.

10 ASSURER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET UN DÉVELOPPEMENT À L'ÉPREUVE DU CLIMAT

La croissance à venir dans la région du lac Tchad dépend d'une croissance et d'un développement à l'épreuve du climat. Deux domaines en particulier peuvent être explorés. D'abord, une étude de marché qui tient compte des problèmes du climat et de la fragilité permettrait d'examiner les moyens de résoudre le chômage. Ensuite, il faut privilégier la planification et le financement des besoins en infrastructures à long terme de la région.



organisation ou entité n'est en mesure d'affronter à elle seule la crise multidimensionnelle dans la région du lac Tchad. Toutefois, les nombreuses organisations travaillant dans la région peuvent contribuer à renforcer la résilience et s'assurer, tout au moins, que leurs interventions " n'ont pas d'impact négatif ".

Ce rapport recommande le développement d'interventions globales qui vont au-delà des questions de stabilisation et humanitaires à court terme. Il préconise ainsi une approche basée sur la résilience, guidée par une analyse minutieuse du climat et du conflit, qui formule des interventions efficaces à court et moyen terme, tout en s'efforçant de répondre aux nombreux besoins à long terme de la région.

PREMIÈRES MESURES POUR FAVORISER LA RÉSILIENCE ET LE RÉTABLISSEMENT DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

Les réponses aux risques posés par le changement climatique et la crise actuelle ne semblent pas toujours s'attaquer directement au changement climatique ou à la fragilité. Dans l'ensemble, cette évaluation recommande des approches qui restaurent la cohésion sociale entre les individus, les groupes et les communautés ; le contrat social entre l'État et la population locale qui a été rompu ; et la capacité institutionnelle et infrastructurelle. Pour cela, il est possible de s'appuyer sur les plans existants pour traiter les besoins humanitaires, éducatifs et d'emploi immédiats des individus et des communautés, ainsi que de pratiquer une meilleure gestion des conflits et des efforts de paix. Pour être efficaces, ces initiatives devront viser à comprendre et tenter de résoudre les causes profondes de la crise, y compris les défis naissants liés au climat et à la fragilité.

Nous exposons ci-dessous dix premières mesures générales, avec des exemples spécifiques, dans des domaines d'action qui pourraient servir à lutter contre les risques décrits dans le précédent chapitre.

Bien sûr, du fait de l'instabilité de la région, toutes ces premières mesures ne seront pas appropriées dans chaque contexte. Dans les secteurs où les conditions sécuritaires et les autorités locales sont instables, l'accent devra être mis sur le soutien à l'instauration de moyens de subsistance et à l'accès aux services sociaux, notamment l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie et les informations agro-météorologiques. Dans les zones plus stables, des efforts de transformation, de consolidation de la paix et de développement durable ambitieux à long terme, tels que le (re)développement des infrastructures, peuvent être mis en œuvre.



Une dépendance trop forte de l'agriculture improductive rend le besoin de moyens de subsistance à l'épreuve du climat et/ou non agricoles d'autant plus importants autour du lac Tchad.

1 RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

La cohésion sociale dans et entre les foyers et les communautés, et entre l'État et la population locale, a été affaiblie dans la région. Le conflit a altéré les relations entre les familles, entre les différents groupes d'âge et de professions, entre les PDI/réfugiés et les communautés d'accueil ainsi qu'entre les groupes ethniques. La cohésion sociale est aussi mise à mal par l'augmentation des litiges liés aux droits fonciers et à l'accès aux ressources naturelles. Elle est aussi fragilisée par les déplacements, le comportement des forces de sécurité et le changement climatique. La cohésion sociale s'est améliorée dans certains endroits, mais cela s'est souvent produit en réponse à des groupes d'opposition armés, voire à une action militaire, et peut être considéré comme une réaction à la dégradation de la cohésion à un plus haut niveau.

La cohésion sociale est donc un élément déterminant de la constitution d'une résilience face à ces risques. Pour y parvenir, il faut, entre autres, instaurer une relation de confiance et d'échanges entre les individus, les groupes et les communautés telles que les PDI, les réfugiés et les communautés d'accueil. Cela inclut des efforts pour établir un contrat social entre l'État et la population locale et mettre en œuvre des activités soutenant la capacité institutionnelle des gouvernements locaux et nationaux. Enfin, pour résoudre une crise qui touche en premier lieu la population, il faut se concentrer sur la population même.

Plus spécifiquement, cela pourrait impliquer des mécanismes garantissant l'accès à la justice et le dialogue entre PDI ou réfugiées et populations locales, entre anciens combattants et autres communautés, ainsi qu'entre générations.

Sécuriser le droit foncier contribuerait directement à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale, mais ces politiques doivent tenir compte des aspects liés à la fois au climat et à l'insécurité. Les institutions locales sont confrontées à plusieurs défis en matière de droits fonciers. L'un de ces défis découle des différences socio-économiques entre les populations locales, les PDI et les réfugiés. Ces communautés devraient être invitées à des activités et des rencontres qui facilitent le contact et les échanges réguliers, qui ouvrent le dialogue et encouragent la réintégration, en veillant en particulier à la participation véritable des groupes habituellement marginalisés de la prise de décision, y compris l'ensemble des femmes, des hommes en situation de handicap et des jeunes hommes. Lors de la création de ces programmes, il convient d'intégrer la sensibilisation au climat. Par exemple, lors de la formulation de propositions sur les droits fonciers, les décideurs doivent être conscients de la vulnérabilité climatique de certaines zones et populations. Ces politiques peuvent être renforcées par un soutien via des techniques agricoles, des équipements et des semences adaptés aux besoins des populations de zones vulnérables au changement climatique.



ENCADRÉ 8 COHÉSION SOCIALE, RÉSILIENCE ET JEUNESSE

Les jeunes constituent un élément essentiel pour la résilience de la région du lac Tchad. Les jeunes gens sont particulièrement affectés par le conflit, qui a perturbé leur accès à l'éducation, aux services sociaux et leurs perspectives d'avenir. Certains ont subi des violences extrêmes qui auront un impact à long terme sur leur bien-être psychologique. Même avant le conflit, les niveaux d'éducation dans la région étaient très bas ; le taux de chômage actuel des jeunes au Nigeria est de 38 pour cent et est bien plus élevé dans les États du nord-est. Les jeunes au chômage et non scolarisés, la pauvreté et la privation des droits contribuent à une frustration généralisée. Les jeunes gens qui n'ont pas d'opportunités économiques sont plus susceptibles de se tourner vers des mécanismes d'adaptation négatifs pour générer des revenus, comme le trafic de drogue, et de rejoindre les groupes armés. Une autre conséquence du conflit et du déplacement est le passage tardif de la jeunesse à l'âge adulte. Les jeunes sans famille et/ou non scolarisés présentent un risque élevé de rechercher la protection de gangs criminels et de se livrer à la criminalité et à la violence.

Tous les efforts pour renforcer la cohésion sociale doivent inclure une solution aux fractures intergénérationnelles, inter-groupes et entre État et citoyens. Il est également important de comprendre les différences entre les jeunes des villes et des zones rurales. Les premiers ont un meilleur accès à l'information et souvent une meilleure capacité à se mobiliser. Les différences entre les groupes d'âge devraient aussi être étudiées. Par exemple, au sein de la vaste catégorie des "jeunes", il existe un chaînon intermédiaire de jeunes gens âgés de 15 à 20 ans qui sont trop vieux pour les programmes d'éducation mais trop jeunes pour les programmes d'emploi.

Les jeunes ont exprimé le besoin de sentir qu'ils ont une identité, un objectif et une valeur dans la société. La menace du recrutement dans les groupes d'opposition armés dans ce contexte n'est pas simplement une question de pauvreté et d'emploi, mais aussi de marginalisation et d'exclusion plus larges. La gestion des défis rencontrés dans la région doit prévoir un dialogue constructif avec les jeunes et faire en sorte que ces perspectives soient reflétées dans les politiques et programmes mis en œuvre. En même temps, il convient de veiller à ne pas créer de fausses attentes et de gérer les demandes de choses qui ne sont pas possibles. Cette démarche implique une consultation, une transparence et une confiance véritables.

Des moyens de subsistance insuffisants pour une population jeune et en augmentation représente un défi majeur pour les jeunes gens vivant dans la région.



2 ENCOURAGER DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS

Le manque d'emplois et d'argent est un lourd fardeau pour la résilience d'une population jeune et croissante, dans une région où règnent un chômage et un sous-emploi endémiques. C'est aussi un risque, car ces jeunes gens sans emploi, marginalisés et découragés se laissent plus facilement recruter par les groupes d'opposition armés. La résilience n'est pas seulement une question de moyens de subsistance, mais aussi de dignité et de sentiment d'appartenance. Face à une génération habituée à l'exclusion, consciente de son altérité, il faut absolument que les efforts entrepris pour restaurer les moyens de subsistance étudient aussi comment créer un sentiment d'adhésion, d'inclusion et de valeur.

L'instauration de moyens de subsistance résilients doit aller au-delà de la simple création d'emplois. Le soutien aux moyens de subsistance doit être holistique et concerner toutes les catégories de la société afin de restaurer la cohésion sociale et la gouvernance locale. Cela exige d'être attentif aux différents besoins et expériences. Par exemple, les capacités d'adaptation des femmes sont amoindries par les normes sociales sexospécifiques. Les personnes en situation de handicap subissent une stigmatisation et celles qui sont devenues handicapées suite à des violences doivent vivre avec des capacités

physiques diminuées. Les jeunes hommes sont souvent perçus avec méfiance comme de potentiels auteurs de violences. Les interventions doivent chercher à transformer l'exclusion sociale, les inégalités, la marginalisation et les dynamiques de pouvoir sous-jacentes.

Dans les camps de PDI/réfugiés, les zones de peuplement et les communautés d'accueil, des programmes doivent tenter de résoudre ces problèmes en favorisant de nouvelles opportunités économiques et un accès qui ne dépende pas des réseaux ou de l'argent. Cela peut passer par des formations à de nouveaux moyens de subsistance, à la fois essentiels et non essentiels.

Dans les zones où les violences perdurent, les problématiques du conflit doivent être résolues, y compris les restrictions sécuritaires et les défis climatiques comme les précipitations variables.

La productivité des activités agricoles et pastorales s'est vue diminuée par la dégradation des sols, des chaînes de valeur faibles, des infrastructures physiques et financières inadaptées, et une capacité entrepreneuriale réduite. Ainsi, des moyens de subsistance à l'épreuve du changement climatique et/ou non basés sur l'agriculture prennent une importance cruciale. Des formes alternatives d'agriculture qui impliquent des produits non traditionnels résistants au climat pourraient diversifier les revenus ruraux. Le typha et la spiruline sont des exemples de sources alternatives d'alimentation, d'énergie et de moyens de subsistance (voir l'encadré 9).



ENCADRÉ 9

MEILLEURES PRATIQUES : APPROCHES AGRICOLES ALTERNATIVES ADAPTÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le **typha**, un type de roseau (appelé canne de jonc ou massette), pousse dans de nombreux territoires de la région du lac Tchad et constitue un obstacle majeur pour la navigation des bateaux et la pêche sur le lac. Il représente également un défi sécuritaire occasionnel pour les forces de sécurité gouvernementales, car les groupes d'opposition armés peuvent s'y cacher. Cependant, c'est aussi une source de protéine, ainsi qu'un biocarburant et un matériau de construction efficace. La récolte et l'usage productif de cette plante gênante par ailleurs représente une solution rapide pour lutter contre l'insécurité des moyens de subsistance et l'insécurité énergétique.

La **spiruline**, une algue nutritive, très répandue dans la région du lac Tchad, est récoltée et consommée par la population locale. Une production accrue de spiruline pourrait améliorer la nutrition et les opportunités d'emploi pour la population locale. Dans le passé, un projet de l'UE et de la FAO soutenait les femmes vulnérables au Tchad, afin qu'elles puissent accroître la récolte et la transformation de la spiruline, qu'elles vendaient dans le reste du pays pour s'assurer un revenu.⁶⁸

Les **polders** constituent une méthode efficace pour contrôler les inondations et créer des terres fertiles pour la production d'aliments, adaptée aux zones côtières autour du lac Tchad. Les polders, ces terres gagnées sur l'eau en construisant des digues et des canaux de drainage, nécessitent un investissement infrastructurel initial pour le drainage et l'irrigation. Ils sont utilisés avec succès dans la région, notamment autour de Bol, au Tchad, depuis les années 1960, pour y faire pousser des cultures commerciales.



68 FAO 2010 : Des algues du Tchad riches en nutriments, une aide contre la malnutrition. Consulté le 10 février 2019 sur <http://www.fao.org/news/story/en/item/44388/icode/>..

Ces initiatives ont clairement besoin d'être guidées par le contexte dans lequel elles sont menées, en particulier les changements climatiques de la région. Elles dépendent aussi de la création d'un marché sûr et sécurisé et d'une interconnexion appropriée des marchés. L'expérience du projet Propcom Mai-Karfi dans le nord du Nigeria, soutenu par le Département du développement international britannique entre 2012 et 2017, met en évidence l'importance d'une planification tenant compte du climat. Ce projet a introduit un programme visant à aider les agriculteurs à cultiver du sésame pour le marché de l'exportation à haute valeur. Cependant, le programme n'a pas pu atteindre pleinement ses objectifs. Ce n'est que dans l'évaluation post-projet qu'il a été constaté que la production de sésame était nouvelle dans la région, et que les précipitations moyennes étaient trop élevées pour cette culture. Une évaluation climatique préalable aurait permis d'éviter ce résultat et d'identifier des cultures plus appropriées.⁶⁹

La création de nouveaux polders ou l'amélioration de polders existants, des terres cultivables gagnées sur le lac, peuvent aussi agir positivement sur les moyens de subsistance dans la région. Là encore, il est essentiel de les concevoir en tenant compte du conflit et du climat.

Pour cela, il faut s'assurer que les polders :

- ne portent pas préjudice aux activités agricoles en diminuant la quantité de terres fertiles ;
- ne créent pas de nouveaux litiges liés au territoire, étant donné l'incertitude existant en matière de droits fonciers ;
- sont planifiés de sorte à garantir un accès équitable aux terres autour des polders, une distribution des terres qui ne favorise pas un groupe par rapport à un autre et une indemnisation juste des précédents propriétaires des terres ;
- n'encouragent pas la corruption et l'opportunisme de la part des administrateurs haut placés ou de l'armée et sont planifiés de sorte à garantir la protection des citoyens ordinaires face à l'appropriation des terres agricoles par les élites puissantes, les groupes d'opposition armés ou les forces de sécurité (ce qui se produit déjà) ;
- profitent aux femmes et aux hommes de manière égale en termes de propriété et d'accès aux terres, de droits d'héritage, de systèmes d'eau et d'irrigation, d'intrants agricoles fournis et de types de cultures soutenus par les interventions ;

69 Propcorn 2018 : Propcom Mai-karfi. Lessons Learned, 2012–2017. Consulté le 10 février 2019 sur http://www.propcommalkarfi.org/wp-content/uploads/2018/07/Propcom_Lessons_Learned_WEB_FINAL.pdf, p. 24–25).

- ne contribuent pas à la recherche immodérée de profits ou au népotisme, par exemple en vendant les terres autour des polders à des prix excessivement élevés ou en attribuant des terres à ceux qui ont du pouvoir, de l'argent et de l'influence ; et
- sont protégés du vent et de la désertification parallèlement à des activités de reforestation, par exemple.

Étant donné la variabilité climatique et les restrictions sur les terres, les démarches en faveur des emplois non agricoles sont aussi capitales. Le travail non agricole peut ajouter de la valeur à l'industrie agricole par le biais de la transformation des aliments, des bio-entreprises dans les zones urbaines et en connectant les fournisseurs, les grossistes et les commerçants via les communautés ou les groupes professionnels et la technologie.





Pour lutter contre les problèmes liés au climat et à la fragilité, il faut renforcer la cohésion sociale, le contrat social et les capacités institutionnelles et infrastructurelles. Les premières mesures exposées dans ce rapport peuvent aider à résoudre ces difficultés.

3 ÉLARGIR L'OFFRE ET L'ACCÈS AUX SERVICES

L'accès aux services sociaux comme l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'énergie est primordial non seulement pour aider les communautés à résister aux crises, mais aussi pour restaurer les relations rompues entre l'État et les citoyens.

Par exemple, les femmes dans la région sont confrontées à des défis spécifiques pour accéder aux soins de santé. Les niveaux élevés de mortalité maternelle dans la région (le Tchad a l'un des taux les plus élevés au monde avec 1 200 décès pour 100 000 naissances vivante⁷⁰) sont en partie dus au manque de professionnels de santé féminins et aux normes sociales qui interdisent aux femmes et aux filles de consulter des professionnels de santé masculins. Les filles ont également un accès moindre à l'éducation en raison de l'inégalité entre les sexes et ne sont donc pas en mesure de répondre aux exigences en matière d'éducation pour accéder aux centres de formation médicale. Le programme Women for Health propose un programme intensif pour les filles dans le nord du Nigeria afin de les amener au niveau d'éducation des diplômés des écoles secondaires et travaille avec des centres de formation médicale pour rendre l'enseignement, l'infrastructure et les pratiques institutionnelles plus sensibles à l'égalité hommes/femmes.⁷¹

70 Banque mondiale 2019 : Données relatives au Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun. Consulté le 8 avril 2019 sur <https://donnees.banquemondiale.org/?locations=NG-NE-CM-TD>.

71 Women4Health (2018) 'Women 4 Health – addressing the shortage of female health workers in Nigeria'. Consulté le 10 février 2019 sur <http://women4healthnigeria.org/>.

Le Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad (2015) de la Commission du bassin du lac Tchad souligne la nécessité d'être innovant dans cette région. Il formule des suggestions telles que des mini-réseaux d'alimentation en eau potable et des approches d'éducation créatives pour les populations mobiles. La stratégie contribue aussi aux efforts pour promouvoir l'autonomie économique en fournissant des programmes d'électrification rurale, de préférence avec des énergies renouvelables comme l'énergie éolienne et solaire, qui peuvent soutenir à la fois les moyens de subsistance agricoles (p. ex. conservation des produits comme le séchage des légumes et le fumage du poisson) et les moyens de subsistance non agricoles (p. ex. métiers d'artisanat). Cette stratégie pourrait potentiellement créer sa propre chaîne de valeur pour la construction, la réparation et la maintenance de cette infrastructure. Ce type de projet devrait être soigneusement mis en œuvre avec le soutien et l'implication des communautés. Il convient aussi d'être prudent, car le projet pourrait devenir une cible pour les groupes d'opposition armés.



Le lac Tchad peut redevenir un moteur de moyens de subsistance durables et de stabilité dans la région, mais nécessite une gestion soigneuse de la part des quatre pays qui l'entourent. Les efforts à entreprendre doivent tenir compte à la fois des conséquences du changement climatique et des défis liés au conflit.

4 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SEXOSPÉCIFIQUES ET LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Les inégalités sexospécifiques et les violations des droits humains représentent des défis majeurs dans la région. Par exemple, faciliter l'accès aux terres et aux autres actifs de production, en particulier pour les femmes qui font face à des difficultés pour accéder à la propriété foncière, devrait être un élément important du développement et de l'effort de paix. Cela pourrait être effectué en concertation avec les leaders communautaires, le gouvernement local et d'autres acteurs influents et pourrait constituer une stratégie clé dans la réinstallation des PDI et des réfugiés. Cela pourrait s'accompagner de formations sur des approches agricoles tenant compte du climat. Toute intervention devrait aussi être élaborée sur la base d'une analyse et d'un plan d'action sexospécifiques, pour veiller à ce qu'elle soit bénéfique pour la communauté entière. Cette analyse devrait inclure une évaluation de l'impact possible de l'intervention sur les niveaux de violences contre les femmes et les filles afin d'atténuer les risques potentiels et de maximiser les moyens de lutte contre les violences.

Une autre mesure qui pourrait être prise immédiatement est la démilitarisation des approches actuelles et un meilleur accès à la justice pour les victimes de violations des droits humains commises par l'armée. Le Nigeria s'est engagé à adopter une politique nationale sur la protection des civils et l'atténuation des violences à l'encontre des civils, à intégrer les droits humains et la protection des civils dans la formation des militaires et à établir un bureau des droits humains, ce qui constitue des mesures initiales positives. Ces mesures doivent maintenant être mises en œuvre en garantissant aux civils un accès pour signaler les préjudices et des processus transparents qui permettent de maintenir les populations informées.

5 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIEUX GÉRER LES RESSOURCES NATURELLES

En période de conflit, l'adaptation au changement climatique ne semble pas être une priorité urgente par rapport au besoin de stabiliser la région et de mettre un terme aux violences. Toutefois, cette évaluation a montré que les risques croissants de changement climatique peuvent pérenniser les cycles de violence et ruiner tout espoir de stabilité. De même, toutes les initiatives prises dans le but de s'adapter au changement climatique, d'améliorer la résilience aux chocs climatiques et de mieux gérer les ressources naturelles, soutiennent l'effort de paix.

La Commission du bassin du lac Tchad, en particulier, peut accompagner l'adaptation au climat en donnant la priorité aux améliorations de la gestion des ressources naturelles et en investissant dans la réhabilitation des terres et dans des pratiques agronomiques améliorées. Elle pourrait, en collaboration avec d'autres organismes, entreprendre immédiatement un travail sur plusieurs problématiques, notamment :

- évaluation de la qualité de l'eau ;
- étude de l'écoulement du bassin sud vers le bassin nord du lac ;
- et génération d'informations plus complètes sur l'extraction d'eaux souterraines dans la région.

Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont indiqué que si elles pouvaient sentir que les gouvernements, y compris via la Commission du bassin du lac Tchad, les aident, elles percevraient leur gouvernement sous un jour meilleur. La foresterie est un autre domaine dans lequel les gouvernements locaux et les organisations internationales peuvent jouer un rôle efficace. La déforestation est prévalente dans la région du lac Tchad et pose un défi majeur autour des camps de PDI et de réfugiés. Les conséquences climatiques et sécuritaires de la déforestation sont déjà visibles à travers la vitesse accrue des vents et les distances plus longues parcourues pour ramasser du bois à brûler dans des zones dangereuses. La reforestation peut diminuer les impacts sur l'environnement et réduire les tensions entre les communautés.

Au niveau des politiques, la démarcation des circuits de pâturage pour les bergers et leurs animaux – qui plus est, les efforts pour garantir l'acceptation de ces circuits délimités – peut prévenir de nouvelles tensions liées à l'accès aux ressources. Cependant, il est essentiel de s'assurer que les dispositions concernant les droits fonciers et l'accès aux ressources naturelles tiennent compte des besoins et des intérêts de tous les groupes professionnels et de toutes les couches de la société, ainsi que des impacts probables du changement climatique. À nouveau, cela souligne la nécessité d'évaluations climatiques transfrontalières régulières dans la région qui pourraient être réalisées par la Commission du bassin du lac Tchad.



Des améliorations au niveau de la gestion des ressources naturelles, des investissements dans la réhabilitation des terres et de meilleures pratiques agronomiques permettraient de soutenir l'effort de paix et de lutter contre les risques croissants du changement climatique, afin d'améliorer les perspectives de stabilité.

Dans les zones où les droits fonciers ou l'utilisation des autres ressources suscitent des litiges entre les migrants, les PDI et les communautés d'accueil, il est capital de définir des approches de gestion des ressources naturelles participatives qui répondent aux besoins à la fois des migrants et des communautés locales pour désamorcer les tensions potentielles. Si les gouvernements et les populations des quatre pays de la région du lac Tchad partagent des approches de résolution des conflits et de bonnes pratiques sur la gestion des ressources naturelles, ils pourraient favoriser des solutions pratiques ainsi qu'une coopération transfrontalière.

La planification à long terme, fondée sur des données scientifiques crédibles et exactes, est donc essentielle pour prévenir une déstabilisation et un conflit potentiel à l'avenir. Les gouvernements locaux et nationaux doivent s'engager en faveur d'une planification basée sur des preuves, avec le soutien des organisations internationales.

ÉTUDE DE CAS SUR LES CODES PASTORAUX : PLAINE D'INONDATION DU LOGONE, CAMEROUN

La mobilité est un mode de vie dans la région du lac Tchad, en particulier pour les bergers. On dispose de preuves croissantes de conflits entre les bergers et d'autres groupes professionnels dans la région. Cependant, les recherches ont montré que dans le nord du Cameroun, dans la plaine d'inondation de Logone, les bergers cohabitent dans un système de pacage commun en accès libre sans conflit, car ils se répartissent eux-mêmes sur les zones de pâturage disponibles. Ce système d'accès libre ne doit pas être perçu comme une absence de règles, mais plutôt comme la règle. Ces régimes de propriété ouverte sont similaires à ceux employés par les Touaregs dans le nord du Mali, les Arabes Kababish au Soudan, les Turkana dans le nord-ouest du Kenya et les Pachtounes dans l'ouest de l'Afghanistan. Ce système en accès ouvert a néanmoins ses limites, car il ne régule pas les ressources partagées du Logone entre les bergers et les autres groupes professionnels. Par conséquent, des conflits surviennent entre les bergers et les pêcheurs sur l'utilisation des autres ressources. Ainsi, bien qu'il existe un code de comportement spécifique à un ensemble d'utilisateurs, un système de gestion des terres plus inclusif et plus large pouvant garantir un accès équitable aux terres est essentiel pour renforcer la sécurité des moyens de subsistance dans la région.⁷²

6 UTILISER LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les initiatives d'agriculture, d'élevage et de pêche peuvent contribuer à l'autonomie économique grâce à un important potentiel de services pour répondre aux besoins d'informations des agriculteurs et des négociants, et aux contraintes du marché du crédit. Les TIC peuvent aussi favoriser des alertes précoces et une meilleure préparation face aux chocs climatiques, ce qui permet une autonomie économique et aide les populations à déterminer leur propre avenir.

Par exemple, la distribution de téléphones mobiles pourrait soutenir une évolution vers la culture de plantes plus adaptées au climat. Les recherches ont montré qu'au Niger, l'accès amélioré aux téléphones mobiles et qui plus est, la formation à leur utilisation génèrent des avantages économiques dans les environnements agricoles ruraux pour certaines populations. Les agriculteurs qui ont accès à un téléphone mobile et apprennent à l'utiliser ont augmenté le nombre de types de cultures pratiquées. Les résultats suggèrent aussi qu'ils sont susceptibles de vendre au moins une récolte de plus en raison d'un

⁷² Moritz, Mark 2017: Misreading a pastoral property regime in the Logone floodplain, Cameroon'. Dans : Ecology and Society 22:1, p. 13.

meilleur accès aux informations météorologiques et aux prix du marché. Les effets les plus notables ont été observés dans les foyers qui ne possédaient pas de téléphone mobile auparavant, lorsqu'une femme a été la première bénéficiaire et lorsqu'un marché n'était pas présent. Par conséquent, dans les régions où les marchés sont mal intégrés, l'accès amélioré aux informations via les téléphones mobiles pourrait permettre aux agriculteurs de négocier des prix plus élevés, ayant une meilleure connaissance des produits demandés et du moment auquel ceux-ci se vendent le mieux. Cela inciterait les agriculteurs à utiliser différents intrants ou à produire plus de récoltes.⁷³

Même si cela ne se traduit pas nécessairement par une hausse des cultures pratiquées ou vendues, cela souligne l'utilité des téléphones portables pour fournir des informations qui orientent les agriculteurs vers des cultures mieux adaptées au climat.

Cependant, un certain nombre de défis persistent. D'abord, les TIC ne suffisent pas à surmonter les défaillances du marché à elles seules et les initiatives devraient chercher à comprendre si l'information est une contrainte réelle avant toute mise en œuvre. Ensuite, le succès dépend de l'accès aux bonnes informations qui tiennent compte des différentes conditions locales. Même si certaines informations sont manquantes, le reste doit être de haute qualité et provenir d'une source fiable.

Troisièmement, les services devraient être fournis sur des plateformes qui s'appuient sur l'accès et l'usage des TIC existants en prêtant une attention particulière à la fracture numérique sexospécifique⁷⁴ et aux possibilités de création d'emplois pour les personnes souffrant de handicap, qui ne peuvent pas toujours bénéficier des initiatives dans l'agriculture. Et quatrièmement, les interventions en matière de TIC reposent en grande partie sur les réseaux de téléphonie et de données, alors que la connectivité au réseau dans la région est mauvaise, notamment du fait de la dégradation des systèmes de télécommunications occasionnée par le conflit.

73 Aker, Jenny C. and Christopher Ksoll 2016: Can mobile phones improve agricultural outcomes? Evidence from a randomized experiment in Niger. Dans : Food Policy 60, p. 44-45.

74 Aker, Jenny C., Ishita Ghosh and Jenna Burrell 2016: The promise (and pitfalls) of ICT for agriculture initiatives Dans : Agricultural Economics 47, p. 35-48.

7 AMÉLIORER LES INFORMATIONS CLIMATIQUES ET HYDROLOGIQUES

L'accès à des données scientifiques exactes est essentiel à la prise de décisions politiques. Lorsqu'elles sont correctes, les informations peuvent contribuer à renforcer les relations dans la région. En revanche, l'absence de telles données peut conduire à une mauvaise décision politique. La proposition de rediriger l'eau du fleuve Congo vers le lac Tchad est un parfait exemple de méconnaissance des dynamiques climatiques, géographiques et hydrologiques réelles dans la région.

La Commission du bassin du lac Tchad occupe une place centrale pour comprendre les ressources hydrologiques, biologiques et culturelles disponibles. Sa stratégie reconnaît la nécessité de développer les capacités pour mener à bien ses missions qui consistent à gérer les ressources en eau et les ressources associées partagées afin de promouvoir le développement durable, la paix et les interactions régionales. Elle pourrait démarrer dès maintenant un travail sur plusieurs problématiques :

- évaluation du niveau actuel de la qualité de l'eau et son impact sur les plans humain, agricole et industriel ;
- étude de l'écoulement du bassin du sud du lac vers le bassin du nord ;
- informations complémentaires sur la cartographie disponible de l'extraction d'eaux souterraines dans la région.

De meilleures informations ne sont pas uniquement pertinentes pour les décideurs politiques ; elles constituent aussi un important moteur de résilience pour les membres des communautés, surtout pour ceux dont les moyens de subsistance dépendent du climat. Une des mesures spécifiques pourrait être la diffusion des prévisions météorologiques par le biais de stations de radio pour mieux informer la population et l'avertir des changements de météo pour que les cultures puissent être semées et récoltées en conséquence. Cela pourrait être complété par la réhabilitation des stations météorologiques dans la région pour fournir en temps réel des rapports météorologiques précis. Ces efforts doivent répondre aux défis plus larges liés à l'introduction des systèmes de TIC mentionnés plus haut.

Investir dans les institutions locales pour lutter contre la corruption, fournir des services sociaux et étendre la gouvernance seraient des mesures qui permettraient de restaurer la cohésion sociale et d'établir un contrat social autour du lac Tchad.



8 INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET LA GOUVERNANCE

Les institutions locales de la région ont besoin de soutien pour renforcer leurs capacités de politique, de réglementation et de contrôle, pour lutter contre la corruption, pour offrir des services sociaux de qualité et pour investir dans l'extension de la gouvernance au niveau local.

Des investissements substantiels dans les institutions locales seront nécessaires pour venir à bout de la gouvernance historiquement faible dans la région du lac Tchad. Les objectifs devraient inclure :

- le renforcement des capacités de politique, de réglementation et de contrôle ;
- la lutte contre la corruption et l'opportunisme politique ;
- l'organisation de services sociaux de qualité ;
- l'investissement dans l'extension et le renforcement des capacités institutionnelles et de la gouvernance au niveau local.

Ces approches doivent prendre en compte les différences des systèmes et structures de gouvernance dans chaque pays. Il est possible de tenir compte du climat lors de la conception de ces politiques. Par exemple, des processus de planification locale peuvent aider à mieux

résoudre les problèmes entourant la répartition des terres pour le logement et l'agriculture ou l'élevage et tenir compte des changements démographiques. En intégrant dans ces processus des évaluations sur le climat et une analyse des dynamiques liées au conflit, aux sexospécificités et à l'exclusion sociale, on peut obtenir un système d'alerte précoce qui identifie les zones les plus menacées par le changement climatique.

Des efforts accrus devraient aussi être déployés grâce à une approche intégrée s'appuyant sur des organisations transnationales et internationales, comme la Commission du bassin du lac Tchad et l'Union africaine, qui devraient adapter leurs stratégies pour tenir compte des défis climatiques et sécuritaires.



9 RÉVISER ET ADAPTER LES TACTIQUES MISES EN ŒUVRE POUR LUTTER CONTRE LES GROUPES D'OPPOSITION ARMÉS

Les gouvernements de la région doivent mettre fin à l'instabilité dans l'intérêt des communautés, mais les méthodes employées doivent être compatibles avec l'objectif de moyens de subsistance durables et de meilleures relations entre les communautés de la région, ainsi qu'avec la légitimité de l'État qui se renforcera de fait.

Jusqu'à présent, les réponses militarisées ont été la principale tactique des gouvernements pour répondre aux violences dans la région. Cela a été fructueux dans une certaine mesure, notamment lorsque la FMM, les groupes d'autodéfense locaux et la CJTF ont récupéré des territoires contrôlés par les groupes d'opposition armés en 2014 et 2015. Toutefois, dans l'ensemble, cette approche n'a su vaincre définitivement les groupes d'opposition armés et instaurer la paix alors que les communautés autour du lac continuent de souffrir. En effet, le présent rapport a démontré les défis importants que rencontrent les personnes vivant autour du lac du fait des restrictions de mouvement et des violences continues causées, en partie, par les réponses draconiennes des forces de sécurité gouvernementales. Leur approche n'est pas une réussite en fin de compte.

À ce stade, un examen et une modification des tactiques des différents gouvernements sont nécessaires pour comprendre comment ils peuvent lutter plus efficacement contre les groupes d'opposition armés sans fragiliser davantage la cohésion sociale et les moyens de subsistance. Des efforts ciblés sont nécessaires pour conquérir " les cœurs et les esprits " des communautés affectées grâce à des actions qui favorisent, par exemple, de meilleurs services, un accès sûr et équitable aux ressources naturelles et un accès à la justice. Cela exigera de mener une évaluation critique de la façon dont les actions militaires dans la région ont compromis la satisfaction des besoins humains fondamentaux et de prendre des mesures pour éviter tout nouveau dommage collatéral. Une telle approche révisée pourrait contribuer à renforcer le contrat social.



Le développement à venir dans la région du lac Tchad doit être à l'épreuve du climat, afin de pouvoir s'attaquer aux causes profondes du conflit.

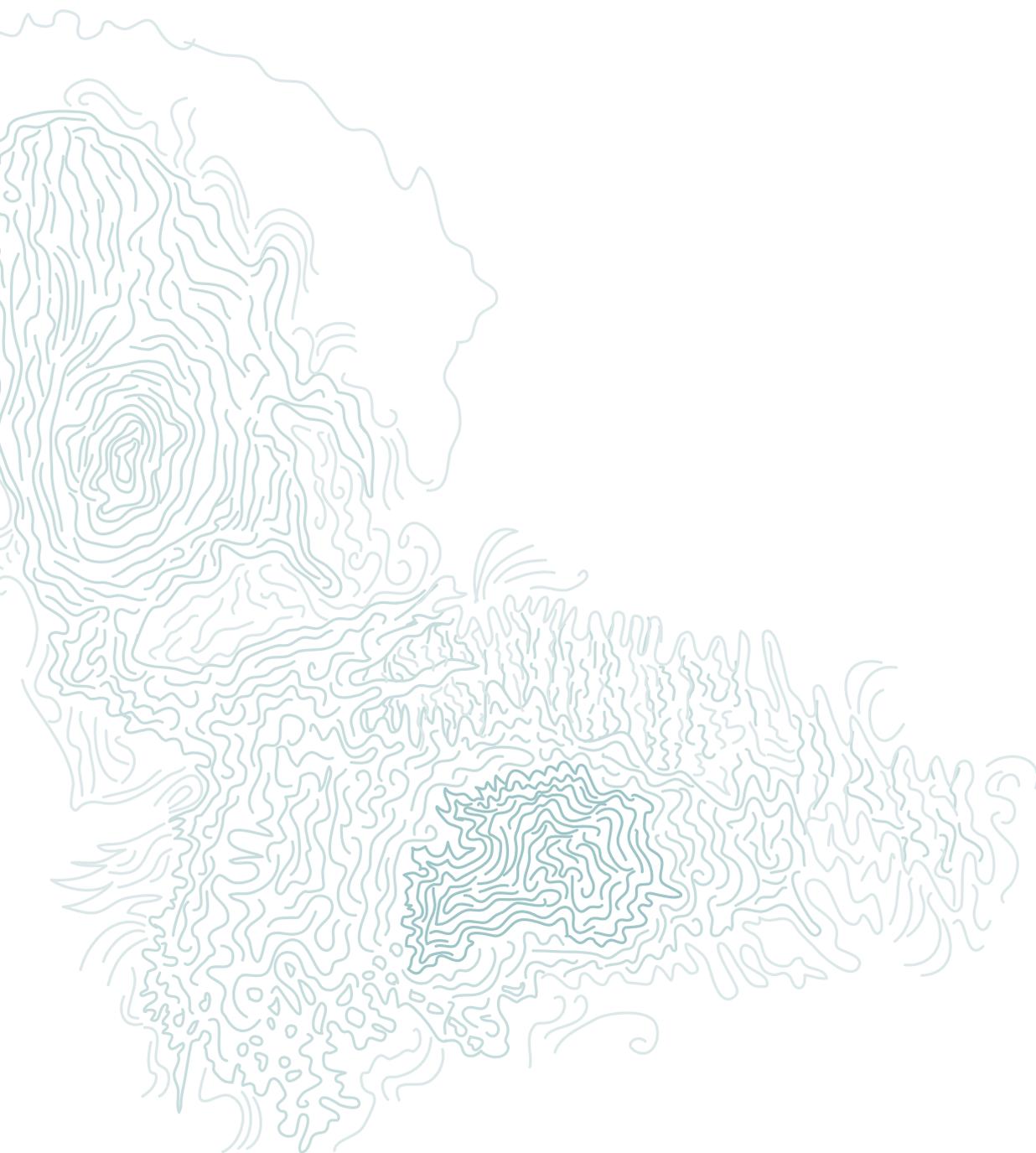
10 ASSURER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET UN DÉVELOPPEMENT À L'ÉPREUVE DU CLIMAT

La croissance future dans la région du lac Tchad dépend de mesures concrètes pour parer le développement économique contre les aléas du climat. Comme nous l'avons vu dans ce rapport, les causes profondes du conflit perdureront en l'absence de politiques globales d'adaptation aux changements climatiques. Établir un nouveau contrat social entre le gouvernement et les communautés constituera une première étape importante, avec le soutien d'organisations intergouvernementales, comme l'Union africaine et la Commission du bassin du lac Tchad. La planification à long terme devrait être basée sur des données géographiques, hydrologiques et climatiques exactes, permettant des prévisions fiables. Deux domaines en particulier peuvent être explorés.

D'abord, une évaluation du marché en fonction du climat et de la fragilité pourrait examiner les possibilités de réduire le chômage et de s'attaquer aux aspects environnementaux et climatiques graves qui y sont liés et aux causes profondes du conflit. Offrir d'autres opportunités d'emploi peut être bénéfique à l'environnement et contribuer à la cohésion sociale en rapprochant les différents groupes ethniques, religieux et professionnels.

Ensuite, la planification et l'investissement concernant les besoins infrastructurels à long terme de la région sont une priorité. De nouvelles routes et de nouveaux ports à l'épreuve du climat, un accès à Internet et la production d'électricité renouvelable dans la région faciliteront la croissance économique et la connectivité. Cela apportera les fondations pour le développement et la stabilité de demain. Ces aspects aideront aussi à renforcer la résilience des populations locales face aux chocs climatiques. Les gouvernements locaux, soutenus par les organisations internationales, devront procéder à des consultations pour garantir qu'ils n'ont pas d'impact négatif et qu'ils ne rendent pas les populations encore plus vulnérables.

Associé à cela, on observe une nécessité de relancer l'accès aux marchés traditionnels dans la région, y compris le commerce transfrontalier. Une action immédiate ainsi qu'une planification à long terme seront nécessaires. Dans l'immédiat, la priorité est de restaurer les marchés ainsi que d'ouvrir et sécuriser les déplacements transfrontaliers. À plus long terme, la planification des infrastructures doit favoriser l'activité économique dans la région et être basée sur des données ciblées et de haute qualité, y compris des données climatiques, et une l'analyse du conflit qui intègre l'analyse des sexospécificités et de l'exclusion sociale, ainsi que sur des évaluations d'impact environnemental.





IV RÉPONSES AUX CRISES COMPLEXES TENANT COMPTE DES RISQUES

4.1 L'OBJECTIF : UN LAC TCHAD RÉSILIENT

Les défis liés à la sécurité, au développement et au climat dans la région du lac Tchad sont complexes et colossaux. Mais beaucoup de choses peuvent être faites.

Le lac Tchad est une merveille sur le plan hydrologique : un immense lac d'eau douce au milieu du Sahel dont la composition hydrologique unique est telle que l'évaporation rapide aux hautes températures du jour n'entame pas sa capacité à fournir de l'eau douce. Si la paix revient et que le lac est géré soigneusement par les quatre pays qui se le partagent, il pourrait redevenir source durable de subsistance et facteur de stabilité dans la région, renforçant la sécurité alimentaire et réduisant la pauvreté.

Cependant, depuis la dernière décennie, la zone autour du lac Tchad est empêtrée dans de multiples crises enchevêtrées. Les conflits violents, la mauvaise gouvernance, la corruption endémique, la mauvaise gestion environnementale et l'extrême pauvreté ont brisé les vies des populations locales, ont forcé des millions de personnes à fuir leurs maisons et à rejoindre des camps, ont rendu de grands territoires dangereux et ont laissé des dizaines de millions de personnes sans soins ni services d'éducation appropriés.

Le changement climatique aggrave déjà ces difficultés. Les températures dans la région augmentent plus vite que la moyenne mondiale. Avec des inondations et des sécheresses plus fréquentes et des conditions plus imprévisibles autour du lac, le changement climatique compromet la capacité des personnes à assurer leur subsistance et à se développer. De nombreuses projections climatiques suggèrent que, même si les quantités globales de précipitations peuvent en fait augmenter, les conditions météorologiques deviendront plus extrêmes et plus imprévisibles. D'après ces tendances actuelles, l'impact du changement climatique sur les vies de ceux qui dépendent du lac n'en sera que plus problématique.

Entre-temps, le conflit a accentué la vulnérabilité de la population locale face au changement climatique. Du fait des violences, des villages entiers ont été rasés, des marchés ont été abandonnés, des écoles ont été fermées et des centres médicaux ont été détruits. Et la réponse militaire au conflit, souvent autoritaire, a restreint l'accès à de grandes zones autour du lac ; elle a limité les moyens de subsistance des populations et a conduit à une méfiance à l'égard des communautés, perçues comme des collaborateurs soit des groupes d'opposition armés soit de l'armée.

La région se trouve dans un piège de conflit classique. Le conflit aggrave certaines des conditions politiques et économiques qui ont déclenché les violences à l'origine. Les violences ont mis à rude épreuve les liens sociaux au niveau des communautés et entre l'État et la population locale dans la région. Des années de conflit, de misère et de violations incessantes des droits humains par les gouvernements et les groupes d'opposition armés



Le changement climatique et la croissance démographique s'ajoutent à la pression qui pèse sur la sécurité alimentaire et les services de base. Le changement climatique agit comme un accélérateur de risque, aggravant les nombreux défis politiques, environnementaux, économiques et sécuritaires auxquels est confrontée la région.

4.2 PASSER DE STRATÉGIES DE RÉSILIENCE À DES RÉALITÉS RÉSILIENTES

Au cours des dernières années, des efforts ont été réalisés par la communauté internationale, la Commission du bassin du lac Tchad et les gouvernements de la région pour maintenir la région du lac Tchad sur l'agenda international et pour trouver des solutions à cette crise souvent vue comme inextricable. De nombreuses réunions transfrontalières ont cherché des solutions pour apporter la paix et la sécurité dans la région, notamment la conférence humanitaire d'Oslo en février 2017 ; le Groupe consultatif sur la prévention et la stabilisation du bassin du lac Tchad en 2017 ; la conférence d'Abuja pour sauver le lac Tchad en février 2018 ; le Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad à Maiduguri en mai 2018 et, plus récemment, la Conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad, tenue à Berlin en septembre 2018.

La plupart de ces événements se sont concentrés sur une série de réponses humanitaires et politiques à court terme. La conférence de Berlin de 2018 s'est penchée à la fois sur la crise sécuritaire et humanitaire ainsi que sur la

résilience et le développement durable. Entre-temps, la conférence d'Abuja a discuté, entre autres choses, de l'idée plutôt radicale d'acheminer de l'eau sur plusieurs milliers de kilomètres depuis le bassin du Congo vers le lac Tchad pour compenser le rétrécissement supposé du lac.

Plusieurs stratégies et plans d'action ont aussi été élaborés. Les plus connus sont le Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad, conçu par la Commission du bassin du lac Tchad en 2015, la Stratégie régionale de l'Union africaine pour la stabilisation, le redressement et la résilience, publiée en 2018, ainsi que Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad du PNUD et de l'OCHA, publié en 2018.⁷⁵ Leur axe principal a été, pour l'essentiel, la collaboration pour la sécurité transfrontalière entre les quatre pays plutôt que la résolution des causes profondes ou des conséquences des violences.

ENCADRÉ 11 LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA STABILISATION, LE REDRESSEMENT ET LA RÉSILIENCE

La Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram est une réponse collective à la crise dans la région du lac Tchad, développée par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et avec le soutien financier et technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Validée par tous les pays de la CBLT en août 2018, cette stratégie a pour but de traiter les causes profondes de la crise comme le sous-développement, la pauvreté, la mauvaise gouvernance et le changement climatique et, en fin de compte, de mettre un terme à la crise. S'appuyant sur neuf piliers, elle vise à établir une approche commune et un cadre inclusif pour toutes les parties prenantes afin de soutenir une transition opportune, coordonnée et efficace, pour passer de la stabilisation au redressement rapide et à la reprise des processus de développement actuellement au point mort dans la région.

Les conclusions de ce rapport soutiennent directement la Stratégie régionale de stabilisation et offrent des suggestions tangibles pour la mise en œuvre, notamment pour les trois piliers ci-dessous :

Pilier 1 – Coopération politique

Objectif 4 – Les capacités de la CBLT et de la CUA sont améliorées

Pilier 5 – Gouvernance et contrat social

Objectif 18 – Amélioration des services

Objectif 21 – Amélioration de la coopération transfrontalière

Pilier 6 – Relèvement socio-économique et durabilité environnementale

Objectif 22 – Appui aux moyens de subsistance durables

Objectif 23 – Amélioration des infrastructures en faveur de l'intégration économique régionale

Objectif 24 – Création d'un environnement propice aux affaires

⁷⁵ PNUD/OCHA 2018 : Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad. Consulté le 8 avril 2019 sur https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/UNDP-OCHA-Lake-Chad-%20Resilience_spreads-EN.pdf

Cette évaluation indique que bon nombre des stratégies et programmes, des réponses militaires et des initiatives de stabilisation qui ont été déployés dans la région n'ont pas suffisamment pris en compte les risques climatiques ou sont basés sur des informations hydrologiques inexactes – à savoir la théorie obsolète mais souvent répétée du rétrécissement du lac Tchad. Certaines des réponses militaires ont même affecté la capacité des populations à faire face aux chocs climatiques. Au Nigeria, on estime que 823 000 personnes se trouvent dans des zones auxquelles les groupes humanitaires n'ont pas accès.⁷⁶ Les projets de conservation et de biodiversité, quant à eux, ont tendance à exclure les facteurs sociaux, comme le conflit.⁷⁷

Jusqu'à présent, aucune des initiatives et conférences n'a permis de faire sortir la région du lac Tchad du piège du conflit. Un effort global qui allie développement, sécurité et durabilité est désormais nécessaire pour mettre la région sur une voie plus positive. Aucune organisation ou entité ne peut affronter à elle seule la crise multidimensionnelle dans le bassin du lac Tchad. Toutefois, les nombreuses organisations travaillant dans la région du lac Tchad peuvent contribuer à renforcer la résilience et s'assurer, à tout le moins, que leurs interventions " n'ont pas d'impact négatif ".

Ce rapport recommande le développement d'interventions globales qui vont au-delà des questions de stabilisation et humanitaires à court terme. Il préconise ainsi une approche basée sur la résilience, guidée par une analyse approfondie du climat et du conflit, permettant de concevoir des interventions efficaces à court et moyen terme, tout en s'efforçant de répondre aux nombreux besoins à long terme de la région.

UN AGENDA DE RÉSILIENCE GLOBALE

En définitive, la région du lac Tchad est emblématique du besoin général d'adopter une approche centrée sur la résilience dans les zones affectées par des défis climatiques et sécuritaires corrélés. Les conclusions de cette évaluation illustrent la nécessité de répondre aux crises complexes en tenant compte des risques.

Pourquoi ? Parce que cette histoire ne commence pas et ne s'arrête pas avec le lac Tchad. Dans le monde entier, les conflits deviennent plus complexes et plus longs, survenant dans des lieux durement touchés par le changement climatique. En parallèle, les besoins humanitaires augmentent : l'année 2018 a connu un record de plus de 134 millions de personnes dans le monde ayant besoin d'aide humanitaire. Les financements nécessaires sont plus élevés que jamais et l'écart entre les financements nécessaires et disponibles (25 milliards d'USD et 15

⁷⁶ Plan de réponse humanitaire pour le Nigeria 2019-2021.

⁷⁷ P. ex. l'approche de l'analyse diagnostique transfrontalière/du programme d'action stratégique (ADT/PAS) du FEM pour le lac Tchad ne tient pas compte du contexte de conflit et de gouvernance dans le cadre de son approche diagnostique.

milliards d'USD respectivement en 2018) risque de laisser des millions de personnes sans aide.⁷⁸

En général, on assiste à un engagement fort des acteurs concernés pour être plus efficaces, efficaces et rentables afin de répondre plus vite aux crises en étant davantage à l'écoute des besoins de ceux qu'ils tentent d'aider. Des avancées réelles et encourageantes ont été réalisées en faveur d'évaluations des besoins plus exhaustives, intersectorielles et impartiales et d'un meilleur lien entre réponse humanitaire à court terme et solutions à long terme pour faire progresser l'agenda de résilience.

Comprendre le risque est une étape cruciale dans le renforcement de la résilience. Mais les recherches dans le cadre de cette étude ont montré que, bien que les évaluations des risques soient répandues, rares sont les évaluations intégrées et aucune ne considère à la fois les risques liés au conflit et au climat. Les réponses aux conflits et aux crises humanitaires doivent être guidées par des évaluations des risques exhaustives. De telles évaluations doivent prendre en compte le climat et les impacts climatiques. Qui plus est, les risques identifiés dans cette évaluation varient non seulement entre les quatre pays mais aussi au sein de chaque pays et selon les groupes de personnes interrogées. Il est donc évident que les évaluations des risques doivent être guidées non seulement par des données climatiques satellites à la pointe de la technologie et des statistiques nationales, mais aussi par des informations contextuelles qualitatives aussi locales que possible.

Nous avons besoin plus que jamais d'une meilleure cohérence et coordination entre les organisations qui œuvrent à la stabilisation, à l'aide humanitaire, à la consolidation de la paix et au développement.

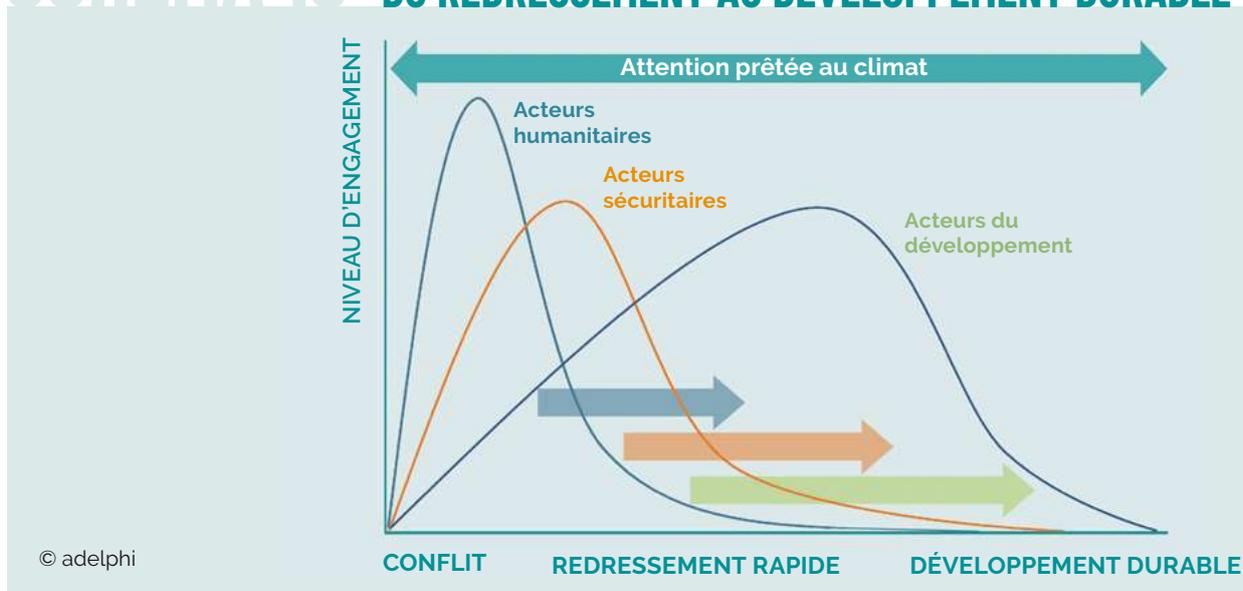
Comprendre le risque est une étape cruciale dans le renforcement de la résilience. Les risques sont liés. La résilience est multidimensionnelle ; il en va de même des risques auxquels sont confrontés les personnes et les systèmes. Il est bien connu et souvent répété que les réponses cloisonnées et les séquences linéaires ne fonctionnent pas. Pourtant, en temps de crise, les interventions recourent bien trop souvent à des programmes séquences de manière traditionnelle (d'abord la stabilisation et l'aide humanitaire, puis tout le reste). Tout en sachant que la crise humanitaire se poursuit, les programmes humanitaires en cours devraient être planifiés parallèlement à l'intensification des efforts de rétablissement, de consolidation de la paix, de résilience et de développement. Des réponses efficaces à la crise doivent traiter les risques sécuritaires, humanitaires, climatiques et de développement ensemble, avec un effet immédiat.



78 UNOCHA 2018: Global Humanitarian Overview – 2018. Consulté le 5 février 2019 sur <https://interactive.unocha.org/publication/globalhumanitarianoverview/>.

SCHÉMA 13

UN ENGAGEMENT QUI TIENT COMPTE DU CLIMAT : DU REDRESSEMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE



© adelphi

Cette évaluation est la première en son genre, qui examine les deux dimensions – conflit et changement climatique – dans un contexte spécifique, offrant des principes et des premières mesures concrètes pour des interventions ciblées. Le rapport et le processus d'évaluation pilote qui y ont conduit ont fourni une expérience précieuse qui a servi de démonstration de faisabilité pour cette analyse intégrée des risques climatiques et sécuritaires. Dans l'idéal, ce type d'évaluation deviendra une pratique standard dans les zones affectées par le changement climatique et les conflits violents.

Une approche basée sur le renforcement de la "résilience" pourrait changer fondamentalement la façon dont les programmes de développement et de stabilisation sont menés. Cela nécessite un changement de paradigme de l'approche de l'aide étrangère vieille de plusieurs décennies vers une approche plus adaptée à un monde faisant face à des défis technologiques, politiques et environnementaux en évolution rapide. Mais une telle approche pourrait contribuer à rassembler les différents acteurs nationaux et internationaux autour d'un objectif commun qui implique d'aider les personnes à définir leur propre avenir et qui reconnaisse ainsi leur propre action et leur dignité. Cela pourrait combler l'écart actuel entre la réponse humanitaire et le développement à long terme en passant à une approche centrée sur la prévention. Cela pourrait aussi élargir les objectifs de l'action militaire dans les situations de conflit et de crise humanitaire prolongés.

Reconnaître les risques liés au changement climatique pour la paix et la sécurité dans les plans et les opérations de stabilisation est une part importante de cela. L'intégration de facteurs sociaux comme le conflit dans les projets sur le changement climatique, la conservation et la biodiversité en est une autre. Les interventions à l'épreuve du climat et tenant compte du conflit représentent le meilleur rapport coût-résultats et une meilleure chance d'apporter une paix durable. Ces types de programmes peuvent aider à répondre de manière simultanée à des risques combinés,

à économiser de l'argent et, espérons-le, à améliorer les résultats. On peut citer en exemple les programmes de démobilisation, de désarmement et de réintégration qui soutiennent la capacité d'adaptation au climat et les programmes de moyens de subsistance adaptés au climat qui favorisent la cohésion sociale. Cette approche représente aussi une manière plus cohérente et mieux coordonnée de travailler entre acteurs d'organisations humanitaires, de développement et de sécurité. L'objectif ultime est de soutenir des structures de gouvernance efficaces et inclusives qui rendent les communautés résilientes sans laisser personne de côté.

4.3 PRINCIPES POUR UN ENGAGEMENT EFFICACE

Ceux qui travaillent dans la région du lac Tchad doivent se garder de limiter leurs actions à la stabilisation et aux préoccupations humanitaires immédiates. Il est évident que les démarches en faveur de la résilience doivent traiter les défis climatiques et sécuritaires pour apporter stabilité et développement dans la région. S'appuyant sur le programme Renforcer la résilience pour assurer le développement durable dans le bassin du lac Tchad du PNUD et de l'OCHA (2018) et reposant sur les recherches essentielles de cette étude, ce rapport identifie un ensemble de principes directeurs visant à soutenir une approche basée sur la résilience, qui permet de concevoir des interventions judicieuses à court et moyen terme tout en planifiant une réponse aux besoins à long terme.

PRINCIPES DIRECTEURS

- 1 Garantir une participation efficace de la société civile**, en particulier de l'ensemble des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés, dans la planification et la mise en œuvre des réponses.
- 2 Résoudre les problèmes de gouvernance en tenant compte du conflit.** Ce n'est pas simplement une crise humanitaire ; c'est aussi une crise de gouvernance. Éviter la duplication de nouvelles structures mais s'assurer que, lorsque les structures existantes perpétuent les inégalités et les risques de conflit, celles-ci ne soient pas renforcées.
- 3 Veiller à ce que le financement soit plus prévisible, souple, adaptable et préparé à l'échec.** Et plus important encore, ne pas uniquement se concentrer sur les zones les plus stables. Il est vrai que l'accès peut être un défi dans les zones de conflit actif, mais l'accumulation de financements pour les zones stables exacerbe davantage l'inégalité des ressources, l'aide étant une source de conflit majeure. Ceci exige aussi un changement de l'état d'esprit des donateurs pour passer de programmes prudents à la prévention et la gestion des risques dans des contextes difficiles et une volonté d'investir dans des régions instables où le risque d'échec est élevé. Être prêt à accepter les pertes.

4 S'assurer que les programmes et stratégies tiennent tous compte des risques climatiques et sécuritaires d'une manière adaptée au contexte.

La compréhension des du climat et des sociétés doit être à la base de tout effort pour gérer les risques liés à la sécurité et au climat. Des évaluations nationales verticales ne fonctionneront pas. Les dynamiques au niveau local doivent être étudiées en même temps pour comprendre comment les changements dans un endroit pourraient affecter d'autres lieux. Une utilisation plus généralisée des évaluations du climat et de la fragilité pour guider les stratégies et les programmes dans les contextes fragiles touchés par le changement climatique est une première étape. Une seconde étape est d'assurer le suivi et l'actualisation des évaluations pour refléter la nature dynamique des risques impliqués.

5 Surveiller et évaluer toutes les interventions pour détecter les impacts prévus et imprévus sur les risques sécuritaires et être prêt à ajuster la mise en œuvre pour faire face aux conditions changeantes sur le terrain.

6 Partager les idées et les leçons apprises dans les différents secteurs et pays au sein de la région, faciliter la coopération sud-sud pertinente depuis l'extérieur de la région pour identifier les expériences pilotes, les nouvelles approches ou les approches testées à développer.

Aucune organisation n'est suffisamment grande pour lutter seule contre la crise multidimensionnelle dans le bassin du lac Tchad, mais les organisations individuelles peuvent faire beaucoup pour au minimum ne pas avoir d'impact négatif et pour améliorer leurs efforts de renforcement de la résilience. En même temps, une réponse de multiples parties prenantes est nécessaire pour bénéficier de l'expertise collective afin de fournir une aide humanitaire, de renforcer la cohésion sociale, la protection, l'engagement politique, le rétablissement rapide, le développement socio-économique, la sécurité et la conservation écologique. Cette approche s'aligne sur les recommandations des précédentes évaluations des risques climatiques qui préconisent une intégration systématique d'analyses des risques climatiques dans les stratégies diplomatiques et sécuritaires dans la région du lac Tchad, ainsi que des rapports réguliers sur les risques sécuritaires liés au climat pour les institutions concernées.

ANNEXE 1: RÉPONSES EN COURS

Le tableau ci-dessous décrit certaines réponses majeures en cours ou prévues dans la région.

Programme/initiative	Montant	Donateur	Année	Exécutant
FEED THE FUTURE <i>(intervention sur les moyens de subsistance agricoles mise en œuvre à Adamawa, Borno, FCT, Kebbi, Sokoto et Yobe)</i>	\$22 M d'USD	USAID	2013–2018	Catholic Relief Services
MANAGING CONFLICT IN NORTHEAST NIGERIA <i>(gestion du conflit au niveau de l'État et des communautés pour prévenir l'escalade du conflit en violences à Adamawa, Borno et Yobe)</i>	€21 M d'USD	EU	2018–2022	British Council
PROPCOM MAIKARFI <i>(renforcement des marchés visant à garantir la stabilité, la résilience et le rétablissement économique, afin d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pauvres et notamment des PDI à Adamawa, Bauchi, Borno, Gombe, Taraba et Yobe)</i>	N/A	DfID	2018–2020	Palladium
RESILAC – REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL INCLUSIF DU LAC TCHAD <ul style="list-style-type: none"> • Accès à des opportunités économiques pour les groupes vulnérables • Sécurité alimentaire • WASH • Gouvernance locale et cohésion sociale Région de Diffa (Niger) ; État de Borno (Nigeria) ; région du lac Tchad (Tchad) ; région de l'Extrême-Nord (Cameroun)	UE: 30 M d'EUR AFD: 5 M d'EUR	Fonds fiduciaire "Emergency Trust Fund for stability & addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa"	48	Conduit par un consortium de 3 partenaires principaux : Action contre la Faim CARE Groupe URD Coordination : AFD Délégation de l'UE au Tchad
STRENGTHENING RESILIENCE IN NORTH-EASTERN NIGERIA Améliorer les conditions de vie des PDI, des communautés d'accueil et des rapatriés dans les États d'Adamawa et de Borno ; Approche holistique pour éviter les conflits liés aux ressources	42 M d'EUR UE : 37 M d'EUR BMZ : 5 M d'EUR	UE BMZ	2016–2021	GIZ Principal organisme de mise en œuvre : ministère nigérian du Budget et de la Planification nationale
READY TO RESPOND Nigeria, Niger et Tchad; Soutien aux partenaires humanitaires pour intensifier leurs efforts de préparation, en améliorant leurs capacités de réponse d'urgence, en faisant progresser la cohérence inter-agences dans l'action humanitaire et en générant des économies à long terme	N/A	DfID	N/A	UNICEF, UNHCR, UNOCHA et WFP
ACTIVITÉS MENÉES PAR LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION SUISSE Orientation sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le soutien psychologique, WASH Éducation, infrastructures scolaires et services pour les communautés affectées dans la région de Diffa (Niger) Contributions multilatérales au CICR et à l'ONU	CHF 23,1 M de CHF (2014-2016)	Direction du développement et de la coopération suisse	N/A	CICR Agences de l'ONU ONG
PLAN DE DÉVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DU LAC TCHAD (PADLT) <ul style="list-style-type: none"> • Transformer le lac Tchad en une plateforme rurale pour le développement régional parallèlement au rétablissement de la paix et de la sécurité. • Sécurité alimentaire, emploi et inclusion sociale des jeunes • Amélioration des capacités de la CBLT 	Coût estimé du plan : 916 M d'EUR	Part de la Banque mondiale 16 Md d'USD Africa Climate Business Plan	N/A	Les quatre États riverains du lac Tchad, la République centrafricaine et la Libye. Pouvoirs locaux (gouvernements locaux ou autorités coutumières) Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) Société civile
STRATÉGIE D'INTERVENTION POUR LA CRISE DU BASSIN DU LAC TCHAD DE LA FAO Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et à renforcer la résilience des communautés d'accueil et des PDI vulnérables dans les zones touchées par la crise au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria	Budget : 232 M d'USD	FAO	2017–2019	Ministères de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et leurs services décentralisés, agences des Nations Unies, partenaires du secteur de la sécurité alimentaire, ONG nationales et internationales, CILSS et CBLT
PROJET PLURISECTORIEL DE REDRESSEMENT APRÈS LA CRISE DANS LE NORD-EST DU NIGERIA <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le gouvernement du Nigeria pour la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures de fourniture de services essentiels, améliorer les opportunités de moyens de subsistance des communautés affectées par le conflit et les déplacements, et renforcer la cohésion sociale • Apporter une réponse immédiate et efficace aux crises ou aux urgences éligibles 	200 M d'USD	La Banque Mondiale	2017–2021	Gouvernements des États de Borno, Adamawa et Yobe

ANNEXE 2: MÉTHODOLOGIE

Bon nombre d'évaluations existent sur les problématiques et défis spécifiques dans la région du lac Tchad, mais aucune analyse exhaustive des risques liés au climat et à la fragilité basées sur des données brutes (recherches sur le terrain et enquêtes) n'existe pour le moment. Notre approche commence par une évaluation de l'ensemble des risques de sécurité dans un contexte donné et détermine le rôle du climat et de l'environnement dans la genèse de ces risques. Cette analyse s'appuie sur des études de terrain et des consultations approfondies, de haute qualité pour combler toute lacune dans la littérature connexe actuelle, pour fournir des données brutes et présenter le contexte dans lequel les politiques actuelles peuvent être évaluées. Cette étude repose, cependant, sur une approche fortement interdisciplinaire. Cette section sur la méthodologie décrit notre processus de recueil de données (via des entretiens et des collectes de données hydrologiques et climatiques lors des recherches sur le terrain) avant d'expliquer brièvement le processus d'écriture.

RECHERCHES SUR LE TERRAIN – ENTRETIENS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Des entretiens ont été menés avec différents types de parties prenantes dans chacun des quatre pays de la région du lac Tchad. Une équipe de chercheurs locaux a réalisé les entretiens avec les communautés affectées autour du lac Tchad. Les personnes interrogées formaient un échantillon de groupes d'âges, de sexe, de professions, de religions et d'appartenances ethnolinguistiques différents dans la région avec des expériences diverses, y compris des réfugiés, des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil. De plus, des discussions ont été organisées avec les divers interlocuteurs à tous les niveaux de gouvernement ainsi qu'avec des leaders communautaires. Elles ont impliqué des entretiens avec des représentants de gouvernements et d'ONG, du PNUD, de l'UNHCR, de l'OCHA et de la Commission du bassin du lac Tchad. Au total, 229 entretiens ont été menés. Une ventilation plus détaillée par sexe et par région figure dans les tableaux ci-dessous.



VENTILATION PAR RÉGION/SEXE DES PERSONNES INTERROGÉES, NIGERIA

NIGERIA

Lieu		Sexe	
Sites	Total des personnes interrogées	Femme	Homme
Doron Baga	20	10	10
Gamboru	7	3	4
Maiduguri (Baga)	6	3	3
Maiduguri (Monguno)	6	3	3
Maiduguri (Ngala)	6	3	3
Monguno	25	13	12
Ngala	20	8	12
Total	90	43	47

VENTILATION PAR RÉGION/SEXE DES PERSONNES INTERROGÉES, NIGER

NIGER

Lieu		Sexe	
Sites	Total des personnes interrogées	Femme	Homme
Diffa	8	1	7
N'guimi	9	2	7
Kabalewa	6	3	3
Bilabirin	5	2	3
Lisquedi	4	2	2
N'galewa/ Kirmira	5	2	3
Toumour	4	2	2
Bosso	3	1	2
Niamey	1	1	0
Phone	1	1	0
Total	46	17	29

TABLEAU 2

TABLEAU 3

VENTILATION PAR RÉGION/SEXE DES PERSONNES INTERROGÉES, TCHAD

TCHAD

Lieu		Sexe	
Sites	Total des personnes interrogées	Femme	Homme
Baga Sola	6	2	4
Bol	11 ⁷⁹	3	7
Guite	4	1	3
Liwa	2	0	2
N'Djamena	4	1	3
Ngarangou	3	1	2
Ngomirom	6	3	3
Village et camp de Yakoua, près de Bol	2	1	1
Yuronjikota (<i>village à 52 km de Liwa en direction de Bol</i>)	1	1	0
Total	39	13	25

VENTILATION PAR RÉGION/SEXE DES PERSONNES INTERROGÉES, CAMEROUN

CAMEROUN

Lieu		Sexe	
Sites	Total des personnes interrogées	Femme	Homme
Daram	5	2	3
Girvidi	3	1	2
Kaele	4	1	3
Kousseri	4	1	3
Logone Birni	7	5	2
Maga	6	2	4
Maroua	6	1	5
Minawao camp	2	1	1
Mokolo (Zamai)	4	2	2
Mora	1	1	0
Mora Masif	1	0	1
Moulvoudaye	2	1	1
Pouss	4	1	3
Village near Mokolo	2	0	2
Zimado	6	2	4
Total	57	21	36

79 Le sexe d'une des personnes interrogées n'est pas spécifié.

Pour les entretiens, un guide de discussion a été préparé avec une série de questions indicatives, qui a servi de référence et de structure aux personnes menant les entretiens. Les questions n'avaient pas un caractère obligatoire et elles n'ont pas toutes été posées. Les entretiens eux-mêmes suivaient un format semi-structuré. Les questions indicatives couvraient des sujets incluant :

- Identités et relations des communautés
- Moyens de subsistance
- Dynamiques du conflit
- Perception des acteurs clés
- Orientations futures

Les entretiens ont suivi un certain nombre de principes directeurs :

- 1 Prise en compte du conflit :** du fait de la nature sensible et contestée des sujets abordés, il était essentiel de mener les recherches d'une manière qui tienne compte du conflit. Ceci est particulièrement important étant donné que les discussions sur les dynamiques et les tendances du conflit étaient susceptibles de créer des tensions ou de les exacerber, notamment dans les communautés affectées par le conflit. Par conséquent, la méthodologie des recherches et les questions indicatives ont été conçues et mises en œuvre en gardant cette dynamique à l'esprit.
- 2 Sensibilisation et sensibilité aux dynamiques sexospécifiques :** les recherches ont été entreprises de manière à garantir que les femmes jouent des rôles actifs, que les problèmes incluant la participation, l'opinion et l'autonomie économique des femmes et les violences contre les femmes et les filles, ainsi que les perceptions différentes des femmes et des hommes soient compris. De plus, les recherches visaient une représentation égale entre les hommes et les femmes autant que possible.
- 3 Approche éthique solide :** une approche éthique solide a été adoptée, avec des systèmes en place pour s'assurer que les normes éthiques les plus élevées soient respectées à tout moment et à chaque étape du processus d'entretien. Pour les participants, cela incluait une période de préparation pré-entretien minutieuse. Pendant cette étape, par exemple, les personnes menant les entretiens s'assuraient que les personnes interrogées comprenaient la nature et la raison des recherches, et leur expliquaient que leurs contributions seraient anonymisées et qu'elles pourraient mettre fin à l'entretien à tout moment si elles se sentaient mal à l'aise.

RECHERCHES CLIMATIQUES ET HYDROLOGIQUES

Un objectif clé de cette étude était de comprendre et de générer de nouvelles données climatiques et hydrologiques de qualité sur lesquelles l'analyse et les recommandations pourraient s'appuyer de manière fiable. Par conséquent, le projet a bénéficié de l'expertise climatique et hydrologique et de l'analyse des données satellites fournies par le *Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des Géosciences de l'Environnement (CEREGE)*. Ce travail mené par le CEREGE avait deux objectifs. D'abord, il visait à comprendre les dynamiques hydrologiques qui ont causé les variations de la taille du lac Tchad au cours des deux dernières décennies et ensuite, il cherchait à obtenir une meilleure compréhension des effets actuels et futurs probables du changement climatique.

Données hydrologiques : en raison de l'insécurité, de la diminution des stations hydrométéorologiques et des défis pour collecter des données de manière cohérente et exacte des régions éloignées, nous avons fait un usage innovant de la télédétection par satellite. Cela nécessite de combiner différentes observations satellites provenant, par exemple, d'images optiques de MODIS/LandSat-8/Sentinel-2, et l'altimétrie satellitaire d'ERS-2/ENVISAT/SARAL pour reconstruire les variations de l'étendue des eaux de surface et du niveau des eaux de surface du lac. Ensuite, la variation du stockage des eaux de surface a été estimée. De plus, nous avons étudié les données GRACE sur la variation du stockage d'eau total et les avons divisées en variations du stockage des eaux de surface et de subsurface. L'approche multi-capteur employée ici est particulièrement importante, car elle a pu servir à faire une meilleure évaluation et distinction entre eaux de surface libres et eaux de surface couvertes par la végétation et a ainsi permis de surmonter l'un des principaux défis liés à l'utilisation de méthodologies de télédétection dans le contexte de lacs peu profonds comme le lac Tchad.

Données climatiques : pour comprendre les dynamiques du changement climatique qui affectent la région, le CEREGE a réalisé un examen approfondi de la littérature scientifique climatique la plus récente sur le lac Tchad, y compris les rapports récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur le sujet. Cette étude a fourni des informations pour les sections du rapport sur les impacts climatiques actuels et futurs. Ces conclusions ont aussi été comparées et confrontées aux réponses issues des entretiens afin de confirmer l'exactitude des perceptions du changement climatique par les parties prenantes locales.

OUTIL D'ÉVALUATION DE LA FRAGILITÉ ET DU CLIMAT, ATELIER ET RECOMMANDATIONS

À partir des études sur le terrain décrites plus haut, une analyse exhaustive des risques liés à l'interconnexion entre climat et fragilité a été réalisée. Cette analyse a utilisé un outil d'évaluation des risques liés au climat et à la fragilité qui a été développé en interne par adelphi conjointement avec le Programme environnemental de l'ONU. L'outil vise à accroître la résilience et à réduire la vulnérabilité et la fragilité en se concentrant sur cinq catégories d'actifs fondamentaux ou types de capital différents sur lesquels les moyens de subsistance s'appuient.

Il s'agit du capital humain, du capital social, du capital naturel, du capital physique et du capital financier. L'outil place un " filtre climat " sur chacun des types de capital différents pour analyser les impacts à long terme d'événements liés au climat et les effets sur les types de capital, ainsi que les capacités de divers acteurs à faire face à ces impacts. Dans une seconde étape, l'outil place un " filtre conflit " sur les différents types de capital, afin d'observer les impacts à court terme de conflits possibles sur le capital et la capacité des acteurs à y répondre. De plus, un examen approfondi des politiques existantes des gouvernements (y compris les programmes d'adaptation nationale), de la Commission du bassin du lac Tchad, des organisations internationales et des ONG a été effectué.

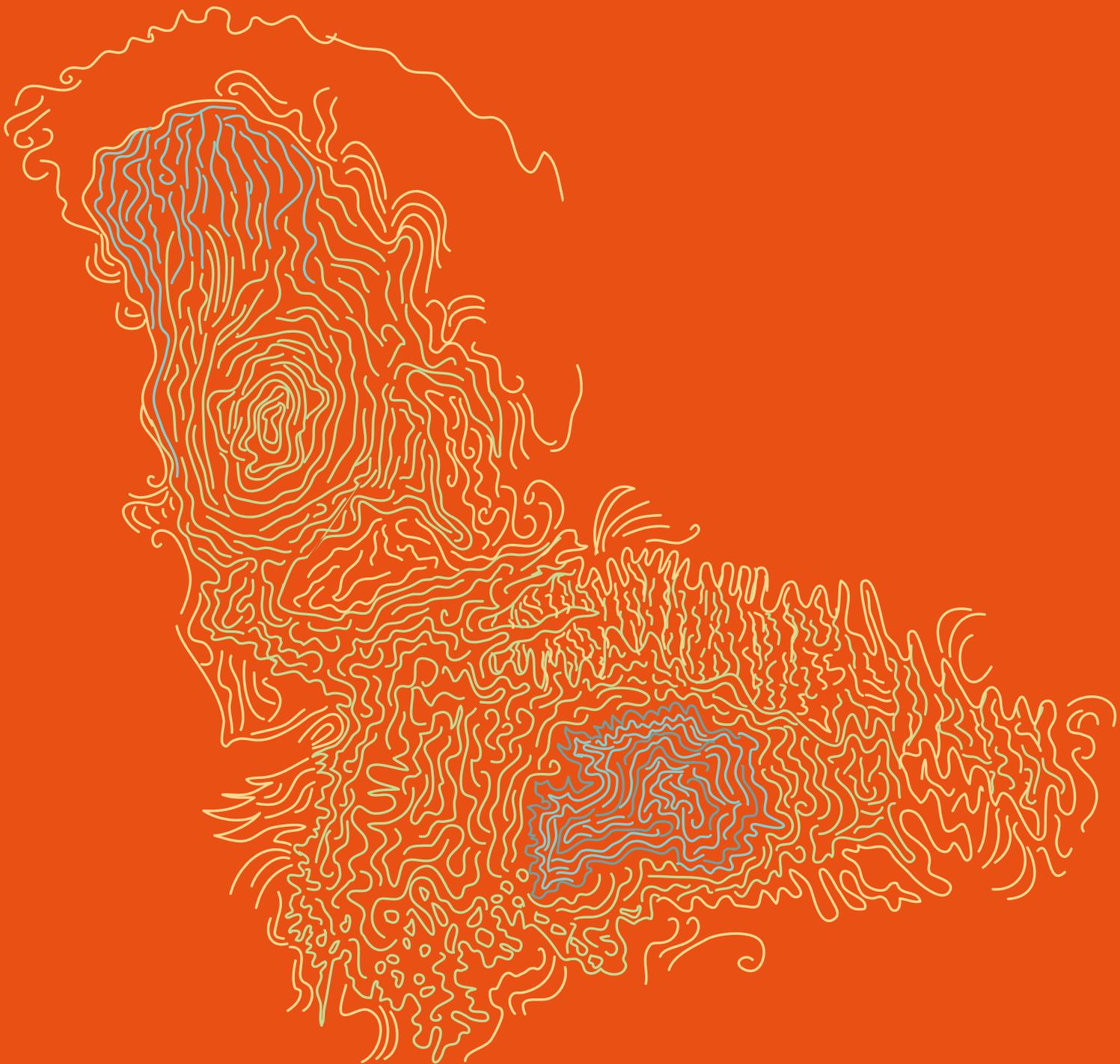
Cette évaluation a été principalement réalisée lors d'un atelier organisé en novembre 2018 par adelphi à Berlin. L'atelier a réuni des experts du conflit et du climat qui ont mené les recherches sur le terrain décrites plus haut, ainsi que plusieurs membres d'adelphi qui ont facilité le processus d'évaluation des risques liés au climat et à la fragilité. Grâce à ce processus, plusieurs groupes de risques liés au climat et à la fragilité ont été identifiés et des recommandations politiques ont été formulées. De plus, plusieurs principes pour les approches de la sécurité climatique future sont aussi apparus.

Suite à l'atelier, une période de rédaction collaborative entre les principaux auteurs a été entreprise, au cours de laquelle les conclusions du travail sur le terrain et les résultats de l'atelier ont été compilés. Les premiers résultats de ce rapport ont été présentés lors de la Conférence sur la sécurité planétaire qui s'est tenue à La Haye le 20 février, et des avis ont été sollicités et intégrés dans le rapport. Après cela, le rapport a été envoyé à plusieurs réviseurs externes, y compris des parties prenantes au Cameroun, au Tchad et au Nigeria ainsi qu'au PNUD. Leurs commentaires ont ensuite été intégrés dans ce rapport final.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
BMZ	Ministère fédéral allemand pour la Coopération et le Développement économiques
CBLT	La Commission du bassin du lac Tchad
CEREGE	Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des Géosciences de l'Environnement
CHF	Francs suisses
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CILSS	Comité permanent inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CJTF	Force d'intervention civile conjointe
CUA	La Commission de l'Union africaine
DfID	Département du développement international britannique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCT	territoire de la capitale fédérale
FMM	Force multinationale mixte
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
ISWAP	État islamique en Afrique de l'Ouest
JAS	Jama'atu Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad (personnes engagées dans la diffusion des enseignements du Prophète et dans le djihad)
ONG	Organisation non gouvernementale
PADLT	Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad
PDI	Personnes déplacées internes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RESILAC	Redressement économique et social inclusif du lac Tchad
TIC	Les technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
PAM	Programme alimentaire mondial





WWW.SHORING-UP-STABILITY.ORG

